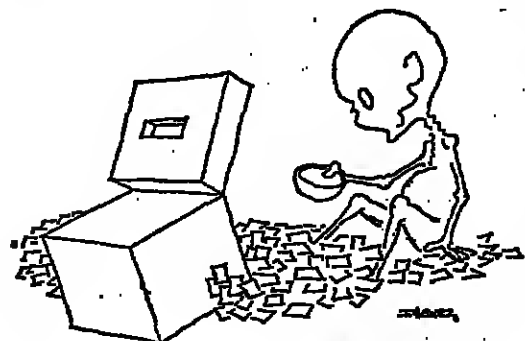


ASIE

L'Inde après la démission de Mme Gandhi

Les réactions à la démission de Mme Gandhi étaient encore rares à l'étranger ce mardi 22 mars en fin de matinée. Les gouvernements attendent de savoir qui succédera au premier ministre pour évoquer un événement qui aura des conséquences diplomatiques non négligeables en raison du poids de l'Inde en Asie.

● EN UR.S.S., les « Izvestia » écrivent que la démission de Mme Gandhi n'est pas le fait du hasard et que le Congrès n'aurait pas été



(Dessin de CHENEZ.)

vaincu s'il s'était allié au parti communiste indien (pro-soviétique). Sans nommer M. Sanjay Gandhi, notoirement hostile au communisme, le correspondant à New-Delhi des « Izvestia », citant des « observateurs locaux », a fait état de « fautes » commises par le premier ministre.

En revanche, la « Pravda » n'avait pas encore

fait de commentaire mardi, se bornant à donner les résultats incomplets.

● AU PAKISTAN, le gouvernement s'est gardé de tout commentaire officiel. En revanche, l'opposition a établi une comparaison entre l'« honnêteté » du scrutin en Inde et les irrégularités constatées lors des élections législatives du 7 mars au Pakistan. Un porte-parole de l'Alliance nationale pakistanaise, coalition des partis hostiles à M. Bhutto, a déclaré que « Mme Gandhi restera dans l'histoire comme une démocrate refusant de trahir un scrutin ». La tension demeure d'ailleurs assez vive dans les principales villes pakistanaise; malgré l'annonce de la création d'une commission d'enquête sur les élections du 7 mars, M. Bhutto a autorisé le président de cette commission à annuler les résultats dans les circonscriptions où il constaterait de sérieuses irrégularités. Un des dirigeants de l'opposition, le maréchal Khan, incarcéré il y a quelques jours avec les autres dirigeants de l'Alliance nationale, a refusé de sortir de prison, lundi 21 mars, malgré un ordre de libération (« le Monde » du 23 mars). Il demande l'élargissement préalable de tous les autres détenus politiques.

● EN GRANDE-BRETAGNE, ce que le « Times » appelle « la chute de la dynastie Nehru » laisse les Britanniques partagés entre la satisfaction devant une revanche de la démocratie, et l'inquiétude devant l'avenir. Les milieux de la City, indique notre correspondant, se préoccupent du sort de leurs investissements, encore très importants dans l'ancienne colonie. Ces milieux craignent davantage une période d'agitation que des mesures dirigées contre les capitaux étrangers puisque le programme du parti victorieux n'annonce rien de tel.

Le parti Janata préconise une « décentralisation du pouvoir politique et économique »

New-Delhi (A.F.P.). — Les dirigeants du Janata (Parti du peuple), qui a obtenu, en tenant compte des sièges remportés par ses alliés, la majorité absolue à la Chambre basse du Parlement, affirment que leur formation constitue « un nouveau parti national ».

Le Janata, disent-ils dans leur manifeste, publié le mois dernier, n'est pas une simple alliance de quatre formations (Jana Sangh, Bharatya Lok Dal, Congrès « O » [opposition] et parti socialiste). C'est un parti qui s'inspire des idées du mahatma Gandhi et s'engage à construire « un État démocratique et socialiste ».

« Nous nous inspirons, affirment-ils, du riche héritage de l'Inde et de sa noble tradition de lutte pour l'indépendance et la liberté ».

LES VAINQUEURS PRÉPARENT LA SUCCESSION

(Suite de la première page.)

La reconduction de la majorité gouvernementale, formée par le parti communiste et le Congrès, dans l'Assemblée législative du Kerala, dont l'élection eut également lieu le dimanche dernier, confirme cette tendance. Dans l'ensemble du pays, toutefois, le parti communiste lié à l'Union soviétique a perdu du terrain parce qu'il s'est essoré pendant deux mois à la politique suivie sous l'état d'urgence, tandis que son rival, le parti communiste marxiste, indépendant de Moscou et de Pékin, qui a défendu les libertés publiques et l'indépendance nationale, conserve un peu partout son influence, notamment au Bengale, foyer du mouvement révolutionnaire.

GÉRARD VIRATTE.

Cambodge

● Un appel « pour le respect des droits de l'homme au Cambodge ». Le Mouvement d'entraide pour le tiers-monde et la coopération lance « dans un esprit strictement humanitaire un appel pour le respect des droits de l'homme au Cambodge, l'ouverture des frontières aux organisations humanitaires et aux journalistes pour connaître le sort réel de la population khmère et du prince Norodom Sihanouk ». Le Mouvement, qui comprend des personnalités de tous horizons, telles que le prix Nobel Alfred Kastler, le professeur Debray-Ritzen, Pierre Emmanuel, Mlle Jeanine Aubrey, Jean Accouret, Marcel Camus, « demande à tous les hommes de bonne volonté de se joindre à cet appel comme l'ont déjà fait des personnalités telles que Marcel Julien, François Chalais, Jean Sointeny, Alain Peyrefitte, etc. ». Signatures à envoyer à : Entrée des Nations, 9 bis, rue du Commandant-Pilot — 92200 Neuilly.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Il se prononce « pour une décentralisation du pouvoir économique et politique », et revendiquent pour tous les citoyens « les libertés fondamentales de parole, d'association et d'expression ». Ils rappellent, en outre, la nécessité de l'indépendance du pouvoir judiciaire, et procèdent à l'égalité de tous devant la loi.

Le Janata envisage aussi la mise au point d'une nouvelle charte économique, afin que « le cercle vicieux des pauvres qui deviennent plus pauvres et des riches qui deviennent plus riches » soit brisé. Cette charte comporterait les points suivants :

- Politique de plein emploi ;
- Nouvelles priorités pour le plan de développement, en particulier pour l'agriculture ;
- Réalisation de la réforme agraire ;
- Politique des prix et des salaires avec un salaire minimum fixe pour toutes les catégories de travailleurs et un contrôle des prix des produits de première nécessité ;
- Participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

Dans le domaine du contrôle des naissances, le Janata révoque la contrainte et la mise en place d'un système obligatoire.

Mélanges à l'égard de l'U.R.S.S.

En politique étrangère, le manifeste du Janata proclame son opposition à toutes les formes de colonialisme, de néo-colonialisme et de racisme. Il s'inscrit « à un véritable non alignement, libre de tout lien avec un bloc quel qu'il soit ». Pendant la campagne électorale, la Pravda de Moscou avait exprimé ses sympathies pour Mme Indira Gandhi et qualifié le Janata de « coalition de partis de droite ». L'U.R.S.S. est en effet le « bloc » visé par le manifeste du Janata. Moscou et New-Delhi avaient signé un traité de paix et de coopération en août 1971. Il est probable, toutefois, que les dirigeants soviétiques s'abstiendront de tout geste inamical à

l'égard des leaders du Janata.

L'arrivée au pouvoir du Janata pourrait favoriser une « normalisation » entre l'Inde et le Bangladesh : les relations entre les deux pays sont mauvaises depuis l'assassinat de Sheikh Mujibur Rahman le 15 août 1975 à Dacca.

New-Delhi. — L'éléphant est atteint. Comment le parti souvent comparé à un pachyderme écrasant de toute sa masse la vie politique et l'histoire de l'Inde indépendante a-t-il perdu une aussi large influence ? Représentant des couches socio-économiques, et profondément enraciné dans la société rurale, mais dirigé par une élite anglophone appartenant aux castes dominantes et aux milieux nantis, le Parti du Congrès a résisté pendant trente ans à l'Inde dans toute la diversité de ses courants de pensée et d'intérêts. Son hégémonie était un gage de stabilité pour le pays. La politique de ce grand mouvement national fut pendant longtemps le résultat de compromis. A l'exception des communistes et des nationalistes du Jan Sangh, la plupart des formations qui se sont coalisées contre lui ont appartenu à un moment ou à un autre au mouvement.

Aussi bien, les deux groupes qui vont dominer le nouveau Parlement indien ne sont-ils pas porteurs d'idéologies opposées. Ils représentent, grosso modo, une même classe dirigeante, et défendent seulement deux conceptions différentes du pouvoir et de la démocratie parlementaire. C'est pour avoir rompu avec les usages en vigueur à ce sujet dans le parti dominant indien — où prévalait le consensus entre diverses tendances — et s'être comportée comme une usurpatrice de l'autorité que Mme Gandhi s'est attirée l'hostilité d'une partie de la classe politique.



Les raisons d'un échec

De notre envoyé spécial

« Je n'ai jamais voulu entrer en politique », écrivait récemment la fille de Nehru dans une lettre personnelle aux électeurs, l'aurait pu devenir archéologue, écrivain ou étudier les arts et la folklore. Combien de fois cette mission « imposée » par le destin, et la volonté d'appliquer une politique « répondant aux aspirations des masses », n'ont-elles pas servi de prétexte à une non moins grande volonté de ne pas partager le pouvoir ? En 1969, un premier ministre de l'élite intellectuelle originaire de la vallée de Srinagar — M.D.P. Dhar et P.N. Baksar, de se voir écarter de postes de confiance sans pour autant avoir démissionné. Un autre conseiller du premier ministre, M. Ashok Mitra, s'exile en Grande-Bretagne. Simultanément, Mme Gandhi veille à ce qu'aucun des derniers hauts dirigeants du Congrès — les Ram Chavan, Swaran Singh, dont chacun apporte le soutien d'une communauté ou d'une région n'accuse d'influence. Ils sont perimés aux principaux postes ministériels. « Aucune herbe ne pousse à l'ombre du bantân » (puissant arbre tropical), dit-on.

Trente mille détenus politiques

L'état d'urgence a imposé un régime politique en complète rupture avec les traditions politiques indiennes. Plus de dix ans, au long de l'expérience de la démocratie libérale pour que ces traditions auxquelles sont fortement attachées en particulier les personnalités âgées à la tête du Parti du peuple, puissent être bannies du jour au lendemain sans risque de retour de bâton. Certains indiens ont jusqu'à affirmé que le régime d'exception fut plus rigoureux et répressif que celui des Britanniques à la fin de l'Empire des Indes. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan, des révélations étant faites chaque jour. Cent cinquante mille personnes ont été détenues à un moment ou à un autre depuis juin 1975, et parmi elles tous les chefs de file de l'opposition. Plus de trente mille militaires appartenant principalement à des mouvements d'extrême gauche et d'extrême droite, mis hors la loi, étaient encore en prison au début de la semaine.

Des personnalités sans assises populaires, tels MM. Boroach, président — désigné — du Congrès, Mohammed Yunus, am-

bassadeur itinérant, et quelques autres serviteurs formant l'entourage, limités, d'un premier ministre de plus en plus isolé. Autour de lui, les parlementaires congressistes répercutaient dans la capitale les sentiments des villages, où se trouvent les forces vives du pays. Depuis des mois, le chef du gouvernement n'écoulait plus que quelques personnes, et notamment son fils. Elle n'était plus informée des réactions de son peuple qu'à travers des rapports de police, lesquels lui présentaient une image déformée du pays. La décision de tenir des élections générales fut un mauvais calcul. Un ancien membre du Congrès notait récemment : « Les discours de Mme Gandhi n'ont plus le même contenu, le même sens de la retenue, la même dignité qu'autrefois. Ils sont empreints d'une note de doute et d'alarme, d'une touche d'hypocrisie et relèvent d'un complexe de persécution ». Mme Gandhi avait visiblement de la peine à surmonter le choc provoqué par la démission de la seconde personnalité du parti, M. Ram. Ses répliques pendant la campagne électorale étaient à peine argumentées et jamais convaincantes.

La conscience des masses

Le peuple indien donne naturellement raison aux « rebelles ». Frustré par les personnalités sorties de prison ont été réélues brillamment. Or, Mme Gandhi pensait que la

consultation ne serait qu'une formalité lui permettant d'obtenir un nouveau mandat de six ans. M. Ram a complètement modifié les données, suscitant un profond désarroi au sein du parti

gouvernemental, renversé la balance en faveur de l'opposition.

Celle-ci a conservé de bout en bout l'initiative et évité de répondre aux provocations. Elle n'a pas eu de mal à dénoncer les « méfaits » commis pendant l'état d'urgence. Ceux-ci, phénomène nouveau en Inde, ont éveillé la conscience des masses, car ils portaient atteinte à la dignité humaine. Les événements de ces dernières semaines ont montré que les masses indiennes ne se laissent plus abuser. La leçon qu'elles viennent de donner aura un retentissement plus grand que bien des prises de position intellectuelles. Ce n'est pas un hasard si les principales personnalités symbolisant la « dictature » — et, notamment, les deux ministres responsables de l'information — ont été rejetées par les électeurs.

Le pouvoir a utilisé de façon unilatérale les médias populaires comme la radio, mais dans l'ensemble les Indiens n'étaient pas dupes de la propagande à laquelle ils étaient soumis. Grâce au développement des communications, les villages sont moins enclavés qu'autrefois, et les individus ne suivent plus nécessairement la discipline de leur communauté ou de leur caste. Les « bavures » du pouvoir ont eu des conséquences sur le comportement des groupes socio-culturels. C'est ainsi que des forces spécifiques qui, il y a encore quelques années soutenaient le Congrès ont été le parti de la laïcité, mais aussi de celles des intelligents, hindous. Les castes et les communautés religieuses jouent encore un rôle important, mais de nouveaux clivages se sont fait jour. Aucun membre de la caste des chefferies (cordonniers), à laquelle appartenait M. Ram, n'aurait, par exemple, voté pour le parti gouvernemental. Les musulmans qui s'estimaient les premiers visés par la campagne de stérilisation parce que leur natalité est plus forte que celle des hindous ont, cette fois, abandonné le Congrès, obéissant au même coup leur différend avec les nationalistes hindous.

Il est probable que Mme Gandhi n'a découvert l'étendue du désastre que pendant la campagne électorale. Mais à aucun moment elle n'a voulu situer les responsabilités à leur véritable niveau. Comment M. Sanjay Gandhi et quelques membres de la bourgeoisie urbaine ont-ils pu s'emparer de l'appareil des jeunes congressistes et imposer leur loi ? Ces play-boys politiquement inconscients ont-ils reçu, comme on le dit dans certains milieux, des encouragements de la C.I.A. et en avaient-ils vraiment besoin ?

Les jeunes congressistes ont tenté de récupérer des éléments évidents de changement mais n'ont réussi que les « goondas » (vauriens) qui, au gré des événements, se portent vers le courant dominant ou celui qu'ils croient tel. G. V.

مكتبة الشامل

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

En Hesse

Les sociaux-démocrates perdent les élections municipales

De notre correspondant

Bonn. — Le dimanche 20 mars, il y avait aussi des élections municipales dans un des Länder de la République fédérale, la Hesse. Le parti social-démocrate a enregistré une cuisante défaite — dont profite la démocratie chrétienne dans des villes comme Frankfurt, Wiesbaden, Darmstadt, etc., qui depuis la guerre, étaient considérées comme ses fiefs. Dans l'ensemble du Land, le S.P.D. a recueilli 42,1 % des suffrages, soit 7,4 % de moins qu'aux élections communales de 1972 (49,5 %), tandis que la C.D.U. regagne 11,5 % des voix, en passant de 33,3 % à 44,8 %. A Frankfurt, le S.P.D. a perdu la majorité absolue qu'il détenait au Parlement municipal.

Etant donné que la durée du mandat du bourgmestre ne coïncide pas exactement avec une législature, M. Rudi Arndt, l'un des chefs de file de la gauche modérée au sein du S.P.D., pourrait, théoriquement, rester en fonctions jusqu'en 1978, mais il songe à démissionner après le désaveu que viennent de lui infliger les électeurs.

Sans doute, les considérations d'ordre local (regroupement des communes, politique scolaire) ont-

elles joué un rôle dans cette défaite des sociaux-démocrates. Les scandales financiers et immobiliers dans lesquels le S.P.D. de Hesse et de Frankfurt ont été impliqués ont aussi joué un rôle dans la décision des électeurs, mais l'ampleur du succès des chrétiens-démocrates, qui avaient fait campagne sur des thèmes de politique nationale, est telle que la coalition libérale-socialiste de Bonn ne peut pas ne pas se sentir atteinte. Cinq mois après les élections législatives gagnées de justesse, c'est un nouveau coup dont le gouvernement Schmidt-Genscher, aux prises avec des difficultés graves, se serait volontiers passé.

DANIEL VERNET.

Pays-Bas

Le projet de réforme foncière risque de faire éclater la coalition des socialistes et des chrétiens-démocrates

De notre correspondant

Amsterdam. — Une crise gouvernementale menace aux Pays-Bas. C'est au sujet de la réforme foncière, point de litige depuis trois ans entre chrétiens-démocrates et socialistes, qui est sur le point de faire éclater la coalition de centre gauche dirigée par le socialiste M. Den Uyl. Après dix-huit semaines de sessions du conseil des ministres, qui ont partiellement paralysé l'action du gouvernement ces dernières semaines, les ministres progressistes (sept socialistes, deux radicaux et un démocrate 68) et les six chrétiens-démocrates (catholiques populistes et calvinistes anti-révolutionnaires) n'ont pas pu se mettre d'accord sur les réformes de la politique foncière. Les deux groupes s'opposent sur la façon de fixer l'indemnisation des terrains expropriés par l'Etat. La gauche veut prendre en compte la « valeur utile » du terrain, moins élevée que la « valeur de marché » et qui est payée actuellement, et qui favorise, estime-t-elle, la spéculation. Les chrétiens-démocrates ne sont pas d'accord non plus pour attribuer un droit de préférence aux municipalités qui veulent acheter ces terrains.

Les chrétiens démocrates paraissent décidés à se démarquer des socialistes. Fait inhabituel aux Pays-Bas, le premier ministre, M. Den Uyl, a fait procéder à un vote au sein du conseil des ministres, dans la nuit du 21 au

22 mars. Les deux ministres catholiques, M. Van Agt, le vice-premier ministre, qui est aussi ministre de la Justice, et M. De Jong, ministre de l'Agriculture, ont manifesté « des réserves graves ».

Après avoir ainsi durci sa position vis-à-vis des socialistes, M. Van Agt, qui a été désigné comme le chef de file des chrétiens-démocrates en vue des élections législatives du 25 mai, pourra difficilement revenir sur ses déclarations.

Bien que les socialistes anti-révolutionnaires ne semblent pas satisfaits de la crise provoquée par M. Van Agt et M. De Jong, le leader catholique au Parlement, ils ne pourront pas se désolidariser de leur porte-parole. C'est surtout le lobby agricole « le front vert », qui s'oppose à la réforme de la politique foncière. Les mesures contre la spéculation sont interprétées par les organisations paysannes comme une « dénationalisation des terres ».

C'est surtout M. Andriessen, le leader des catholiques populistes, qui a poussé M. Van Agt à adopter une ligne dure. M. Van Agt avait pourtant accepté un projet de réforme foncière qui porte d'ailleurs sa signature. Mais, avec la montée de l'opposition du lobby agricole, il a refusé de défendre son projet.

M. Van Agt dans une situation difficile

M. Van Agt était déjà dans une situation difficile depuis qu'en décembre dernier avait paru un compromis dans l'affaire Menton, ce collectionneur néerlandais recherché pour des crimes de guerre commis en Pologne pendant la dernière guerre, et qui avait réussi à échapper pendant plusieurs jours à la police hollandaise, après avoir été, sans doute, mystérieusement prévenu de son arrestation imminente. M. Van Agt s'est aussi révélé un adversaire farouche de la libéralisation de l'immigration souhaitée par la gauche néerlandaise.

M. Den Uyl, qui avait, jusqu'à présent, réussi à maintenir tant bien que mal la cohésion de la coalition gouvernementale, se trouve du même coup, dans une situation difficile. Le seul avantage, pour lui, si la coalition décline, est qu'il pourra mener son parti à la bataille électorale en tant que premier ministre, alors que M. Van Agt risque de ne plus être ministre.

Il est en effet très peu probable que le gouvernement soit dissous. M. Den Uyl pourrait continuer à expédier les affaires courantes avec ses neuf collègues socialistes jusqu'aux élections.

En manifestant ainsi leur désaccord avec les socialistes, les chrétiens démocrates peuvent espérer marquer des points le 25 mai après l'élection présidentielle. Ils pourraient, en outre, comme en 1968, vouloir changer de partenaires et constituer une coalition de centre droit avec les libéraux. La crise actuelle prouve que les socialistes n'ont pas réussi à se lier durablement avec les chrétiens démocrates pour entamer une politique de réforme.

MARTIN VAN TRAA.

Union soviétique

M. Brejnev a invité les syndicats à « renforcer la discipline du travail »

Moscou. — Le seizième congrès des syndicats soviétiques poursuit ses travaux, ce mardi 22 mars, au Palais des congrès du Kremlin. La ligne des débats a été fort clairement fixée dès lundi par M. Leonid Brejnev. Le secrétaire général ne s'est pas contenté, en effet, dans son long discours de faire le point des relations soviéto-américaines une semaine

avant l'arrivée à Moscou de M. Cyrus Vance (« le Monde » du 22 mars). Il a également repris un certain nombre de thèmes intérieurs qu'il développe depuis plus d'une année chaque fois qu'il en a l'occasion.

Ces thèmes ont été popularisés au cours du vingt-cinquième congrès du parti communiste en février-mars 1976, alors que l'économie soviétique connaît un certain

« tassement » dans son développement et que « les besoins sociaux de la population changent ». Le moment est venu de donner la priorité à « l'efficacité du travail et à la qualité de la production ». Comme l'a fait remarquer M. Brejnev, les syndicats ont de quoi faire en ce domaine (...) si l'on ne veut pas que cette formule lapidaire et précise se transforme en une phrase éculée.

De notre correspondant

La tâche essentielle fixée aux syndicats par M. Brejnev consiste à « renforcer la discipline du travail ». Sous cette formule pudique se cache l'une des plaies de l'économie soviétique : l'apathie et le manque d'intérêt de la plupart des Soviétiques pour leur travail, ce qui se traduit souvent par un faible rendement, un taux d'absentéisme extrêmement élevé, une mobilité de la main-d'œuvre qui a été clairement fixée dès lundi par la qualité de la production, parfois le vol pur et simple.

L'émulation

Le secrétaire général n'a pas cherché à cacher ces faits, puis, il a appelé les syndicats à se montrer « plus sévères et intraitables à l'égard de ceux qui manquent à la discipline professionnelle, qui enfreignent la discipline et déshonorent les biens populaires ». (...) La lutte contre l'absentéisme, les retards, les erreurs, les pertes dues à l'immobilisation des machines se mesurent en millions de journées de travail. Je ne veux pas aller à la recherche de l'excuse, mais je dois dire que les syndicats ne font pas assez d'efforts pour mettre un maximum à profit le temps de travail.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

Autre levier d'action dont l'importance est soulignée, c'est : « l'émulation sociale », c'est-à-dire le recours aux honneurs et à l'argent pour stimuler l'enthousiasme dévoué des travailleurs. Le système soviétique, en vigueur, est discrètement critiqué depuis pas mal de temps déjà pour son formalisme : de nombreuses brigades ou entreprises obtiennent de substantiels primes, mais, sous prétexte de la précaution de sous-estimer copieusement leur capacité de produc-

tion, soit parce que les critères retenus pour évaluer la production ne sont que quantitatifs et font fi de la qualité.

M. Brejnev a donné, une nouvelle fois, sa caution pour une remise en cause de ces pratiques bien en et qui concernent les conditions de travail. L'émulation permet de distinguer non seulement les travailleurs d'élite, mais aussi de ceux qui ne réalisent pas le plan. Sur sa lancée, M. Brejnev a abordé un sujet tabou en Union soviétique : celui des maladies professionnelles et des accidents du travail pour lesquels aucune statistique publique n'existe. Il faut croire que le problème est sérieux. « Malheureusement », a déclaré le secrétaire général, tout ne va pas bien en ce qui concerne les conditions de travail. Il estime que la direction et les syndicats ignorent de graves défauts, considèrent comme secondaires les mesures destinées à améliorer les conditions de travail et à prévenir les accidents, manifestant un manque de respect à l'égard des engagements formulés dans les conventions collectives.

République d'Irlande

Le peuple américain a une « vision déformée » de la situation en Ulster

déclare le ministre des affaires étrangères, M. Fitzgerald

De notre correspondant

Dublin. — Le ministre des affaires étrangères, M. Garret Fitzgerald, de retour des Etats-Unis, où il a été reçu par le président Carter et le secrétaire d'Etat M. Cyrus Vance, a déclaré que le peuple américain a une « vision déformée » de la situation en Irlande.

C'est surtout M. Andriessen, le leader des catholiques populistes, qui a poussé M. Van Agt à adopter une ligne dure. M. Van Agt avait pourtant accepté un projet de réforme foncière qui porte d'ailleurs sa signature. Mais, avec la montée de l'opposition du lobby agricole, il a refusé de défendre son projet.

Bien que les socialistes anti-révolutionnaires ne semblent pas satisfaits de la crise provoquée par M. Van Agt et M. De Jong, le leader catholique au Parlement, ils ne pourront pas se désolidariser de leur porte-parole. C'est surtout le lobby agricole « le front vert », qui s'oppose à la réforme de la politique foncière. Les mesures contre la spéculation sont interprétées par les organisations paysannes comme une « dénationalisation des terres

EUROPE

EUROPÉENNES DU SUD...

II. — « Autocoscienza » italienne

de notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Dans les trois pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne et Portugal) qui connaissent depuis quelques années une effervescence politique exceptionnelle, les mouvements féministes tiennent une place importante dans le « débat idéologique ». Les rapports qu'ils entretiennent avec les partis traditionnels n'en demeurent pas moins conflictuels (« Le Monde » du 22 mars).

Rome. — On ne saurait plus beaucoup des « sorcières » italiennes. Si l'Union des Femmes (trouvée théorique du P.C.I.) conserve des formes de longue analogie, la « lutte des femmes », on n'est pas en reste à la doctrine chrétienne ou même chez les républicains. Dans ce tourbillon compliqué de groupes divers, incontrôlables, mais qui peuvent désormais précipiter cent mille femmes en farandole sur la piazza Farnese, une chose est sûre : nous voilà loin de l'aimable folklorisme ou du phénomène groupusculaire. « Le féminisme est en train de devenir un bagage culturel commun à toutes les femmes italiennes », déclare Carla Ravaioli, écrivain et journaliste. Une culture qui pénètre « peu à peu les partis traditionnels ».

L'histoire retiendra le paradoxe. C'est dans le pays de la « donna », le pays de l'amour-péché que la révolte des femmes aura pris son tour le plus explosif, le plus vindicatif et sans doute le plus riche. Au siège de la revue *Effie*, rédigée et gérée par un collectif de femmes (1), Grazia Francescato tape sur un gros paquet de fiches. « Voici la liste de nos abonnés. On n'a fait une enquête. Nombre d'entre elles habitent des petites villes ou villages de Calabre ou de Sicile. Imaginez une rue stérile, une abondance d'être dans un patelin du Sud... »

Langage hérétique

Si elle trouve ses racines en mai 1968, la révolte des Italiennes n'est pourtant pas tout à fait aussi nouvelle qu'on le pense. Pendant la guerre, elles avaient tenu leur place dans la lutte contre le fascisme ; dans le Sud, les conflits agricoles, autour de la guerre (voir le film *1900*), étaient souvent animés par de vives revendications. Mais elles étaient « normales », des révoltes de même existence chez les démocrates-chrétiens et les socialistes des mouvements d'inspiration féministe. L'avocate Magnani, Rosa Maria, seule députée femme du parti socialiste, insiste volontiers sur ce point. « Il y a toujours eu des luttes de femmes italiennes », dit-elle. Mais elle était principalement dirigées contre les disparités de salaires et pour une reconnaissance de l'égalité juridique. Fondée après la guerre à l'initiative de Togliatti, la puissante UDI (Union des femmes italiennes), proche du parti communiste (l'équivalent de l'Union des femmes françaises), monopolisa longtemps l'essentiel de ces luttes autour d'une analyse très classique : l'oppression de la femme est le produit du capitalisme. Sa libération sera réalisée par le passage au socialisme. Bel optimisme ! Quand survient mai 68, l'UDI n'est plus qu'une simple courroie de transmission entre le P.C.I. et l'électorat féminin. Ni sans mérites ni sans grand intérêt théorique.

Le grand bouleversement, c'est l'irruption de revendications totalement nouvelles, d'un langage « hérétique » inspiré par de petits groupes universitaires, notamment à Trente, où des femmes se mettent à agiter scandaleusement des questions ignorées jusqu'alors par la véritable UDI, et qu'aucun parti ne prenait en compte.

Un slogan fait rapidement fortune : l'« autocoscienza », c'est-à-dire la prise de conscience de la femme — et non plus seulement d'ouvrières, de « syndicalistes » ou d'« exploitées ». Les problèmes

On imagine. Toutes, de Rome à Milan, paraissent pressées de démontrer la popularité du féminisme italien, sorti depuis longtemps des cercles intellectuels et des universités romaines. Luciana Castellina, « onorevole » (députée) du *Massesio*, celle à l'origine du plus célèbre phalloscandale évoque volontiers des histoires d'ouvrières milanaises récusant brutalement l'autorité de leur délégué syndical (masculin) ou de travailleurs de Turin défilant banderoles déployées dans le quartier des piktars de la Porta Nuova en scandant : « Le parti aussi, nous appartient ». Evidente incontestable : le mouvement des femmes italiennes est devenu dans une certaine mesure un mouvement de masse. Ce n'est pas le cas ailleurs. En France par exemple.

Un mouvement, en outre, qui a déjà une histoire. A l'origine, bien sûr, on trouve mai 1968. L'« esprit de mai », dit-on volontiers à Rome, a enflé les femmes apportant une dimension particulière. Au tout début des années 70 le féminisme commence à émerger dans les villes du Nord (Turin, Milan) en tant que mouvement autonome au sein de la constellation mouvante de la gauche extraparlementaire. Elle-même issue de la révolte étudiante. Premier congrès du M.I.D. (Mouvement de libération des femmes) en 1971, congrès tumultueux, mémorable, du groupe *Il Manifesto* en 1973 où la moitié des délégués sont des femmes. Tout de suite, le féminisme italien témoigne des particularités qui lui sont restées propres : une extrême diversité, une politisation exceptionnelle en même temps qu'une attitude permanente de suspicion à l'égard de la politique traditionnelle.

personnelles sont politiques, disent les féministes, qui démontent d'autres types d'oppression que ceux imputables au seul capitalisme. L'« oppression sexuelle », par exemple, qui tient malheureusement une place considérable dans toutes les conversations que l'on peut avoir à Rome (incroyable ce qu'on parle du sexe italien). « On ne peut pas simplement dire des femmes », disent toutes celles qui ont suivi sans aucune gêne, comme Adelfide Aglietta, la secrétaire du parti radical, que la question sexuelle a joué un grand rôle dans leur propre prise de conscience. Celles aussi qui démontent, comme collectif militante romaine d'un collectif « Femmes et Psychanalyse », le sexisme impérialiste des communistes ou la misogynie de Lénine (2). « Mon mari était de gauche, mais ça ne m'a rien fait. Il se comportait comme un fasciste ».

An début, les partis traditionnels prêtent trop peu d'attention à ces intellectuels qui affirment « communément » être « beaucoup plus à gauche que Marx ». C'est la grande bataille pour le divorce en 1974, qui — un peu par hasard — va donner une ampleur nationale au mouvement en prenant les politiciens au dépourvu. Dans l'Italie encore très catholique et que l'on imagine conservatrice, le gauche part battue d'avance pour cette petite guerre du divorce qui, en avril 1974, a tout de même jeté, pour la première fois, plusieurs milliers de femmes dans les rues de Rome.

Les communistes, pratiquement sûrs de perdre, ne se laissent qu'à leur corps défendant dans une campagne qui « récupère » par les hommes, rejoindra vite les dédales et les manigances de la politique traditionnelle. Or, à la surprise générale, l'abrogation du divorce est rejetée par 58,1 % des Italiens (et Italiennes) à Milan, où la gauche pensait perdre, la proportion était de 60 %.

Deux régions seulement votent « oui » : c'est-à-dire contre le divorce : la Calabre et la Lucanie.

Contre le « gaillisme »

Deux ans plus tard la question — plus passionnée encore — de l'avortement, qui conduit aux élections anticipées des partis incapables de s'entendre sur ce point, porte à l'incandescence la revendication féministe. Entre temps groupes collectifs, revues théoriques (3) et feuilles polycopiées se sont multipliés un peu partout. Le succès est déjà considérable pour la cause des femmes. De nombreuses réformes qui entraînent depuis des années au Parlement sont adoptées. Elles viennent couvrir, sur le papier, au moins l'infirmité légale de la condition féminine face cachée et contrepoint du sacro-saint mariage (matrone toute-puissante au foyer, terrorisant fils et mari).

(1) Revue fondée en 1973 — tirage 35 000 exemplaires, vente 22 000 (prix 2 000 abonnés).
(2) Pour qui dit qu'il y a des sorcières de lectures et discussions avec les ouvrières sous leurs coiffeurs autour des questions de sexe et de mariage. C'est un croyant pas mes oracles. Points de vue pour le genre d'écriture. (3) Lénine répondant à Clara Zetkin. Cité par Xavier Gauthier, *Sur le féminisme et le socialisme*, Paris 1971. (4) M. Tassinari, *Différence*, Paris 1970. (5) *Jeux de l'herbe*, Paris 1970. (6) *Sorcières* (sans dessus-dessous), le Pute et les Roses, etc.

fermée à l'esprit de mai » que celle du P.C. français, le parti communiste italien n'en reste pas moins terrassé sous le poids d'une base provinciale et populaire plutôt conservatrice sur le terrain de la morale traditionnelle.

« La différence des socialistes », reconnaît Carla Ravaioli, le P.C. doit trahir derrière lui une masse de *popolani* et d'ouvriers qui restent très attachés à la défense de la famille.

L'habileté avec laquelle le parti d'Enrico Berlinguer « absorbe » peu à peu certaines thèses féministes, en suivant plus volontiers que les risques étaient grands. « Soyons honnêtes, avoue Magnani, Maria, (socialiste), dans tous les partis y compris dans le mien, les dirigeants se sont mis à avoir peur de leur propre femme. » Au sein du P.C., certains militants, qui suivront bientôt le groupe dissident de « Manifesto », ébranlent la bonne conscience des camarades coupables de « gaillisme » (esprit de mai) par des interventions qui font date. C'est le cas de Rossana Rossanda, figure de proue du féminisme et de la nouvelle gauche italienne.

Mais le phénomène radical est plus troublant encore. Enfant terrible du Parlement, parti minoritaire, mais par un passage en haut en comble (Pannella), se voulant d'extrême gauche et hantant pour la « défense de tous les droits civils », collection de conscience, d'été, le parti radical s'empare littéralement du féminisme, à moins que ce ne soit celui-ci qui s'empare de lui. Fondé en 1974, le M.D. (Mouvement de libération de la « donna ») lui est dédié. Sur la question du divorce et de l'avortement, c'est lui qui mène les campagnes les plus intrépidement et les plus pittoresques. Mieux encore, aux élections 1976, il choisit délibérément de présenter 55 % de femmes parmi ses candidats. A l'autisme du premier parti italien à user le faire, il se donne même une secrétaire générale : Adelfide Aglietta. Mince et dure Antigone de vingt-huit ans, un visage un peu dur, mais qu'atténue brusquement un vrai sourire de femme. « Ma révolte remonte à l'âge de seize ans, dit-elle. Contre la famille et sa morale, bien sûr. J'ai fait la fête dans le mariage. Puis j'ai fait le mariage dans la politique. Le parti radical est le seul qui me permette de m'exprimer complètement ».

Dès 1974, toute une partie du féminisme italien s'identifie au parti radical qui, à sa propre surprise, obtient quatre sièges de députés. L'émergence subite de cette formation incalculable, revêt une signification plus profonde. L'Italie officielle de 1976 se trouve ainsi non seulement entre deux grandes parties (P.C.I. et D.C.), mais entre deux cultures « orthodoxes » : marxisme et catholicisme.

Or le « compromis historique » préconisé par les communistes n'exprime pas seulement un choix stratégique et idéologique fait par deux cultures. C'est aussi, et surtout, la mise en tutelle d'un pays rainé et délégué par deux grandes « Eglises », certes rivales, mais également soudées, les deux grandes parties du catholicisme et du désordre. Italie corsetée donc, en attendant au nom du réalisme, non seulement à l'austérité économique, mais aussi à un certain retour vers les « valeurs » traditionnelles d'avant 68.

Entre ces deux cercles bouillonnants une troisième culture plus floue, vaguement libertaire, rebelle à tous les vieux dogmes, la culture laïque ou radicale. C'est elle qui domine une grande partie de la presse, de l'édition, du cinéma. C'est elle qui entretient les brèves d'une sorte de « mai » permanent, couvrant sous les cendres. C'est en elle que se reconnaissent volontiers les exilés de l'Italie laborieuse, les jeunes, les marginaux. C'est d'elle que participe, au fond, le féminisme. Paola Gaiotti, militante de *Legge Democratica* (catholique de gauche), dénonce volontiers l'illusion entretenue par ce qu'elle appelle le milieu « radical éduqué » de Rome. Elle ne nie pourtant pas son importance. « Le parti radical, c'est vrai, symbolise le rôle déterminant d'une certaine culture en marge des deux grands partis idéologiques, mais qui est devenue dominante en Italie. Un peu comme la culture hippie en Angleterre. Elle vient tout droit de la nouvelle bourgeoisie du tiers monde qui a cessé d'être les élites traditionnelles, les anciens modèles de comportement et qui dicte désormais le nouveau conformisme de masse — le féminisme en fait partie ».

Jugement sévère ? Sans aucun doute. Mais le paradoxe veut aujourd'hui que, parvenu au faîte de son influence, le féminisme italien s'enlise peu à peu dans une très profonde crise de conscience. Première raison pratique : une fois gagnées les deux grandes batailles du divorce et de l'avortement (ce dernier n'étant toutefois pas encore approuvé par le Sénat), il est difficile de trouver un nouveau thème aussi politiquement mouvant. La violence contre les femmes ? Le viol et la justice ? Intéressants mais insuffisants. Le parti radical lance

quant à lui un slogan moins réaliste que spectaculaire en réclamant dans tous les secteurs de l'économie « 50 % des postes réservés pour les femmes ».

En réalité, le socialisme des féministes, qui donnent parfois l'impression de se trouver subitement suspendus dans le vide, est sans doute la conséquence d'un double phénomène. Les progrès de la réflexion féministe en général et les résistances de la « société mâle » ont d'abord conduit la plupart des militantes à rejeter peu à peu toute « compromission » avec la politique traditionnelle. De ruptures en ruptures, et au nom de l'« autocoscienza », elles se sont séparées du P.C.I. et même — plus récemment — de l'extrême gauche (dernier congrès de Lotta Continua en novembre 1976).

Si certaines féministes en toute conscience continuent de privilégier l'engagement politique au sein d'un parti ou surtout d'un syndicat (dans la métallurgie, par exemple), l'heure est plutôt à la rupture en Italie. Rupture et éparpillement dans une multitude de groupes et de collectifs (les plus structurés sont peut-être « Rivoluzione femminile » à Rome et le « Comitato per le salarii del lavoro » à Venise). Si la réflexion féministe s'y poursuit et s'y approfondit tout en pénétrant de plus en plus, grâce à la presse, dans l'« inconscient collectif », le féminisme militant n'en cesse pas moins de représenter une force directement engagée dans l'action quotidienne.

L'« esprit de mai »

Deuxième phénomène : en analysant l'impression en Italie que le féminisme se trouve désormais « pris à revers » par la crise économique et l'austérité qu'elle rend nécessaire, l'« esprit de mai », dans le mouvement des femmes, a surgi un peu partout en Europe à l'époque du « miracle économique » et de l'expansion garantie. Revendication qualitative par excellence, mais un peu désagréable du « productivisme » et de la consommation, moins facilement acceptable aujourd'hui dans une Italie perdant pied dans le chômage, l'inflation et le peu de lendemain. Le « compromis historique » conduit le P.C.I. à camper prudemment à la limite d'un pouvoir qui ne survit que grâce à son abstention. Il le conduit aussi, par la force des choses, à mettre en sourdine certaines revendications en cause « qualitatives ». Pas seulement le P.C.I. d'ailleurs, l'Italie tout entière, lorsqu'elle se dresse contre le désordre et le mouvement étudiant, se remémorant un peu sur des positions politiques plus traditionnelles. L'austérité, c'est aussi la redécouverte — la « restauration » — de la famille comme structure refuge. Le chômage, sans doute la tentative d'un nouveau re-partage des rôles entre la femme-ménagère et le mari salarié.

Reflex inévitable, donc, dont on peut prévoir qu'il ira s'accroissant. Mais jusqu'à un certain point seulement. Désemparées ou non, les femmes de Rome, de Milan ou de Bologne savent très bien qu'elles ont déjà changé l'Italie.

Prochain article :

UNE ÉRUPTION
EN ESPAGNE

L'amicale des joyeux ostréiculteurs champenois s'est subitement prise de passion pour l'Afrique du Sud.

AFRICATOURS le spécialiste de l'Afrique

a construit son voyage sur mesure bien sûr!

L'équipe d'AFRICATOURS
ou votre Agent de voyages
vous aidera à choisir
le meilleur itinéraire
la brochure spéciale Afrique du Sud.

Nom ou Groupe ou Société
Adresse
Code postal
Africatours, 9/11 avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

PARCE QUE L'AFRIQUE DU SUD EST UN TRÈS BEAU PAYS.

NICE - CIMIEZ
LA RESIDENCE
SERENA
Dans un magnifique parc avec piscine.
PETITE RESIDENCE - HAUT STANDING
22 appartements en cours de construction
RENSEIGNEMENTS : 146, avenue des Arènes
06000 Nice T. (03) 81.57.57
RIDA constructeur et SOCRÉ

Moins de 26 ans
voyagez en train à prix réduit.

Travailleur ou Étudiant, avant de prendre le train passez à TOURS 33 - T.E.J. Vous obtiendrez un BICE (jusqu'à 50% du Tarif selon la destination Française ou Étrangère).

TOURS 33/TEEJ
PARIS 5e - 80, bd St Germain - Tél. (1) 329.36.50
PARIS 6e - 30, rue Madame - Tél. (1) 544.68.17 - 18
PARIS 5e - T.E.J. - 85, bd St Michel (dans la cour) - Tél. (1) 329.08.76
LILLE - 157, rue Nationale - Tél. (20) 54.55.50
REIMS - 6, rue Chanzy - Tél. (26) 88.47.98

Les enceintes : ne les sacrifiez jamais.



Enceintes LES 20
Classe Quartz n° 1

1 - Platine Technics SL 20
2 - Amp. Pioneer SA 5000
3 - Enceintes LES 20

2.480 F

Le dossier Quartz-HIFI n° 4 vous explique pourquoi la technique ne joue un rôle déterminant. Fixez-vous donc à vos oreilles, ce n'est pas si difficile : présence détaillée de chaque instrument, aération sonore en classique, attaques en pop, confort d'écoute, tels sont les vrais critères que nous avons utilisés pour sélectionner les LES 20. Car à prix égal, nous les avons trouvées meilleures que leurs concurrentes. Venez donc les écouter avec nous. Et prendre les « Dossiers Quartz-HIFI » que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ-HIFI

Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
Marseille 39, av. J. Cantini

Sema - Sélection

conseil en recrutement

Paris
Gautier-Mer

SEMA (Méta Internationale) recherche pour étoffer son équipe, un Consultant ayant déjà une certaine pratique de l'insertion des cadres et/ou des non cadres dans les entreprises. Conseil en ressources humaines au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de potentiel humain, le recrutement et la sélection de cadres, le mise en place de politique de ressources humaines, etc. Ce poste conviendrait soit à un psychologue consultant confirmé ayant une excellente connaissance de la vie des entreprises, soit à un diplômé Grandes Ecoles, sensible aux problèmes de structures et de développement des équipes de Direction. Ce poste permet une collaboration étroite avec les ingénieurs du Groupe SEMA (1700 personnes) et de larges possibilités de formation permanente. Le salaire sera en rapport avec l'expérience présentée par le candidat.

Pour ce poste, écrivez personnellement à M. Lassour, Directeur de Sema-Sélection, qui assurera les candidats de la plus grande discrétion.

conseil en informatique de gestion

70.000 F

SEMA (Méta Internationale), premier groupe européen de conseil, recherche pour son Unité Informatique plusieurs ingénieurs grandes écoles pour leur confier des missions en clientèle, liées à des études et réalisations de gestion automatisée. La première intervention, d'une durée de deux ans environ, est prévue à l'étranger. Les candidats auront acquis deux ou trois années d'expérience en organisation et des connaissances générales en informatique de gestion. Une promotion au poste de chef de projet peut être envisagée à court terme.

(Réf. 10127M)

directeur d'usines

190.000 F

Une importante Société Industrielle recherche un Directeur de haut niveau pour diriger l'ensemble de ses usines (2 000 personnes) localisées dans le centre de la France. Répondant devant le Directeur Général, il aura la complète responsabilité des unités de production, d'études et de développement. L'une de ses premières tâches sera de tout mettre en œuvre pour améliorer la rentabilité au niveau de la fabrication liée à des commandes par lot. Un poste à ce niveau de responsabilité ne peut convenir qu'à un ingénieur Arts et Métiers, 35 ans minimum, ayant une forte expérience de la gestion d'un centre de profit dans le domaine électromécanique par exemple, regroupant des activités allant des études, achats, etc., jusqu'à l'expédition, dans un groupe anglo-saxon de préférence. Pour réussir à ce poste, il est nécessaire d'avoir une forte personnalité allée à des qualités d'imagination et de négociation à tout niveau.

(Réf. 1014M)

directeur commercial et marketing - paris

180.000 F

Le Groupe denoils DANDY fabrique et distribue ses produits (chewing-gum...) dans plus de 100 pays. De ce fait, il bénéficie de la première place à l'exportation dans ce domaine. Il a été décidé, afin d'intensifier les ventes en France, de créer une nouvelle organisation et d'en confier la direction au Directeur Commercial et du Marketing recherché. La fonction consistera, en liaison étroite avec la Société mère, à développer l'action commerciale, à acquiescer de nouveaux marchés. Le titulaire sera chargé de définir la politique de marketing, de fixer les objectifs, de choisir les moyens appropriés. En outre, il conduira des négociations avec les clients importants. Le candidat, âgé de 35 ans minimum, de formation HEC, ESCP, ESCP..., parlant bien anglais, aura déjà assumé des responsabilités analogues dans une société de biens de grande consommation. La connaissance des réseaux de distribution spécifiques au produit est indispensable. Vulture de fonction, possibilité d'évolution de carrière.

(Réf. 4519M)

ingénieurs d'affaires produits métallurgiques

Eurafric

Une importante firme sidérurgique aux productions très diversifiées (acier, aciers spéciaux, tubes...) développe sa force d'intervention technique pour le secteur Euro-Afrique. A cet effet, elle recherche plusieurs ingénieurs d'affaires. Les candidats âgés d'au moins 35 ans auront une formation technique supérieure et une connaissance approfondie de la fonction acquise dans la vente de produits sidérurgiques et le conseil auprès des utilisateurs. Une expérience complémentaire dans un bureau d'études ou de méthodes d'une entreprise mécanique ou sidérurgique serait appréciée. Des missions à l'étranger de longue durée sont à prévoir avec la famille. Dans ce cas, les avantages habituels de l'expatriation (logement, voiture, primes...) s'ajouteront au salaire de base.

(Réf. 3511M)

directeur filiale lyon

150.000 F

Pour diriger une petite entreprise de bâtiments pré-fabriqués pour usines, bureaux, etc., nous recherchons un homme ayant une expérience de direction décentralisée et une bonne connaissance du marché des bâtiments pour l'industrie. Il devra assurer le développement de cette affaire et la gérer au mieux des intérêts des actionnaires. C'est un polyvalent capable de mener personnellement l'action commerciale et d'analyser et contrôler les équipes techniques et de pratiquer une gestion rigoureuse. C'est un patron sachant décider et agir seul dans le cadre d'une politique de groupe.

(Réf. 2012M)

cadre administratif exportation

100.000 F

Une Société française de fabrication et de vente de bijoux en or (350 personnes - C.A. 45 millions de francs), bénéficie d'une excellente renommée en France comme à l'étranger, cherche un collaborateur pour la Direction Exportation. Placé sous l'autorité du Directeur Export, il aura la responsabilité du Service de Gestion des Commandes et animera une équipe de 20 personnes environ. En liaison avec le Service Informatique, il participera à la gestion de la collection des modèles et sera chargé des prévisions de ventes. De plus, il assurera les réunions des services techniques ainsi que l'optique marketing. En présence des commerciaux, il recevra la clientèle étrangère. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé ESC, parfaitement bilingue anglais, avec de très bonnes notions d'espagnol, muni d'une première expérience exportation développée, et possédant, dans une société de produits de luxe.

(Réf. 6702M)

chef fabrication chaudronnerie

100.000 F

Un important fabricant de biens d'équipement recherche pour une de ses usines de Saône-et-Loire, un Chef de fabrication, hiérarchiquement rattaché au Directeur de l'usine. Il aura autorité sur les ateliers de chaudronnerie, soudure, montage, essais, soit environ 150 personnes qu'il devra animer avec l'aide de la maîtrise. Il participera à l'élaboration des délais et supervisera l'ordonnement, le planning et la gestion des stocks ateliers. Il devra élaborer et suivre son budget en effectif et en matériel. Il lui faut être un homme d'atelier solide, meneur d'hommes, expérimenté en chaudronnerie et disposer de très bonnes connaissances de technique de soudage.

(Réf. 2034M)

responsable des ventes paris

72.000 F

Une Société française spécialisée dans le domaine de la pâtisserie industrielle (350 personnes), dont le chiffre d'affaires progresse de 40 % par an (C.A. 1976 : 60 millions de francs), occupe l'une des toutes premières positions sur son marché. Elle recherche le Responsable des ventes de la région parisienne. Il s'agit d'une création de poste. La fonction consistera, sous l'autorité du Directeur des ventes à proposer les prévisions périodiques, à former et animer une petite équipe, à suivre personnellement les principaux clients. Le candidat âgé de 32 ans minimum, apportera une expérience réussie de la vente acquise dans le secteur alimentaire et connaîtra bien les circuits modernes de distribution. Vulture de fonction, Perspectives d'avenir.

(Réf. 4518M)



Centre Meta
16, rue Barbès - 92126 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

PROCHE-ORIENT

Liban

La Haute Cour de justice est saisie de l'assassinat de Kamal Joumblatt

Le conseil des ministres libanais, présidé par le chef de l'Etat, M. Elias Sarkis, réuni le lundi 21 mars, a décidé de porter l'affaire de l'assassinat de Kamal Joumblatt devant la Haute Cour de justice. Juridiction d'exception, celle-ci statue sans appel sur tous les crimes perpétrés contre la sûreté de l'Etat.

Selon l'agence irakienne d'information, les autorités libanaises seraient en possession de renseignements indiquant que l'assassinat a été commis par quatre militaires syriens, qui ont été rapatriés dès leur forfait commis. L'opération, toujours selon l'agence irakienne, aurait été organisée sous la supervision personnelle de M. Rifaat el-Assad, frère du chef de l'Etat syrien et commandant des troupes de choc du régime baasiste.

De notre correspondant

Beirut. — Pour la première fois, depuis mercredi dernier, Beyrouth a connu, lundi 21 mars, une journée calme, marquée cependant par des manifestations pacifiques organisées par les délégations venues de toutes les régions du pays présenter leurs condoléances à la famille Joumblatt. Fait notable : une vingtaine de délégations venues des régions chrétiennes du Kesrouan, de Jebel et de Batroun étaient également présentes à la « maison de la communauté druze ».

Dans le camp conservateur, la tension est également tombée. M. Camille Chamoun, nommé vendredi président du Front libanais, s'est estimé satisfait des mesures prises, mais il continue de réclamer « l'arrêt de la violence dans les plus brefs délais ». Les complots », l'ancien chef de l'Etat, mettant, semble-t-il, à profit les événements du Chouf, a considérablement renforcé sa position dans le camp conservateur, au détriment de M. Pierre Gemayel lui-même, ce qui ne manque pas d'inquiéter les dirigeants syriens, qui avaient jusqu'à présent soutenu le Front libanais.

Cont les positions sont généralement plus modérées que celles de M. Chamoun. La visite qui doit s'effectuer, ce mardi 22 mars à Damas, une délégation phalangiste, semble avoir pour objectif de discuter avec les responsables syriens de ce changement de situation au sein du Front libanais, et de l'instaurer, jugée hostile, adoptée par ce dernier au cours de la dernière crise.

En ce qui concerne l'enquête sur l'assassinat de M. Joumblatt, confiée depuis mardi à la Haute

● L'Association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Israël (A.F.S.I.) a tenu une assemblée générale, samedi 19 mars, consacrée à la situation en Iran. Dans un communiqué, l'A.F.S.I. dénonce « le caractère institutionnel et systématique de la torture et de la violation des droits de l'homme en Iran ». Le régime, indique le document, reconnaît l'existence de quatre mille prisonniers politiques, alors qu'il y en a réellement dix à vingt fois plus, et annonce « des libérations massives de détenus pour faire croire à une libéralisation que les faits démentent quotidiennement ».

(1) 5, rue du Renard, 75004 Paris.

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE

YEMEN

Des vols à 1.200 F
Nos expéditions à partir de 2.700 F
Ou guide 15 F

LES SEYCHELLES

Voie avec Yerechka Ketch de 15 m.
Pangée, pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages désertes et la mer transparente de 504 îles Seychelles vous attendent.

Une semaine, vol + volée de plongée à partir de 2.250 F

ILE MAURICE

Détente et repos dans un cadre unique et séjour à partir de 3.500 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passer nous voir au téléphone nous aide.

544-21-99 et 544-20-43

PASSEPORT

68, rue de Valenciennes, 75004 PARIS
Métro : République Ligne A 559

M. DE GUINGAUD PRÉCISE SES IDÉES SUR LES GARANTIES D'UN ACCORD DE PAIX

« La reconnaissance du droit d'Israël à l'existence est un principe aussi important pour nous que la reconnaissance du droit des Palestiniens à une patrie », a déclaré M. de Guingaud, ministre des affaires étrangères, au cours d'un entretien que publie ce mardi 22 mars l'Agence télégraphique juive.

Interrogé sur les garanties internationales d'un accord de paix, M. de Guingaud a dit qu'il appartenait aux parties de les préciser. Il a ajouté : « On peut néanmoins citer, par exemple, la délimitation de certaines zones, l'établissement dans ces zones de contingents ou d'observateurs des Nations Unies à l'usage de ce qui s'est fait dans le Sinai ou sur le Golan. On peut y ajouter des réseaux de surveillance électronique, comme cela a été fait dans le Sinai. On peut aussi imaginer que certaines instances morales et juridiques au règlement de paix. Si la France était sollicitée, elle ne refuserait pas de participer à ces garanties. »

Comme on lui faisait remarquer que la charte palestinienne prévoyait un « Etat laïque et démocratique » établi à la place d'Israël, M. de Guingaud a répondu :

« Je constate que le congrès qui vient de se tenir au Caire n'a pas repris dans son communiqué final les phrases qui figuraient dans la charte de 1974 et dans la charte de 1964 sur l'Etat laïque qui impliquait la destruction d'Israël. Je ne dis pas que la charte a été modifiée, mais que le communiqué du Caire ne reprend pas cette notion. Il y a donc depuis 1974 une évolution. »

DU 21 AU 26 MARS
semaine du
RIDEAU
ou 3^e étage
panneaux et vitrages en
Tergol, Tergoline, Tergal et Sole,
TRIOMPHE, ONDINE, CHARMANT... etc.
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER
AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS

FESTIVAL du DE PARIS

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
845-97-67

هكمان النحل

AFRIQUE

CONTINUANT SA TOURNÉE AFRICAINE

M. Fidel Castro s'entretient avec les dirigeants mozambicains

M. Fidel Castro est arrivé, lundi 21 mars, à Beira, deuxième ville du Mozambique, où il a eu de premiers entretiens avec le président Samora Machel et M. Joaquim Chissano, ministre des affaires étrangères. Selon son habitude, et sans doute pour des raisons de sécurité, le premier ministre cubain a modifié le programme de son voyage. Après son étape tanzanienne, il était, en effet, attendu en Zambie. Il se rendra à Lusaka dans les prochains jours. Avant de quitter Beira - Sa- laam, M. Castro a célébré avec les dirigeants mozambicains une conférence de presse. Il a déclaré que son voyage en Afrique, et en particulier au Mozambique, est une étape importante de sa tournée internationale. Il a souligné que les relations entre Cuba et le Mozambique sont excellentes et qu'il espère que ce voyage contribuera à renforcer ces liens. Il a également mentionné que Cuba est prête à aider le Mozambique dans son développement économique et social.

A LA CONFÉRENCE DE NIAMEY

Cinq pays riverains du Sahara réaffirment leur attachement au principe de l'autodétermination

Alger. — Une conférence « au sommet » a réuni pour la première fois les dirigeants de cinq pays riverains du Sahara. Les présidents Houari Boumedienne (Algérie), Seyni Kountché (Niger), Félix Malloum (Tchad), Moussa Traoré (Mali) et le commandant Abdou Salam Ndiaye, chef du gouvernement libyén, qui se sont rencontrés à Niamey les dimanche 20 et lundi 21 mars, ont publié un communiqué commun dans lequel ils mettent l'accent sur leur volonté de coopérer dans les domaines économique, social et culturel.

Les chefs d'Etat, qui ont échangé des vues sur la situation de leur pays, ont réaffirmé leur attachement au principe de l'autodétermination des peuples. Ils ont souligné que les frontières des pays riverains du Sahara sont floues et qu'il est nécessaire de les clarifier. Ils ont également mentionné que les relations entre ces pays sont excellentes et qu'ils sont prêts à coopérer dans tous les domaines.

L'Algérie, le Niger et le Mali ont déjà signé un accord de coopération. Le Tchad et le Libyen ont également signé des accords de coopération. Ces accords ont été signés à Niamey, au cours de la conférence. Ils ont été signés par les présidents et les chefs de gouvernement des cinq pays.

Ces accords ont été signés à Niamey, au cours de la conférence. Ils ont été signés par les présidents et les chefs de gouvernement des cinq pays.

Ces accords ont été signés à Niamey, au cours de la conférence. Ils ont été signés par les présidents et les chefs de gouvernement des cinq pays.

Ces accords ont été signés à Niamey, au cours de la conférence. Ils ont été signés par les présidents et les chefs de gouvernement des cinq pays.

Ces accords ont été signés à Niamey, au cours de la conférence. Ils ont été signés par les présidents et les chefs de gouvernement des cinq pays.

Ces accords ont été signés à Niamey, au cours de la conférence. Ils ont été signés par les présidents et les chefs de gouvernement des cinq pays.

Tunisie

Le gouvernement annonce l'arrestation de vingt-trois amis de M. Ben Salah

De notre correspondant

Tunis. — Le gouvernement tunisien a annoncé, le lundi 21 mars, que vingt-trois personnes avaient été arrêtées au cours de ces quinze derniers jours à la suite de la découverte par la sûreté nationale d'une organisation clandestine ayant essentiellement pour but de combattre le régime par des voies illégales et de nuire aux intérêts de la nation.

Selon le communiqué, cette organisation, qui s'appelle le Mouvement de libération de la Tunisie, a été créée par M. Ben Salah, ancien ministre du plan et de l'économie, et qui s'est évanouie de la prison civile de Tunis le 8 février 1973 pour se réorganiser en Europe.

La Cour de sûreté de l'Etat a été saisie de l'affaire. Les autorités n'ont fourni que l'identité de douze des personnes arrêtées, anciens collaborateurs ou amis de M. Ben Salah. Il s'agit de M. Tahar Kacem, ancien président de l'Union des coopératives, condamné en 1970 à deux ans de prison; Ibrahim Hayder, ancien chef de cabinet de M. Ben Salah; Mongi Pech, ancien gouverneur (préfet) de Kairouan, condamné à cinq ans de prison avec sursis en 1970; Abdelaziz Kefli, ancien gouverneur de Beja et ancien chef de cabinet de M. Ben Salah; et d'autres.

Les autres personnes arrêtées sont des membres du Mouvement de libération de la Tunisie, une organisation clandestine qui a été créée par M. Ben Salah et qui a pour but de combattre le régime par des voies illégales et de nuire aux intérêts de la nation.

République populaire du Congo

Les autorités recherchent toujours les assassins du président Ngouabi

« Il sera répondu à la violence révolutionnaire par la violence révolutionnaire », annonce un communiqué du Comité militaire, du Parti congolais du travail (P.C.T.), lundi 21 mars par le radio de Brazzaville, capitale du Congo. Ce communiqué, qui fait état des premiers éléments de l'enquête sur l'assassinat du président Ngouabi, indique que l'auteur présumé du meurtre, l'ancien capitaine Barthélémy Kikakidi, « n'était qu'un homme de main de l'ancien président ». Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Le communiqué affirme que tous les comploteurs qui ont trahi le peuple ont été démasqués et que les responsables de ce crime ont été punis.

Maroc

Les listes électorales font l'objet d'une refonte totale

De notre correspondant

Rabat. — Une refonte totale des listes électorales a débuté le lundi 21 mars dans le royaume, en vue des prochaines élections législatives prévues, en principe, pour le 27 mai. Cette opération, qui correspond aux vœux des partis politiques, principalement d'opposition, va se poursuivre jusqu'au 4 avril. De tous côtés, les appels se multiplient pour inciter les citoyens à demander leur inscription sur les listes.

La revendication de plusieurs partis politiques tendant à fixer l'âge électoral à dix-huit ans n'a pas été retenue. Les listes électorales renouvelées en 1973, révisées chaque année en janvier, et exceptionnellement en août et en septembre 1976, sont donc désormais tenues pour nulles. Totalisant 852 245 électeurs, elles avaient servi de base au scrutin du 12 novembre dernier pour l'élection des conseillers municipaux et communaux. Leur annulation ne signifie pas pour autant une remise en cause des résultats de ce scrutin.

Dans certains milieux officiels, on estime à 4,50 % du total des électeurs inscrits les erreurs qui ont pu résulter de différentes causes, dont la mauvaise transcription phonétique des noms, le décès, la double inscription, la mobilité de la population à l'intérieur du royaume, et l'émigration à l'étranger. Tout en corri-

geant ces imperfections, l'opération en cours entraînera la remise d'une nouvelle carte d'électeur et aura valeur de recensement d'une partie de la population (1). Mais, surtout, elle accentuera le processus de démocratisation voulu par le roi Hassan II, et qu'a récemment confirmé la nomination de quatre dirigeants de partis politiques, dont deux de l'opposition, au rang de ministre d'Etat, pour veiller au bon déroulement des élections, tout en continuant à siéger avec les représentants de l'administration et des autres partis au Conseil national, auquel cette mission de vigilance avait été dévolue initialement.

LOUIS GRAVIER.

(1) D'après les estimations figurant sur une des dernières publications du secrétariat d'Etat au plan (« Le Maroc en chiffres », 2^e édition, au milieu de l'année 1976, 7 321 000 Marocains (hommes et femmes) âgés de plus de vingt ans.

LES DESSOUS DU DIFFÉREND LIBYEN-TOCHADIEN dans le mensuel AFRICA, entièrement réalisé en Afrique noire. C'est mieux pour en bien parler. Vente France : Drugstores, magasins. Rens. BP. 1826 Dakar

Publié par : Ligue Islamique Mondiale (La Rabita) Secrétaire Général : La Mecque

Annnonce à tous les Musulmans en Afrique

Louange à Dieu le Seigneur et la Paix sur Mouhammad le dernier de ses Prophètes

Un cours d'orientation pour les Imams et prédicateurs islamiques sera organisé à Nouakchott, République Islamique de Mauritanie, du 16 juillet au 15 août 1977. Conditions d'admission : la culture islamique, connaissance de l'Arabe et d'une langue internationale (ou de certaines langues africaines). Diplôme universitaire ou longue expérience dans l'enseignement de l'Islam. Être recommandé par une organisation ou une personnalité islamique. Engagement de suivre les cours régulièrement et de respecter leurs règlements. Être admis sur la liste des candidats sélectionnés après une entrevue individuelle avec le directeur. Avantages : un billet aller-retour du pays du candidat à Nouakchott, logement en pension, Bourse raisonnable. Des diplômes seront décernés à la fin du cours. Remplir les participants ayant obtenu les diplômes seront nommés par la Rabita comme prédicateurs formellement reconnus. Matériel de cours : l'enseignement, théorique et pratique, sera fondé sur les principes de l'Islam, et sera basé sur les différents aspects de la vie moderne. Il sera suivi par des études comparées entre l'Islam, les autres religions et doctrines et une étude méthodologique de la religion et ses nouvelles méthodes, et par un examen de procédés scientifiques et techniques qui aident les prédicateurs à développer leur capacité d'accomplir leur mission sacrée. Les demandes d'admission au cours pourront être obtenues par télégrammes ou lettres, qui devront être adressées au Président du Comité Exécutif, Conseil Africain de Coordination Islamique, boîte postale 7141, Dakar, Sénégal. Les demandes d'admission, dûment remplies, devront être envoyées, avant le 30 mars 1977, à l'adresse suivante : Cours d'Orientation pour les Imams et prédicateurs islamiques, Ministère des Affaires Islamiques, Nouakchott, Mauritanie.

ateliers ASP VOTRE SPECIALISTE

CARRELAGES Des milliers de m2 à votre disposition + de 1000 modèles du rustique au moderne. Une vaste gamme de prix.

SALLES DE BAINS Plus de 80 salles de bains complètes, en ambiance, avec leurs accessoires, les plus grandes marques françaises et européennes.

CUISINES AGECEES Un très grand choix de cuisines sur mesure dans leur décor. Une sélection rigoureuse de fabricants européens. Une équipe de techniciens conseils à votre service.

CHEMINEES De la cheminée en kit à monter soi-même aux modèles sur mesure des plus luxueux. Une importante présentation de cheminées.

A.S.P. EZANVILLE - à 15 mn de Paris par l'autoroute du Nord (sortie n° 3 : PIERREFITTE-BEAUVAIS), R.N. 1 sortie EZANVILLE. 5 000 m2 d'exposition-vente. Parking illimité. Ouvert tous les jours même le dimanche. Correspondance B.P. n° 7 - 95460 EZANVILLE. Tél. 991.92.13

A.S.P. PARIS - 133, av. de Glichy - M° Brochant A.S.P. BELLE-EPINE - centre commercial Belle-Epine A.S.P. CRETEIL - centre commercial Créteil Soleil

M. DE GUIRINGAUD PRÉCISE SES IDÉES SUR LES GARANTIES UN ACCORD DE PAIX

MAIS du CAU 70 pages en argal et s'ap. HARMANT... etc. UN D'ACQU... UARTIERS

Philippe Erianger - Le Figaro

R. Poincaré à Clémenceau. 11 octobre 1918

Georges Harmer

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

POLITIQUE

Les élections

Les rapports restent tendus au sein de la majorité

(Suite de la première page.)

Il se demande de quelle façon M. Barre va pouvoir s'acquiescer à la charge de coordonnateur et d'animateur de la majorité en vue des élections législatives, que lui a confiées le chef de l'Etat, alors que le premier ministre leur semble toujours manifester « un léger mépris » pour les hommes politiques et ne pas avoir encore complètement résolu les problèmes électoraux.

Cet agacement s'exprime avec plus de spontanéité au sein du R.P.R. La controverse sur les rapports de voir, les reproches adressés même implicitement à M. Chirac, sont repus comme autant de procès d'intention faits au président du R.P.R. Le dessin prêt une fois de plus à M. Poniatowski de constituer un vaste parti libéral de la majorité, excluant le R.P.R. est jugé par les uns comme une tentative désolante, par les autres comme un cheval de bataille contre les gaullistes que l'on réinventait toujours d'élaborer ou de réduire afin de « rééquilibrer » la majorité.

C'est pour mettre en garde le premier ministre contre cette tentation que M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., porteur d'un message de l'ancien premier ministre, a été reçu lundi après-midi à l'hôtel Matignon par M. Barre et par son directeur de cabinet. M. Monod a insisté sur la nécessité d'une organisation de la majorité qui respecte la personnalité des formations qui la composent. Ces problèmes seront évoqués par le conseil politique du R.P.R. qui siégera pour la première fois samedi 26 mars, et le lendemain par le comité central.

Un débat politique de fond s'engagera à la demande de M. Chirac et MM. Guichard et Chaban-Delella y participeront. Les responsables du R.P.R. retrouveront ensuite du 29 au 31 mars aux Baux-de-Provence les parlementaires du groupe réunis en journées d'étude. Les élus du mouvement gaulliste ne sont depuis quelques semaines rattachés autour de M. Chirac et, étant convaincus que le succès du président du R.P.R. à Paris est dû au dynamisme de sa campagne électorale et à la fermeté de ses prises de position, ils souhaitent maintenant qu'il mette ces atouts à la disposition de l'ensemble du mouvement à travers toute la France.

Le R.P.R. contre la R.P.

Parallèlement, ils instruisent un procès qui vise tout à la fois le président de la République et le ministre de l'Intérieur et aussi le premier ministre avec des arguments divers. Au premier, ils reprochent son apathie politique, ses ambiguïtés, son désir d'« ouverture au centre », sa tolérance envers l'opposition de gauche. Ils soupçonnent toujours le second de nourrir de sombres desseins contre le mouvement gaulliste, puisqu'il voudrait « déstabiliser » la capitale de ses élus R.P.R. Ils doutent enfin du succès du plan économique de M. Barre et ils constatent que depuis sept mois le problème du chômage n'a pas été réglé, que les classes moyennes se sont dépeuplées de la majorité et que le soutien au gouvernement ne s'est pas transformé en « ardente obligation » dans une part assez large de l'électorat. Enfin, ils n'apprennent plus la façon dont s'écroule ou s'effondre le premier ministre pour s'adresser à eux et ils le soupçonnent d'être davantage tenté par sa personnalité personnelle que par son rôle de négociateur une adhésion politique des formations de la majorité à son action.

Les élus R.P.R., traumatisés par le résultat des élections municipales, devraient néanmoins résister à la bataille pour les élections législatives mais considéreraient comme des provocations inutiles ou maladroites certaines initiatives prêtées au gouvernement pour la prochaine session parlementaire, qu'il s'agisse des projets sur le Fonds monétaire international, sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel ou encore sur l'instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives comme vient de le souhaiter M. Olivier Stilla, fondateur du Mouvement des sociaux-libéraux ; bien que M. Giscard d'Estaing ne souhaite pas un tel changement avant la fin de l'actuelle législature.

« La Lettre de la Nation » n'est pas pour autant rassurée et lance un avertissement.

« Le commentaire des élections publié par le ministre de l'Intérieur se termine par une condamnation de la loi électorale majoritaire, rendue responsable de tous

YVELINES

ELANCOURT. — La composition du conseil municipal est la suivante : 12 P.S., 10 P.C., 3 M.R.G. et 2 P.S.U.

SEINE-ET-MARNE

PROVINS. — La gauche a enlevé deux sièges au conseil municipal, que dirige M. Alain Payrettre, mais en l'absence d'une situation nouvelle pour le maire, comme nous l'avions indiqué (Le Monde du 22 mars). En 1965, M. Laurent, socialiste, avait été élu au second tour et réélu en 1971.

les échecs de la majorité. (L'amusant est que cette critique était faite la semaine de l'opposition.)

De là à dire que le ministre de l'Intérieur nous a été de ses carions un nouveau — si l'on peut dire — mode de scrutin pour les législatives, il n'y a pas loin. Sans doute le président de la République avait-il dit qu'il souhaitait un tel changement. Mais tout le monde peut changer d'avis. Nous, en revanche, nous n'en changerons pas. Et comme tout le monde le sait, l'interprétation d'une telle initiative serait facile à trouver.

A défaut d'une initiative de M. Barre qui leur donnerait rapidement satisfaction, les dirigeants et les élus R.P.R. vont prendre un certain nombre de résolutions. M. Chirac pourrait ainsi proposer pour l'ensemble du pays le « pacte majoritaire » qu'il avait présenté à Paris pour la campagne municipale. Ces « appels » à « tous les autres », selon la formule de Georges Pompidou, lorsque l'ancien président de la République voulait isoler les partisans du programme commun, arrivent sans doute bien tard. Beaucoup plus que de la défense d'une majorité menacée, il s'agit maintenant pour M. Chirac d'entreprendre une sorte de reconquête. Mais cette ambition risque une fois encore de le mettre en concurrence avec le premier ministre et le président de la République.

Afin d'éviter un affrontement, M. Chirac devrait présenter à travers le pays, au cours des voyages qu'il s'apprête à effectuer, plusieurs propositions concrètes, ainsi que des critiques précises de certains points du programme commun du gouvernement. Par la même occasion, il s'efforcerait de choisir des candidats rajeunis pour 1978.

Les relations de l'ancien premier ministre avec le pouvoir seront peut-être précises lorsque après son élection, vendredi 25 mars, au poste de maire de Paris, il rencontrera MM. Barre et Giscard d'Estaing auxquels il compte demander audience.

ANDRÉ PASSERON.

LES COMMENTAIRES APRÈS LE SECOND TOUR DE SCRUTIN

LE P.C.F. : les Français, en nombre croissant, condamnent la politique économique.

Le bureau politique du parti communiste a publié, lundi 21 mars, une déclaration dans laquelle il souligne :

« La signification de ce scrutin est claire. Les Français et les Français, en nombre croissant, condamnent la politique économique, antisociale, du pouvoir. Ils ont approuvé l'accord antérieur signé au mois de juin 1976 par les formations de la gauche. Ils affirment chaque jour plus nombreux, leur volonté de changement. (...) »

« Dans toutes les villes où l'accord national a été appliqué, les listes d'union, qu'elles soient conduites par un communiste, un socialiste ou un radical de gauche, ont largement regroupé les voix de la gauche et rassemblé les suffrages de nombreux autres démocrates et patriotes. (...) »

Le bureau politique, qui se félicite de ces résultats d'ensemble, considère que les progrès de la gauche unie et l'élargissement de l'audience du parti communiste illustrent la valeur de la politique du vingt-deuxième congrès, dont les idées commencent à faire leur chemin. »

● L'ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS (proche du courant maoïste) :

« La déroute électorale de la droite confirme l'incapacité de la bourgeoisie à maintenir l'adhésion du pays à sa politique dans la période de crise que traverse le capitalisme français. Bien que la politique des révisionnistes et des réformistes ait étouffé toutes luttés d'ensemble contre le plan Barre, les travailleurs ne sont pas prêts à accepter la nécessité de la reconstruction du capitalisme au prix de leur salaire et de leur emploi. (...) Les militants révolutionnaires et les organisations d'extrême gauche doivent contribuer à ouvrir avec la grande masse des travailleurs les voies d'une issue prolétarienne à la crise. »

M. CHIRAC : il faut modifier notre tactique.

M. Jacques Chirac a déclaré lundi 21 mars à R.T.L. :

« L'expérience des municipales montre que la majorité, bien que distale à Paris, mais résolue, déterminée, a gagné ces élections dans une province, dans une ambiance moins volontariste, elle les a perdues. (...) »

« Il nous faut donc modifier notre tactique, mieux désigner l'adversaire, engager un combat de la même nature que celui qu'il a engagé contre nous. (...) »

« En tout cas, on a tort de parler d'échec : à partir du moment où nous avons gagné à Paris, ce n'est pas un échec, c'est une victoire pour la majorité tout entière, et je m'efforce que cela n'ait pas été plus nettement souligné par le premier ministre. C'est un échec, en revanche, dans l'ensemble du territoire national, quels que soient les succès qu'il a pu y avoir ici ou là. (...) »

L'ancien premier ministre a déclaré à T.F.I. lundi 21 mars :

« Pour gagner, il faut que les principaux responsables de la majorité prennent conscience que les hypothèses de réajustement, de changement de majorité, etc., sont maintenant tout à fait absurdes et hors de raison. (...) »

A Europe 1, M. Chirac avait rappelé son hostilité au scrutin proportionnel en disant :

« Nous sommes opposés non pour des raisons tactiques, car nombreux sont chez nous ceux qui pensent que cela pourrait être utile au R.P.R., mais pour des raisons de fond, qui tiennent à la nature même de la démocratie et de la stabilité nécessaire des institutions. Un scrutin proportionnel ne permet pas la stabilité des institutions, donc le renforcement croissant, dans l'histoire moderne, de l'exécutif, il faut voir un législatif qui soit aussi représentatif que possible des électeurs et des électeurs, aussi proche que possible des citoyens. Or ceci ne peut être obtenu que dans la mesure où nous avons un scrutin d'arrondissement. (...) »

M. PONIATOWSKI : la place du R.P.R. dans la majorité n'est pas contestée.

M. Michel Poniatowski a déclaré lundi soir au micro de T.F.I. :

« Il n'y a effectivement, comme l'a dit M. Chirac, un problème d'état d'esprit de la majorité, mais cet état d'esprit doit se définir autour de l'unité d'action. (...) »

« L'ancien premier ministre a déclaré à T.F.I. lundi 21 mars : « Pour gagner, il faut que les principaux responsables de la majorité prennent conscience que les hypothèses de réajustement, de changement de majorité, etc., sont maintenant tout à fait absurdes et hors de raison. (...) »

« Au même micro, à 13 heures, M. Chirac avait affirmé : « L'état d'esprit de la majorité n'est pas bon dans la mesure où, trop souvent, une partie des responsables n'ont, bien à tort, qu'une seule idée, qu'une seule ambition, qui est de contester l'existence ou la représentativité d'une autre partie de la majorité. (...) »

M. Poniatowski a ajouté :

« M. Chirac ne doit avoir aucune crainte sur la place du R.P.R. dans la majorité. Le R.P.R. est une des composantes importantes, très importantes, de la majorité, et il est normal qu'il ait sa place dans l'action. Cette place n'est nullement contestée. (...) »

Le ministre de l'Intérieur a souligné que la question d'un changement de mode de scrutin « ne se trouve pas posée. (...) »

● M. JEAN-PIERRE FOURCADE, ministre de l'équipement, écrit dans l'édition du bulletin des clubs Perspectives et Réalités (dont il est le président) : « C'est dans les villes où elle s'est montrée incapable d'incarner le renouveau que la majorité a subi l'échec. En ne sachant pas imposer en temps voulu le renouveau, elle a été écartée de la gestion de méthodes modernes de gestion, en étant trop attentive aux clameurs des privilégiés, la majorité a poussé l'indécision qui ne mesure pas toujours les conséquences de son choix à n'entrevoir de possibilité de changement que dans la coalition socialo-communiste. (...) »

● M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national : « C'est la politique de libéralisme excessif qui a été particulièrement condamnée et cette espèce de politique, moitié crabe et moitié lapin, n'a pas été admise par le pays. Faire la politique de la gauche avec les voix de la droite, c'est, en fait, aller à un échec bien mérité. Le succès de la gauche est dû à la majorité. (...) »

● M. LEO HAMON, ancien ministre, président d'initiative républicaine et socialiste (gaulliste d'opposition) : « La gauche est désormais majoritaire en France, et comme sa progression dans les années écoulées a été continue, une majorité de gauche aux prochaines élections législatives apparaît comme plus vraisemblable (...). Nous prendrons les initiatives appropriées pour assurer au gaullisme d'opposition la place, l'audience et l'influence auxquelles il a droit dans la gauche. (...) »

● M. YVES LANCEN, secrétaire général du C.D.R. (gaulliste) : « Sans y persévérer dans l'enseignement — ce que donnaient malheureusement à craindre certains commentaires entendus de la bouche de quelques excellents — on serait bien avisé, après tant d'erreurs, de ne pas en ajouter une nouvelle : une mauvaise interprétation des résultats des élections municipales. (...) »

« En réalité, la forte poussée de l'opposition (...) traduit davantage une déception qu'une espérance. Paris le prouve, qui est sans nul doute le point où les mêmes conditions si Jacques Chirac, refusant la fatalité comme la tradition gaulliste, ne s'était engagé personnellement à la tête des listes Union pour Paris. (...) »

« Puisse-t-il alors, demain, être perçus le chapeau qui réveillera la Belle au Bois dormant. (...) »

M. DEFFERRE : le R.P.R. tient en main la décision d'élections législatives anticipées.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré lundi 21 mars au micro d'Europe 1 :

« Presque autant que le président de la République, qui a constitutionnellement le pouvoir



(Dessin de KONE.)

de dissoudre l'Assemblée nationale, le R.P.R. tient en main la décision. En effet, s'il vote contre le gouvernement, il précipite les élections. Apparemment, le pays ne pourra pas vivre ainsi dans l'expectative jusqu'aux élections législatives de 1978, mais, étant donné que, si ces législatives avaient lieu maintenant, il y aurait de fortes chances que le gouvernement les perde, ce même gouvernement va sans nul doute chercher à gagner la plus de temps possible, à faire durer les choses jusqu'à l'échéance légale de mars prochain. (...) »

● LE COMITÉ JUIF D'ACTION, animé par M. Halberberg (1) « se félicite, dans un communiqué, que les élections aient contribué à l'échec de M. d'Ornano, Durand et De-munier. Ils soulignent notamment que le secrétaire général des républicains indépendants, ils ont démontré leur détermination à sanctionner un pouvoir antidémocratique. Aux prochaines élections législatives, les électeurs juifs se détermineront à nouveau en fonction des actes de leurs gouvernements et de la politique suivie par la gauche. Ce n'est pas le problème du Proche-Orient et de l'antisémitisme en U.R.S.S. (...) »

(1) 88, rue de la Vierge-Méricourt, Paris.

● M. DOMINIQUE BUSE-REAU, président de Génération sociale et libérale (Jeunes gaullistes), s'est félicité des résultats recueillis par son mouvement et a estimé : « La majorité doit maintenant tout mettre en œuvre pour gagner les élections législatives de 1978. Pour ce faire, trois conditions me paraissent indispensables : poursuivre une politique hardie de réformes et de changement, procéder au renouvellement et au rajeunissement des partis majoritaires afin de présenter quand il le faudra, des candidats nouveaux en 1978, s'organiser et se regrouper derrière le président de la République et le premier ministre. Si ces trois conditions sont remplies elles seront celles du succès. (...) »

vient de paraître

La Présidence de la République en France

1977, 236 pages 30 F

Exposer agréablement un sujet austère, c'est un exploit assez rare qui mérite d'être signalé.

maisons de presse, librairies et

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

RTL tient à remercier publiquement ses correspondants et ses envoyés spéciaux dont la célérité et la rigueur ont permis de donner dès 20 h Dimanche à ses auditeurs des résultats nombreux indicatifs et fiables.

Par ailleurs, elle est particulièrement reconnaissante à l'équipe des ingénieurs, techniciens et politologues des ordinateurs Cii Honeywell Bull dont les extrapolations des premiers dépouillements ont fourni, quelques minutes, parfois quelques secondes après 20 h, un véritable panorama des résultats; il est apparu Dimanche en fin de soirée que ces évaluations provisoires étaient à l'image des résultats définitifs de ce second tour. C'est un succès que pour l'honneur des journalistes et des techniciens de l'informatique RTL a voulu porter à la connaissance du grand public.

élections
SCRUTIN

LE R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

Le R.P.R. vient
la décision d'elec-
statives anticipées.

municipales

POLITIQUE

Une analyse du ministère de l'intérieur

- Une opposition plus attractive et plus disciplinée
- Rivalités de personnes au sein de la majorité

Le ministère de l'intérieur a publié, lundi 21 mars, l'analyse suivante des résultats des deux tours des élections municipales :

« Le second tour de scrutin des élections municipales s'est déroulé dans 19 533 communes dont 382 de plus de 30 000 habitants : 90 898 sièges étaient en ballottage. Le taux de participation s'est élevé à 77,8 % contre 78,8 % au premier tour. Mais ce taux recouvre une

grande diversité de situations : on a généralement noté, soit dans les communes où il ne restait plus que quelques sièges à pourvoir. Par contre, la participation est nettement plus élevée qu'au premier tour dans les communes où l'enjeu était important. »

On examinera d'abord les résultats dans les grandes villes, les villes moyennes et les communes moins importantes avant de procéder à une analyse politique de ce scrutin.

lent dans les communes de cette catégorie en ballottage 55 % des suffrages et celles de l'opposition 32,8 %.

— Communistes : 22 733 soit 6,9 %
— Extrême gauche : 4 300 soit 0,6 %
— Socialistes : 43 250 soit 9,9 %
— Radicaux de gauche : 7 410 soit 1,7 %
— Divers gauche : 97 106 soit 22,2 %
— Centre gauche majoritaire : 21 208 soit 4,9 %
— Républicains indépendants : 37 502 soit 8,6 %
— Indépendants : 5 668 soit 1,3 %
— C.D.S. : 28 153 soit 6,5 %
— R.P.R. : 30 960 soit 7,1 %
— Divers modérés favorables : 138 328 soit 31,3 %
— Divers droite : 4 847 soit 1,1 %

A l'issue des deux tours de scrutin la répartition des sièges dans l'ensemble de ces communes s'établit comme suit :

Les enseignements du scrutin

• **REPORTS DE VOIX.** — Au premier tour de scrutin, on avait pu observer que des listes d'inspirations diverses qui ne se réclamaient ni de la majorité ni de l'opposition (écologistes, Mouvement des démocrates, divers gauche, divers droite) avaient obtenu un nombre de suffrages appréciable, surtout dans les villes.


• **De l'examen des résultats du second tour** dans les 45 villes de 30 000 à 100 000 habitants il apparaît que ces suffrages se sont plutôt reportés sur les listes d'opposition. En effet, la majorité et les divers modérés, qui, ensemble, avaient recueilli 46,6 % des suffrages, en obtiennent 46,6 % de son côté, l'opposition se voit donc effectuer avec plus de discipline que dans le passé, à l'exception peut-être de quelques villes du Nord et du Midi méditerranéen. Dans ces régions de tradition socialiste, l'électorat s'est parfois, dans une certaine proportion, refusé à porter ses voix sur des listes comprenant des communistes : ainsi, on observe ce phénomène dans le 8^e secteur de Marseille, à Marignane, Fourvières, Ronchins, Ombreux, Roncy. A l'inverse, dans quelques cas, l'électorat communiste ne s'est pas reporté en totalité sur la liste socialiste, comme à Briançon, Aix-en-Provence, Marseille.

• **Une certaine proportion d'électeurs, en choisissant des listes qui ne se réclamaient ni de la majorité ni de l'opposition, semble avoir voulu exprimer le refus de la bipolarisation et de la politisation excessive ;** — Enfin, il apparaît que 14 villes de plus de 30 000 habitants n'ont été gagnées par l'opposition qu'avec une marge égale ou inférieure à 1,5 % : le système majoritaire à deux tours a fortement amplifié les gains en sièges de l'opposition par rapport à sa progression réelle en voix.

RÉVISIONS BAC

BAC C ET D : MATH + PHYSIQUE ; BAC B : MATH + ECO
Plusieurs formules possibles :
• 4 heures par jour, vacances de Pâques 700 F
• 6 heures par semaine, du 20 avril à début juin 630 F
• 24 heures intensives, du 13 au 25 juin 420 F
L'ESUP : Institut Privé de Préparation aux Études Supérieures
16-18, rue du Cloître-Mont-Denis, 75004 Paris - Tél. : 325-63-30

observateur



un numéro à ne pas manquer
en vente dès aujourd'hui

CHARLIE HEBDO



JE LE LIS AU BUREAU...
MAIS JE NE LE RAMÈNE PAS À LA MAISON !

PARLONS TOUS LES JOURS

LA FIN DES ALIM

Les Alim, cette peuplade mal connue et méconnue, sont en voie de disparition. Naguère, on parvenait encore à les dénicher à la faveur des élections municipales et cantonales dans les zones rurales et les petites communes, où, selon les experts, ils occupent essentiellement de l'action locale et des intérêts municipaux. D'où leur appellation.

Les Alim témoignent de la non-politisation de la France profonde, et les ministres de l'intérieur de l'époque se seraient efforcés pour atténuer la portée des mouvements politiques qui ne les satisfaisaient pas. Ce n'est plus possible aujourd'hui, la politisation ayant fait les rangs que l'on sait. Le ministère de l'intérieur y participe sans complexe. Selon son analyse des résultats dans l'ensemble des communes de moins de neuf mille habitants, on les désigne par le terme de « divers modérés favorables à la majorité » ou « centre gauche-majeuritaire ». Cette dernière appellation est bien comprise par ce qu'elle a de vague et par sa potentialité : tel qui se reconnaît centre-gauche majoritaire peut également découvrir centre-droit dans une autre majorité. — A. L.

Paris, Lyon, Nice, Toulouse, Toulon, Metz, Nancy, Orléans, Perpignan, Mulhouse.

• L'opposition en conserve 4 :

B) Villes de trente mille à cent mille habitants

« 45 villes de 30 000 à 100 000 habitants étaient en ballottage. La majorité en conserve 18, la gauche 1, et l'opposition 22. »

« Dans ces 45 villes, la majorité obtient 47,9 % des suffrages et l'opposition 51 %. En dépit du faible écart en voix constaté, l'opposition obtient des gains substantiels. C'est le résultat de l'effet amplificateur du scrutin majoritaire à deux tours. »

« A l'issue des deux tours de scrutin, la majorité en conserve 46,6 % des 30 villes de 30 000 à 100 000 habitants, quelle qu'elle soit, le centre gauche 2, et l'opposition en conserve 51 et en gagne 47. Sur les 46 villes dirigées par la majorité, les républicains indépendants en conservent 9 (perte 10), le C.D.S. 6 (perte 9), les divers gauche favorables à la majorité 2 (perte 21). »

« Au sein de l'union de la gauche et pour l'ensemble des villes de plus de 30 000 habitants, le parti communiste entre dans 25 municipalités gérées jusqu'à présent par une coalition socialo-centriste, soit par le parti socialiste seul, alors que ce dernier n'entre que dans 9 municipalités tenues par les seuls communistes. Au total, par le biais de l'union de la gauche, le parti communiste s'adjoint 167 conseils municipaux, alors qu'il n'en avait que 67 avant. »

« Le nombre de sièges obtenus dans les villes de plus de 30 000 habitants respectivement par le parti socialiste et le parti communiste montre bien que ce dernier, au premier tour de scrutin, a obtenu des gains substantiels. »

« Le nombre de conseillers municipaux communistes progresse de 1 258 à 2 306, atteignant ainsi 23,8 % du total et dépassant le nombre des conseillers socialistes qui est de 2 259. »

C) Villes de neuf mille à trente mille habitants

« Dans les 319 villes de 9 000 à 30 000 habitants en ballottage, la majorité recueille 45,3 %, des suffrages, le centre gauche opposé au programme communiste 4,4 % et l'opposition 50 %. »

« Là encore, un faible écart de voix entraîne une perte sensible de villes puisque 65 villes passent à l'opposition. »

« A l'issue des deux tours de scrutin, la majorité perd 12 des 350 villes de cette catégorie qu'elle détenait. »

D) Communes de moins de neuf mille habitants

« Dans l'ensemble des communes de moins de 9 000 habitants qui représentent près de 53 % de l'électorat (17 500 000 inscrits sur un total de 33 100 000), on observe une très grande stabilité. Les listes de la majorité recueillent :

• L'Union démocratique bretonne (régionaliste de gauche) nous prie de préciser qu'elle était présente, au premier ou au second tour, non seulement dans les villes où nous l'avons mentionnée dans la composition des listes d'union de la gauche, mais aussi à : Athis-Mons (Essonne) ville qui compte une importante population bretonne ; à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), sur la liste conduite par M. Quémener (P.C.), devancée au premier tour par celles de la majorité et de M. Le Gall (C.S.) ; à Morlaix et à Concarneau (Finistère) ; à Saint-Nazaire, Saint-Erblain et Orvault (Loire-Atlantique), ainsi qu'à Lorient (Morbihan).

vient de paraître

1977, 230 pages

DOCUMENTATION FRANÇAISE

1 rue Voltaire 75340 Paris 10

Alain Peyrefitte

Un livre immense, d'une extraordinaire densité.
Philippe VASSEUR, Les Échos

Un livre important et emportant.
Maurice CLAVEL, le Nouvel Observateur.

Très important ouvrage...
Des exemples dont je gage qu'ils deviendront célèbres...
Une approche globale, neuve et convaincante d'un problème qui se pose à tous les Français, quelles que soient leurs préférences politiques.
François GOGUEL, Le Monde

Plon

POLITIQUE

Après les élections municipales

RELIGION

Libres opinions

LES MOTS

par ROBERT MERLE (*)

La gauche, dit-on, défend des idées, et la droite, des intérêts. Mais il est juste de noter aussi qu'à défaut d'idées la droite possède des mots, et qu'elle en use avec une incontestable maîtrise.

Déjà, du temps de Pompidou, un ensemble de promesses creuses et démagogiques s'était vu baptisé « Programme de Provis ». belle élimination, morte en bas âge, et à la minute même précisément et la droite recevait à nouveau du pays la majorité requise pour faire passer le divin programme dans les actes.

Depuis, le cri s'est répété sur le monde et la France, trahissant sa suite cette réalité haineuse : les licenciements. De remède, la droite n'en avait point, mais, à défaut de guérir le mal, son étonnant génie verbal lui permit — presque — de l'écarter. Les chômeurs disparurent, remplacés par cette trouvaillie : les « demandeurs d'emploi ».

Vint M. Barre, qui, pour nous retirer des griffes de l'inflation, conçut cette idée simple, mais qui, concédée-t-elle, ne le rendait pas populaire : « le blocage des salaires ». Cependant, l'observateur pendant les mois qui suivirent le mot « salaires » — le composante la plus explosive de l'impopulaire formule — disparut, et l'expression, sur les lèvres de M. Barre et de ses commentateurs, devint, de façon beaucoup plus abstraite et anodine, le « blocage du pouvoir d'achat ».

Coincidence : quand M. Barre parcourut les provinces, les salaires dont le « pouvoir d'achat » était bloqué, ou qui l'étaient même perdu en totalité par licenciement, agitaient des pancartes et scandaient des slogans. « Qu'ils aillent ! », dit alors le premier ministre, non sans mépris pour ces mal éduqués. C'est ainsi que les revendications ouvrières devinrent, dans le langage droitier, des « cris ».

Mais, quand ces « cris » devinrent des votes aux élections municipales et que la droite perdit trente-trois villes au premier tour, joint de s'interroger sur les racines de ce mécontentement, le ministre d'infatigable possession plus qu'aucun autre par le génie verbal de son parti — alors, le front serena, que la progression des voix de gauche débouchait sur un « tassement ».

Mot délicieux que celui-là ! Mot magique, qui ouvrait à la droite ces grilles et lui ouvrait perspectives : les « cris » se lassent et les voix se tassent.

Pour aider à ce « tassement », M. Chirac, dont l'œil impavide est déjà fixé sur les législatives, annonce *ubi et ubi* — surtout, à vrai dire, *ubi* — son intention de se battre au premier rang contre les « socialistes-communistes ».

Certes, M. Chirac eût pu dire « les trois partis de la gauche », ou encore « les partis de l'union de la gauche », ou encore « les signataires du programme commun ».

Mais non, le génie verbal de la droite veillait ! Sentez-vous bien ce qu'a d'étrange, d'apocalyptique et de bouffant une expression comme les « socialistes-communistes » ? D'abord que la gauche des mots droitiers suscite, griffe, langue fourchée, crachant flammes et venin et contre lequel, avec une spectaculaire bravoure, M. Chirac, reprenant à l'instar Michel se lance de vif, va se ruier — et, cela, en milieu des « cris » assourdissants des « demandeurs d'emploi », privés de « pouvoir d'achat », et debout, les malheureux, sur le « tassement » des voix de gauche.

(*) Prix Goncourt 1949.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

LE POINT : change d'hommes et de stratégie. « Jacques Chirac veut se battre par tous les moyens contre la gauche, mais la majorité des Français aujourd'hui, au risque de tout perdre, les gauchistes, plus incertains, se demandent comment gouverner l'essentiel, à commencer par l'institution présidentielle elle-même. Désormais, ils veulent tenter de l'emporter, si leur faiblesse se reflète, changer d'hommes et de stratégie, mais les conditions du succès de Jacques Chirac sur Paris, d'une part, et la défaite de Michel d'Ornano, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, d'autre part, ne faciliteront pas la réconciliation. Face au renouveau des élus de la gauche (une nouvelle génération de socialistes et de communistes, trente à trente-cinq ans, se lève partout), ils auront du mal à trouver des hommes de renouveau. »

Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur.

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

« Comment la majorité peut-elle réagir ? A la veille du deuxième tour du scrutin, V.G.E. avait bien esquissé une stratégie : pour lui, il n'y avait pas trente-six moyens de renverser la situation, mais un seul : ressusciter le centre d'opposition que la bipolarisation, au fil des scrutins, avait fait disparaître. C'est pourquoi, à l'instar de V.G.E., est toujours convaincu qu'il y a bon nombre d'électeurs, déçus par la majorité, mais restés devant le programme commun, qui votent pour les hommes de gauche sans adhérer à leur politique. Il veut donc les reconquérir, les organiser au sein d'une formation marginale, pour que, à l'instar de V.G.E., ils puissent peser la balance en sa faveur. »

<L'Osservatore romano> rend hommage au poète François Ducaud-Bourget

De notre correspondant

Cité du Vatican. — La lecture de l'Osservatore romano apporte parfois des surprises. Ainsi dans la page littéraire du 18 mars, une « chronique de poésie » était intitulée : « François Ducaud-Bourget ». Elle ne critique pas ce poète proche de Mgr Lefebvre et directeur de la paroisse de Saint-Nicolas-du-Charbonnet, à Paris, mais l'encensait, au contraire, pour « cent trente poèmes parmi les plus belles de la France d'aujourd'hui ». Ces textes ont été publiés sous le titre *Chantiers* par les éditions Nicolas Imbert.

L'auteur de l'article, Idilio Dell'Era, écrit : « Parmi les poètes les plus cotés, Ducaud-Bourget, couronné par l'Académie de France, peut être satisfait de son long travail de poète, romancier, essayiste et dramaturge, une maison de vingt-cinq ans, riche de contenus chrétiens... ». Et de renvoyer notamment à un *Claudel-Mauriac* dans lequel l'abbé Ducaud-Bourget — ex-monsignore — avait saut d'erreur — assassiné — Jedis.

L'hypothèse la plus probable est qu'il s'agit d'une erreur. L'auteur de l'article est un franciscain qui n'appartient pas à la rédaction de l'Osservatore romano et qui vit loin de Rome. C'est un accident du travail, nous a expliqué le Père Virgilio Levi, vice-directeur du journal du Vatican. Cet article est passé inaperçu de la rédaction. Si nous avions fait le rapprochement entre Mgr Ducaud-Bourget et l'auteur de *Chantiers*, il n'aurait pas été publié.

ROBERT SOLE.

La situation des évêques en Chine

Selon le Père Angelo Laszaro, expert en questions chinoises, interviewé par le journal italien *Avvenire*, dix-sept évêques et quatre prêtres apostoliques vivent encore en Chine. Sur ce nombre, huit évêques et trois prêtres apostoliques sont relativement libres, même s'ils ne peuvent exercer aucune activité religieuse. Trois évêques et un prêtre apostolique sont en résidence forcée. Six évêques sont en prison.

Quarante évêques ont été élus « démocratiquement », sous la pression du gouvernement et sans l'approbation du Saint-Siège, entre 1958 et 1962. Les persécutions, aggravées depuis 1966, les ont empêchés de remplir leurs fonctions et, ainsi, ont facilité la restauration de l'unité interne des chrétiens de Chine.

Ces élections sont reproduites par la *Semaine religieuse* de Marseille, dirigée par Mgr Etchégaray, président de la conférence épiscopale de France.

Des adolescents de dix à quatorze ans ont été admis par le curé de Haselburg (Moselle) comme enfants de chœur lors des messes dominicales. Contraint au culte à l'école, actuellement en cours de révision, cette initiative n'est guère étonnante puisque déjà des femmes sont souvent admises à lire l'épître à l'ambon ou même parfois à porter l'encensoir dans des églises parmi les rangs des fidèles.

Le Frère Roger, prieur de la communauté de Tatis à pris la parole, le 19 mars, à Madrid, en l'église de l'Expiation, en présence du cardinal Tarazona, président de la conférence épiscopale d'Espagne.

POSITIONS LUTHÉRIENNES

Revue trimestrielle
16, rue Chateaub 75009 Paris
C.C.P. Paris 24 253 43 Y

Abonnement annuel : 40 F
Spécimen gratuit sur demande.

rustiques

ou mont st-michel

Regards sur...

CHIRAC

PAR SES AMIS, SES ENNEMIS... ET LES AUTRES

« Jacques Chirac a-t-il oublié comment a fini le précédent, le dernier maire de Paris, Pétion ? Devant le peuple rassemblé, ses applaudissements de la canaille (qui n'était pas encore « socialiste-communiste ») ainsi qu'il aime à dire, mais c'était tout comme, Pétion a été guillotiné. »

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

« Notre mouvement va dans le sens du pluralisme défini par le Président de la République. »

JEROME MONOD.

RELIGION

Point de vue A propos de l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet

Un enjeu pour l'Eglise, un enjeu pour la société

par JEAN ROGUES (*)

Le refus de l'autorité ecclésiastique de céder une église aux traditionalistes est critiqué par la plupart des gens : pourquoi tant d'intransigeance surtout à une époque où nombre d'églises sont sous-employées ? Et par ailleurs les traditionalistes n'auraient-ils pas droit à leur part d'héritage de l'Eglise d'hier ?

Peut-être y a-t-il des raisons suffisamment graves pour justifier cependant un tel refus. En ce cas qu'interdisent-elles vraiment ? Que pourraient-elles permettre ? Et surtout, au-delà de ces questions, que se joue-t-il pour l'Eglise ? Que se joue-t-il pour la société ?

De telles questions obligent à se demander d'abord quels sont les gens qui demandent une église, quels sont ceux en particulier qui occupent actuellement Saint-Nicolas. Quelques constats sont patents.

An plan proprement religieux, d'abord, les motivations des traditionalistes sont diverses. Elles se regroupent autour de deux faisceaux d'affirmations : un premier mettant en jeu les sensibilités spirituelles, un second la manière même de comprendre la foi chrétienne.

An niveau de la sensibilité religieuse on peut noter : le désir de retrouver le langage symbolique dans lequel on a été initié dès l'enfance — le goût de rites plus expressifs que « mystérieux » de Dieu que des appels de l'évangile, — l'attrait pour la beauté d'une liturgie élaborée au cours des siècles, particulièrement pour le chef-d'œuvre du grégorien.

An niveau doctrinal on note surtout l'hostilité aux prises de position les plus caractéristiques de l'Eglise d'aujourd'hui. Refus, par eux des rites récents considérés comme ambigus, voire hérétiques, récusation du ministère tel que l'exercent la plupart des

évêques français et le pape — à un niveau plus essentiel : rejet de la dimension historique de la vie de l'Eglise, c'est-à-dire de cette conviction, clairement soulignée lors de Vatican II, qu'au cours de l'histoire l'Eglise doit sans cesse percevoir de nouvelles implications de l'évangile dans la rencontre des nouveaux statuts de l'humanité, des nouvelles cultures, des nouvelles requêtes de l'intelligence humaine.

Certes, tous les traditionalistes — tant s'en fait — ne se reconnaissent pas là. Mais avec ceux auxquels correspond cette description, en fait les leaders du mouvement, on est en présence d'une vision du monde et de l'évangile profondément différente de celle qui bénéficie du consensus de la très large majorité du peuple chrétien comme de l'authentification du magistère officiel. D'où l'importance de l'enjeu.

Aux motivations religieuses se mêlent, pour une bonne part, des motivations politiques. Quel qu'il en soit de la portée à cet égard de l'opération Saint-Nicolas, il est clair que le mouvement traditionaliste est marqué politiquement, même si certains de ceux qui le suivent ne s'alignent pas sur les opinions des leaders. Les convictions de la plupart de ces derniers s'affichent clairement et se réclament, comme telles, de l'évangile.

Ces convictions d'extrême droite se réclament de la société née de 1789, de la démocratie, des voies de la socialisation. Mais, au-delà de ces prises de position théoriques, on discerne parfois de manière évidente, dans le comportement concret du groupe, les germes d'une société totalitaire, les mêmes groupes

d'action se retrouvant dans des opérations comme Saint-Nicolas et dans les opérations d'extrême droite dont certaines universités sont devenues le théâtre fréquent.

L'Eglise doit-elle tenir compte de ces aspects politiques ? Il serait illusoire de penser qu'elle peut s'en abstraire. Il nous faut également de penser qu'elle peut, en un tel problème, en appeler à des principes qu'il suffirait d'appliquer. En fait toute Eglise particulière (d'un pays, à une époque donnée), placée devant des circonstances déterminées, doit avoir le courage et doit prendre la responsabilité de faire elle-même le départ entre les domaines dans lesquels elle croit devoir prendre parti et ceux dans lesquels elle laisse jouer la diversité des opinions.

Dans le cas présent : que la communauté concrète qui peut être appelée aujourd'hui « Eglise de France », ait la conviction qu'elle doit, au nom de l'évangile, s'opposer aux mœurs conduisant au totalitarisme, cela paraît être une évidence dont l'autorité ecclésiastique aurait droit de faire publiquement état et même mission de la faire.

Quelle attitude adopter ? On peut en suggérer une en tentant de répondre à la question, devenue symbolique : « Faut-il leur donner une église ? »

1) Il serait inadmissible de céder devant la force en abandonnant purement et simplement l'église Saint-Nicolas (ou une autre en échange) : ce serait avaliser des mœurs bien inquiétantes.

2) La portée de l'opposition doctrinale à l'Eglise d'aujourd'hui, qui est le fait des plus « durs » des traditionalistes, interdit à l'Eglise, sous peine d'incohérence,

de cautionner un tel mouvement en lui attribuant un lieu de culte : c'est vraiment une autre vision du monde, de l'intelligence humaine et de la foi qui est en jeu.

3) Le préalable à toute solution serait que, d'une manière ou d'une autre, les tenants des Lefebvre et des Ducaud-Bourget soient amenés à opter clairement et à choisir leur solidarité, soit avec ceux qui assument d'ailleurs leur refus doctrinal de l'Eglise d'aujourd'hui, prenant la responsabilité d'une rupture de communion, soit avec ceux qui, malgré l'insistance qu'ils ont des raisons de ressentir, restent cependant en communion de foi avec l'Eglise catholique.

4) A ces derniers, ce ne serait que justice que d'offrir la possibilité d'une vie ecclésiale adaptée à leur sensibilité. Peut-être faudrait-il à un tel projet affecter une église, mais l'essentiel serait de créer une telle communauté de « renfermer en ghetto » en suscitant une réelle communication entre elle et les autres courants de l'Eglise.

5) Vis-à-vis des autres, supposés persister dans leur attitude de rupture, et l'Eglise ayant pris acte publiquement de cette situation, quelle attitude adopter ? La question est complexe.

Abstraction faite des interférences politiques, il est clair qu'un nom de la liberté religieuse une telle communauté aurait le droit d'exister et de célébrer librement son culte, indépendamment de l'Eglise catholique dont elle se serait détachée. L'Eglise catholique devrait-elle alors « faire le geste » de lui offrir un lieu de culte ? Ce passerait (peut-être !) pour éligant, mais ne serait-ce pas trop équivoque ? Par ailleurs, cette partie « dure » pourrait-elle suffisamment se dissocier de ses allégeances politiques pour que la communauté nationale (et non plus seulement l'Eglise) puisse admettre son officialisation par l'installation dans un bâtiment appartenant à la ville ou à l'Etat ? Questions auxquelles il serait prématuré de vouloir répondre aujourd'hui.

(*) Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, prêtre, doyen des V et VI^e arrondissements.

Pour ceux qui ont besoin d'espace...
UN GRAND APPARTEMENT DE 5 PIÈCES
(104 m² habitable + loggia + cave + parking en sous-sol)
avec une grande cuisine de 11 m²
POUR DE PETITS PRIX...

de 270.000 F à 295.000 F
PRIX FERMES ET DEFINITIFS à la réservation Prix Mars 1977

P.I.C. DU CREDIT FONCIER DE FRANCE
Prêt de 80% du prix sur 20 ans au taux de **9,67%**

de 3 à 5 minutes à pied d'un lycée, d'un C.R.S. de cinéma, d'incontournables magasins, d'un arrêt d'autobus RATP au voisinage immédiat d'un commissariat de police, de l'Hôtel de Ville, de la poste, d'une piscine olympique, de maternelles, d'écoles primaires, etc...
Liaison directe SNCF avec Paris-Montparnasse en 28 minutes par des très nombreux trains.

au centre de la ville... au milieu des arbres à l'ouest de Paris, près de Versailles... à Maurepas 78-Yvelines
Les Hauts Bouleaux

LES HAUTS BOULEAUX SUR PLACE:
Visite appartement témoin samedi et dimanche de 14h à 18h.
C'est ce que vous propose le groupe **RIBOUD** créateur de Verrière Maurepas
Direction commerciale: 17, avenue Georges - 75017 Paris (métro Père Lachaise)
Téléphone 754.14.00

J'aimerais recevoir vos informations sur vos appartements des "Hauts Bouleaux" à Verrière Maurepas.
M. _____ Adresse: _____

N'oubliez pas votre code postal. Merci!

VOIX ET EXPRESSION
parler avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'émotivité, courtoisie, élocution.
Tous renseignements :
C.N.S.E.L. de 14 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Berthou - 75005
Téléph. : 35-15-10 - 35-15-12

Quand l'optique atteint la perfection.

Le nouveau verre **STUDIO T**
Pour mieux corriger votre vue et protéger vos yeux il fallait un verre de conception nouvelle, fabriqué à l'aide de matières premières sélectionnées.
LEROY l'a créé.
Son verre STUDIO T est réalisé à partir de terres rares et d'oxydes métalliques et chaque face subit un traitement par métallisation sous vide. Le résultat ? Un verre filtrant, anti-éblouissant et antireflet vous apportant le maximum de confort, quelle que soit la correction dont votre vue a besoin, en simple ou double foyer.

LEROY
Opticiens 104 Champs-Élysées
27, bd St-Michel - 17, bd du Palais
18, bd Haussmann - 147, r. de Rennes
127, fg St-Antoine - 158, r. de Lyon
5, pl. des Terres - 30, bd Barbès
Rayons spécialisés :
loupes, lunettes,
verres de contact.

CINQUANTENAIRE DE MADELIOS

MADÉLIOS
10, PLACE DE LA MADELEINE
PARIS

DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS

DES PRIX CINQUANTENAIRE DANS TOUS NOS RAYONS

des exemples :

COSTUME pure laine	550 F
VESTE sport pure laine	390 F
PANTALON 55 % polyester - 45 % laine	130 F
CHEMISE 67 % polyester - 33 % viscose	55 F

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
OUVERT DE 9 H 45 A 18 H 30
PARKINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS

ÉDUCATION

OUVERTURE DES ARTS PLASTIQUES A GRENOBLE-II

Éloge de la main à l'université

Grenoble. — La verrière inclinée à 45 degrés et la charpente métallique qui la soutient évoquent plus une usine qu'un atelier de peinture. Pourtant des chevalets, grands et petits, enchevêtrés leurs jambages démesurés. Une odeur de peinture plane dans l'air. Au centre de la salle de 150 mètres carrés, une « nature morte ». Des filles et des garçons s'emparent à la fois sur leur feuille blanche. D'autres travaillent sur des gravures anciennes. L'un d'eux peint même un paysage à partir d'une carte postale. Des femmes, dont certaines pourraient être les mères des jeunes gens,

travaillent à des toiles plus personnelles. Deux hommes en blouse blanche vont, viennent d'un groupe à l'autre.

Nous ne sommes pas dans un centre socio-culturel en pleine activité ni une maison de jeunes, ni même aux arts décoratifs, mais à un cours de l'atelier d'arts plastiques de l'université de Grenoble, où a été lancée l'an dernier une expérience originale d'ouverture de l'université. Intégrée au centre de recherches en rénovation pédagogique, l'atelier a acquis droit de cité en devenant unité de valeur « libre ».

« L'université doit susciter la création. Nul ne doit se contenter de recevoir la culture des autres, car sans participation la culture n'est rien », lançaient en 1968 les enseignants et les étudiants de la commission Université-culture. Neuf années après, un peu de vie pénètre, discrètement, dans l'université. L'idée est née en 1970 d'une rencontre entre un peintre et un universitaire. Le peintre : Piro-Arcabas, chef de l'atelier de peinture à l'école des arts décoratifs de Grenoble jusqu'en 1969, puis fondateur et animateur d'un atelier collectif expérimental à l'université d'Ottawa (Canada), connu pour la décoration de l'église de Saint-Eugène de Charlevoix (Québec). L'universitaire : M. Jean-Louis Quémener, ancien directeur du cabinet de Mme Saurin-Séte, un secrétaire d'Etat aux universités, et à l'époque président de l'université des sciences sociales de Grenoble. Leur collaboration, commencée par une réflexion sur l'art dans le cadre d'un cours, montra vite que le discours ne suffisait pas pour une matière où la sensibilité a un rôle primordial, où les mains exercent une fonction de connaissance. Un projet d'atelier préparé par Piro-Arcabas, repris par le nouveau président, M. Paul Leroy, fut présenté au conseil d'université de Grenoble.

L'Institut national polytechnique de Grenoble, qui a déserté en grande partie ses locaux du

De notre correspondant régional

centre-ville pour s'installer sur le campus de Saint-Martin-d'Hères, a accueilli l'atelier d'arts plastiques. Comme il s'agit avant tout de pratique, l'atelier reçoit des adultes, peintres amateurs ou professionnels — à quand les sculpteurs, les graveurs ? — qui travaillent « devant » les étudiants. Les adultes y reçoivent deux heures par semaine d'enseignement technique en échange de l'apport : riche de leur personnalité et de leur sensibilité, qu'ils livrent aux étudiants.

« Se libérer de l'urgent »

Dans une atmosphère confiante et dynamique, des filles et des garçons — qui n'ont en principe plus jamais tenu un pinceau depuis la maternelle — perdent progressivement leur embarras, leur gêne, et créent, se libérant d'un moment des exigences de l'urgent et de l'utile.

Inscrits en sociologie, en psychologie ou en administration économique et sociale, filles ou garçons, les étudiants de l'atelier d'arts plastiques découvrent le plaisir de s'exprimer avec leurs mains à travers la peinture, mais aussi l'argile et la gravure. Le succès de l'atelier est tel qu'il a fallu limiter à cinquante le nombre des inscriptions. Mais on peut très bien imaginer d'ouvrir à tous les étudiants de Grenoble qui le souhaitent ce type d'enseignement, car la question des débouchés ne se pose pas ici. « Il ne s'agit nullement de former des peintres, des sculpteurs ou des graveurs », explique Piro-Arcabas, mais d'offrir aux étudiants un ferment qui manque parfois à leur développement. L'université manifeste la volonté que par de bonnes parties son désir de deve-

lopper la qualité de la vie. L'ouverture à un plus grand nombre ne dépend donc que des locaux et des moyens. Encore que pour ces derniers la tâche des arts plastiques de Grenoble est de se voir attribuer aucun crédit de fonctionnement. « L'administration ne sait même pas qu'un tube de peinture à 2 l. coûte 10 centimètres carrés 75 francs », déplore M. Henri Tardieu, un « professionnel » engagé dans l'aventure. C'est pourquoi les étudiants n'ont que de la gouache à leur disposition, et encore celle que les adultes paient de leur poche pour l'amour de l'art.

A quelques dizaines de mètres de l'atelier des arts plastiques, dans un autre bâtiment abritant l'Institut universitaire de technologie « B », dépendant de la même université, le problème des débouchés est au contraire sérieusement posé dans la filière « étudiants spécialisés » du département « carrières sociales ». Là aussi la formation, dont le bon niveau tient avant tout à la qualité des enseignants, passe en partie par des ateliers de technique, d'expression manuelle et artistique. « Formes et couleurs » et « Formes et textures » sont les thèmes de première année. « Bois » et « Expression par l'objet » pour ceux de seconde année (1). « Dans les ateliers les étudiants doivent suivre une relation. Ils doivent curieux se faire plaisir en travaillant la terre ou le bois », explique un responsable d'atelier. Ceux qui sont entrés dans cette filière de formation ont des attentes élevées. Mais la sélection est particulièrement sévère. A la dernière rentrée universitaire il n'y avait que quarante places, dont vingt réservées à la formation permanente.

BERNARD ELJE.

(1) Une troisième année est nécessaire pour l'obtention du diplôme d'Etat d'enseignant spécialisé.

Les cours par correspondance, les cours privés, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDÉ EN 1953 (loi n° 12-7-1971)

Vous permettant de découvrir les sciences humaines et la graphologie en un temps record.

Préparer, à la profession de graphologue, les candidats aux concours de l'Etat.

Frais d'études complétables dans dépenses formation permanente.

Documentation gratuite.

L.M. CHAMBLAY, 12, villa Saint-Pierre, 9 - 3, 91220 CHARENTON LE PONT.

Analyses et sélections par professeurs.

(Publié)

CONFÉRENCE-DÉBAT

le jeudi 24 mars à 20 h. 30

au Centre RACHA 30, bd de Port-Royal, 75005 Paris

Hommage à

MENDELMANN

Sous la présidence de

Manès SPERBER

avec la participation de

Clara MALRAUX

Jean BLOT et Marcel BENABOU

Parce qu'une

GRANDES VACANCES

LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLETERRE ÉCOSSE ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE

Préparez le B.E.P.C. ou le B.A.C. dans une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 520-63-45

OSFB

pour une documentation complète et gratuite

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

M. JACQUES CHIRAC A PROMIS D'AMÉLIORER LES CANTINES SCOLAIRES A PARIS

Stil est élu maire de Paris, comme c'est probable, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., tiendra-t-il ses promesses sur l'amélioration des cantines scolaires dans la capitale ? A la suite de l'indication alimentaire de cent quatre enfants survenue, le 24 août 1976, dans deux centres après du bois de Vincennes (le Monde du 15 septembre 1976), des parents d'élèves de plusieurs écoles parisiennes avaient adressé une lettre à chaque candidat à la mairie de Paris de manière à attirer l'attention de ceux-ci sur le problème des cantines scolaires et des centres sociaux. Les parents souhaitaient que des mesures concrètes soient prises avant l'été 1977 et qu'un droit de regard sur la qualité de la nourriture soit aux enfants leur soit confié.

Dans sa réponse, datée du 18 mars 1977 (veille du deuxième tour des municipales), M. Chirac a affirmé que « l'extension et l'amélioration de la restauration des enfants à l'école » constituait l'un de ses objectifs. Il a notamment promis de « développer la participation des parents » au contrôle sanitaire des cantines, d'accroître notablement le rythme de construction, des réfectoires et des salles de restauration, la cantine devant désormais disparaître et au profit du restaurant véritablement digne de ce nom. De même, M. Chirac se déclare « prêt à envisager un accroissement de la contribution municipale » dans les tarifs pratiqués par les cantines et que les parents jugent « très élevés ». Et ce qui concerne les centres sociaux, M. Chirac estime que « les investissements doivent être accélérés, de manière à mettre fin à des problèmes de première urgence, effectivement, de l'expédient ».

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR APPROUVE LA CRÉATION DE DEUX UNIVERSITÉS AU MANS ET A MULHOUSE

Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) a approuvé, vendredi 18 mars, le projet de transformation des statuts de l'université du Haut-Rhin (Mulhouse) et de l'université du Mans (Sarthe).

L'université de Mulhouse, créée par un décret de 1976, a d'abord regroupé trois unités d'enseignement et de recherche (I.U.R.) : sciences, lettres et sciences humaines — et un Institut universitaire de technologie. Deux écoles privées d'ingénieurs, l'une dans le secteur textile, l'autre de la chimie, lui avaient été adjointes. Le CNESER a approuvé un projet de décret qui donne à l'école de chimie un statut d'école nationale supérieure d'ingénieurs, lui assurant une personnalité morale dans le cadre de l'université, et à l'école de textile un statut d'I.U.R. « dérogatoire ».

Le secrétariat d'Etat aux universités ne prendra cependant pas en charge la totalité du financement de ces deux écoles : une fondation de droit privé pour l'école de chimie et une société civile immobilière (pour l'école de textile) continueront à soutenir financièrement les deux établissements jusqu'à un seuil fixé à 20 % du budget.

Le CNESER a également approuvé la transformation, à compter du 1^{er} octobre 1976 (le Monde du 26 février) — en université de centre universitaire du Mans, annoncée à la veille des élections municipales par M. Maurice Saunier-Selz à M. Marry, sénateur (Union centriste), maire sortant, qui vient d'être battu au deuxième tour.

SOCIÉTÉ

Dans la région de Besançon

Cinquante et une personnes sont inculpées après la découverte d'un réseau de trafic de drogue

Un réseau de diffusion de drogue rayonnant sur la Franche-Comté et la Suisse vient d'être démantelé dans la région de Besançon (Doubs). Cinquante et une personnes sont inculpées et vingt-huit d'entre elles écrouées. Les policiers déclarent avoir établi que le réseau avait émis plus de 3 tonnes de haschisch en un peu plus d'un an.

Leur enquête a duré plus de six mois. En août dernier, après la découverte d'un jeune drogué dans un état comateux à Lons-le-Saulnier (Jura), ils arrêtaient un pourvoyeur, un étudiant boursier, connu sous le sobriquet de « Colonel ». Par ses déclarations, celui-ci permit de commencer à remonter la filière d'approvisionnement.

Les enquêteurs découvrirent ainsi que quatorze « grossistes » faisaient chaque semaine un voyage à Amsterdam, d'où ils rapportaient environ de 5 à 3 kilos de haschisch dissimulés, au passage de la frontière, dans la faux plaid d'une toilette du rapide Amsterdam-Milan.

La drogue était centralisée dans une maison de la rue Nibbeling, à Besançon. Selon la « comptabilité » trouvée sur place, la gramme de haschisch, achetée 2 F à Amsterdam, était revendue 4 F aux « grossistes » et offrait entre 10 et 12 F sur le marché de détail par de nombreux petits revendeurs. Le nombre des drogués est évalué à trois mille en Franche-Comté.

Quand les proviseurs hument du « H »

De notre correspondant

Besançon. — Le retardement donné à de récentes affaires de drogue dans l'académie de Besançon a déterminé le recteur, M. Legohérel, à organiser, à l'intention des chefs d'établissements du secondaire, deux séances d'information auxquelles ont participé des médecins et des policiers. Le jeudi 17 mars une centaine de directeurs de collèges, de proviseurs de lycées et d'instituteurs des établissements de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort, succédant sous les lambris à leurs collègues du Doubs et du Jura, ont assisté à un cours très particulier en présence des autorités académiques et de M. Pernod, inspecteur général chargé des problèmes de la vie scolaire au ministère de l'Éducation.

Il s'agissait de fournir les moyens de déceler la présence de drogue dans les établissements, soit en observant le comportement des élèves, soit en partant d'indices matériels tels que les effluves qu'émettent les fumées de cannabis. On a ainsi allumé une cigarette de « H » (haschisch) pour le faire cli-

culer sous les narines des participants. Les fonctionnaires du service de Besançon et un représentant de l'administration des Douanes ont montré de nombreuses places à conviction : pipes, résidus de « joints », échantillons de drogue, seringues, etc.

Au-delà de cette façon de choses un débat s'est instauré à propos de la position qui devrait être celle des chefs d'établissements et des équipes médicales lorsqu'ils détectent un foyer de drogue dans les lycées. Si l'opinion paraît unanimement partagée que la police et les autorités ne devraient être prévenues que dans le cas de la découverte d'un trafic répressible, le doute subsiste quant à la nécessité de mettre les familles au courant d'une simple consommation de drogue. Les psychologues s'y sont déclarés opposés, car selon eux les soins ne peuvent être efficaces qu'avec le consentement de l'élève et sa prise de conscience des dangers, qui le incitent, les établissements, à réagir à priori. L'absence de réaction à priori pourrait avoir des conséquences néfastes.

Informez ?

L'administration scolaire, pour sa part, hésite à prendre la responsabilité de ne pas alerter les familles, soit en observant le comportement des élèves, soit en partant d'indices matériels tels que les effluves qu'émettent les fumées de cannabis. On a ainsi allumé une cigarette de « H » (haschisch) pour le faire cli-

culer sous les narines des participants. Les fonctionnaires du service de Besançon et un représentant de l'administration des Douanes ont montré de nombreuses places à conviction : pipes, résidus de « joints », échantillons de drogue, seringues, etc.

S'il paraît nécessaire de diffuser une large information sur ce sujet, de nombreux chefs d'établissements se demandent si les élèves, et même les enseignants, doivent y être associés. Les élèves en garde systématique en classe ne risquent pas d'éveiller chez les enfants une curiosité dangereuse ? A cet égard il ne semble pas que des règles précises puissent être définies avant que l'on ait répondu à l'éternelle question posée par un participant : « Il faudrait savoir pourquoi ils se droguent ».

CLAUDE FABERT.

Le film belge « Heureux comme un bébé dans l'eau » (des frères Wanberg) sera sur la palette sans violence projeté du 22 au 28 mars au cinéma 14-Juillet-Bastille (4, boulevard Beaumarchais, Paris-11^e). La projection, ce mardi 22 mars, sera

suivie d'un débat auquel participeront notamment des représentants de la maternité de Lias, M. Odent, responsable de la maternité de Pithiviers, et les auteurs du film. Cette séance aura lieu à 22 heures.

Meubles par éléments juxtaposables, superposables, spécialité de meubles rustiques, meubles de style

Bibliothèques contemporaines juxtaposables

2 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 2 couleurs



Ces magnifiques modèles, non vus, sont réalisés en PROFILE ALUMINIUM ANOXYDÉ BRONZÉ et en stratifié blanc ou noir. Montage et démontage très faciles, notice de montage et clé jointes.

Description générale :

Modèles et traverses en aluminium anodisé brossé. Plaque d'assemblage système breveté ATX.

Plaque à verrou, plastique noir.

Côté et fond en stratifié double face 8 mm, ornements aluminium anodisé brossé.

5 étagères réglables en aggloméré stratifié double face 10 mm, chant ébéné avec T aluminium anodisé.

Préférence 25

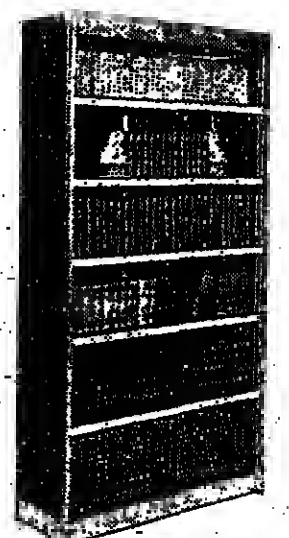
Préférence 35

Spécifier blanc ou noir

PA 7/25 : L. 240, L. 78, Prof. 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000.

PA 7/35 : L. 240, L. 78, Prof. 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000.

LIVRÉS DÉMONTÉS



2 formats juxtaposables sans aucune fixation

2 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 2 couleurs

Modèles et traverses en aluminium anodisé brossé.

Plaque d'assemblage système breveté ATX.

Plaque à verrou, plastique noir.

Côté et fond en stratifié double face 8 mm, ornements aluminium anodisé brossé.

5 étagères réglables en aggloméré stratifié double face 10 mm, chant ébéné avec T aluminium anodisé.

Préférence 78

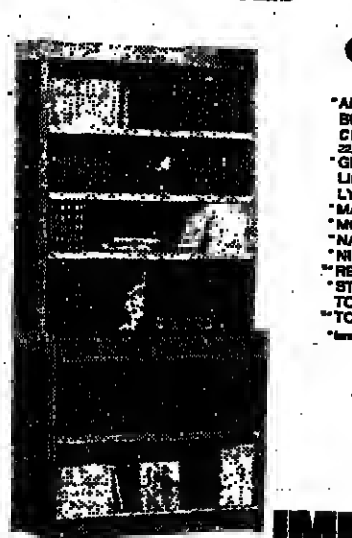
Préférence 94

Spécifier blanc ou noir

PA 7/78 : L. 240, L. 78, Prof. 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000.

PA 7/94 : L. 240, L. 78, Prof. 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000.

LIVRÉS DÉMONTÉS, MONTAGE ET DÉMONTAGE FACILES, NOTICE DE MONTAGE ET CLÉ JOINTES.



Visitez nos expositions

Années 1960-1970, 1970-1980, 1980-1990, 1990-2000, 2000-2010, 2010-2020, 2020-2030, 2030-2040, 2040-2050, 2050-2060, 2060-2070, 2070-2080, 2080-2090, 2090-2100, 2100-2110, 2110-2120, 2120-2130, 2130-2140, 2140-2150, 2150-2160, 2160-2170, 2170-2180, 2180-2190, 2190-2200, 2200-2210, 2210-2220, 2220-2230, 2230-2240, 2240-2250, 2250-2260, 2260-2270, 2270-2280, 2280-2290, 2290-2300, 2300-2310, 2310-2320, 2320-2330, 2330-2340, 2340-2350, 2350-2360, 2360-2370, 2370-2380, 2380-2390, 2390-2400, 2400-2410, 2410-2420, 2420-2430, 2430-2440, 2440-2450, 2450-2460, 2460-2470, 2470-2480, 2480-2490, 2490-2500, 2500-2510, 2510-2520, 2520-2530, 2530-2540, 2540-2550, 2550-2560, 2560-2570, 2570-2580, 2580-2590, 2590-2600, 2600-2610, 2610-2620, 2620-2630, 2630-2640, 2640-2650, 2650-2660, 2660-2670, 2670-2680, 2680-2690, 2690-2700, 2700-2710, 2710-2720, 2720-2730, 2730-2740, 2740-2750, 2750-2760, 2760-2770, 2770-2780, 2780-2790, 2790-2800, 2800-2810, 2810-2820, 2820-2830, 2830-2840, 2840-2850, 2850-2860, 2860-2870, 2870-2880, 2880-2890, 2890-2900, 2900-2910, 2910-2920, 2920-2930, 2930-2940, 2940-2950, 2950-2960, 2960-2970, 2970-2980, 2980-2990, 2990-3000, 3000-3010, 3010-3020, 3020-3030, 3030-3040, 3040-3050, 3050-3060, 3060-3070, 3070-3080, 3080-3090, 3090-3100, 3100-3110, 3110-3120, 3120-3130, 3130-3140, 3140-3150, 3150-3160, 3160-3170, 3170-3180, 3180-3190, 3190-3200, 3200-3210, 3210-3220, 3220-3230, 3230-3240, 3240-3250, 3250-3260, 3260-3270, 3270-3280, 3280-3290, 3290-3300, 3300-3310, 3310-3320, 3320-3330, 3330-3340, 3340-3350, 3350-3360, 3360-3370, 3370-3380, 3380-3390, 3390-3400, 3400-3410, 3410-3420, 3420-3430, 3430-3440, 3440-3450, 3450-3460, 3460-3470, 3470-3480, 3480-3490, 3490-3500, 3500-3510, 3510-3520, 3520-3530, 3530-3540, 3540-3550, 3550-3560, 3560-3570, 3570-3580, 3580-3590, 3590-3600, 3600-3610, 3610-3620, 3620-3630, 3630-3640, 3640-3650, 3650-3660, 3660-3670, 3670-3680, 3680-3690, 3690-3700, 3700-3710, 3710-3720, 3720-3730, 3730-3740, 3740-3750, 3750-3760, 3760-3770, 3770-3780, 3780-3790, 3790-3800, 3800-3810, 3810-3820, 3820-3830, 3830-3840, 3840-3850, 3850-3860, 3860-3870, 3870-3880, 3880-3890, 3890-3900, 3900-3910, 3910-3920, 3920-3930, 3930-3940, 3940-3950, 3950-3960, 3960-3970, 3970-3980, 3980-3990, 3990-4000, 4000-4010, 4010-4020, 4020-4030, 4030-4040, 4040-4050, 4050-4060, 4060-4070, 4070-4080, 4080-4090, 4090-4100, 4100-4110, 4110-4120, 4120-4130, 4130-4140, 4140-4150, 4150-4160, 4160-4170, 4170-4180, 4180-4190, 4190-4200, 4200-4210, 4210-4220, 4220-4230, 4230-4240, 4240-4250, 4250-4260, 4260-4270, 4270-4280, 4280-4290, 4290-4300, 4300-4310, 4310-4320, 4320-4330, 4330-4340, 4340-4350, 4350-4360, 4360-4370, 4370-4380, 4380-4390, 4390-4400, 4400-4410, 4410-4420, 4420-4430, 4430-4440, 4440-4450, 4450-4460, 4460-4470, 4470-4480, 4480-4490, 4490-4500, 4500-4510, 4510-4520, 4520-4530, 4530-4540, 4540-4550, 4550-4560, 4560-4570, 4570-4580, 4580-4590, 4590-4600, 4600-4610, 4610-4620, 4620-4630, 4630-4640, 4640-4650, 4650-4660, 4660-4670, 4670-4680, 4680-4690, 4690-4700, 4700-4710, 4710-4720, 4720-4730, 4730-4740, 4740-4750, 4750-4760, 4760-4770, 4770-4780, 4780-4790, 4790-4800, 4800-4810, 4810-4820, 4820-4830, 4830-4840, 4840-4850, 4850-4860, 4860-4870, 4870-4880, 4880-4890, 4890-4900, 4900-4910, 4910-4920, 4920-4930, 4930-4940, 4940-4950, 4950-4960, 4960-4970, 4970-4980, 4980-4990, 4990-5000, 5000-5010, 5010-5020, 5020-5030, 5030-5040, 5040-5050, 5050-5060, 5060-5070, 5070-5080, 5080-5090, 5090-5100, 5100-5110, 5110-5120, 5120-5130, 5130-5140, 5140-5150, 5150-5160, 5160-5170, 5170-5180, 5180-5190, 5190-5200, 5200-5210, 5210-5220, 5220-5230, 5230-5240, 5240-5250, 5250-5260, 5260-5270, 5270-5280, 5280-5290, 5290-5300, 5300-5310, 5310-

EQUIPEMENT

37

APRÈS LES DIRECTIVES MINISTÉRIELLES SUR L'URBANISME

Le gouvernement a de nouveau condamné les immeubles de grande hauteur

Les immeubles de grande hauteur sont à nouveau condamnés : les logements sociaux doivent être édifiés dans un environnement agréable. Plusieurs circulaires du ministre de l'équipement, ajoutant ou remplaçant d'autres directives publiées en 1971 et en 1973, ont été présentées au conseil des ministres du 16 mars (« le Monde » du 18 mars). Quelles peuvent être leurs conséquences pratiques ?

● LES ARCHITECTES : le désir réglementaire.

L'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.), que préside M. Alain Ghilot, estime dans un communiqué :

« On tourne en rond au ministère de l'équipement : de circulaires en circulaires. Les ministres passent par les circulaires... L'opinion, à nouveau, grogne... c'est-à-dire, cette fois, la drogue écologique. La réponse n'aura pas tardé, comme d'autres réponses étaient venues : interdire. En 1971 les tours et barres déjà, en 1973 les grands ensembles. Les Français qui lisent les manchettes pensent-ils vraiment que justice et harmonie vont enfin régner sur nos villes ? »

« Même si les intentions de Jean-Pierre Fourcade sont bonnes, on ne peut enlever la qualité architecturale et l'urbanisme dans un règlement ou dans une norme. On s'est trop laissé aller à cette dilution du ministère de l'équipement, en refusant de contrôler sur le terrain les méfaits du délire normatif et réglementaire. Pendant vingt ans, la quantité a justifié tous les excès au point de masquer l'effort réel de modernisation de notre pays. Ce système cultiva l'irresponsabilité et engendra une société administrative, les préfets, demandant, vont-ils déclarer du beau et du laid ? »

« Comment concilier cette obligation administrative rétrograde avec les orientations du rapport Chatelet. Sa principale conclusion, dans ce domaine, est une décentralisation au profit des collectivités locales. C'est autour du maire qu'il se formera demain, lentement et difficilement, sans doute, le consensus architectural dont la population ressent cruellement l'absence. Voulez-vous, à grand fracas, faire échec, par exemple à cette démission nationale, rejeter ces perspectives ? »

banque nationalisée, fait apparaître que trois habitants sur quatre sont heureux de leur choix. Dans ce contexte plutôt favorable, pourquoi M. Michel Boscher, maire (R.P.R.) d'Evry, ou M. Adolphe Chevin, maire (centriste) de Fontenay-sous-Forêt, ont-ils été battus ? Les nouveaux habitants ont une mentalité de pionnier, ils ont pris au sérieux les promesses des villes nouvelles et s'efforcent de ne pas décevoir. Ils ont la gestion de la cité « accaparée » par des élus traditionnels. De leur côté, les anciens habitants reprochent aux nouveaux d'avoir bouleversé leur cadre de vie. La conjonction de ces deux courants a fait le jeu de la gauche.

Celle-ci influencera-t-elle l'évolution des villes nouvelles ? On peut attendre des partis de gauche une démocratisation plus accentuée de la vie locale : ils seront notamment plus ouverts aux revendications des associations qui se multiplient. Mais que leurs prédécesseurs, ils devraient se laisser guider dans leurs choix par l'administration et les techniciens. Toutefois, il est vraisemblable qu'ils se heurteront aux mêmes handicaps budgétaires que les élus de la majorité, car les villes nouvelles n'ont pas bénéficié et ne bénéficieront pas, en raison de la conjonction, des crédits correspondants à leurs ambitions initiales.

ALAIN FAUJAS.

POINT DE VUE

Don Quichotte

par ROBERT LION (*)

C'EST le fin de l'urbanisme vertical : les H.L.M. vont revenir au cœur des villes ; le mètre du béton est endigué ; on ne construira plus de « barres » monolithes : le gouvernement l'a proclamé le 16 mars. Il aura suffi pour cela de trois circulaires, sur la hauteur des immeubles, la localisation des logements sociaux et la sauvegarde des espaces naturels.

Les Français qui lisent les manchettes pensent-ils vraiment que justice et harmonie vont enfin régner sur nos villes ?

Pauvres services de l'équipement, qui auront à appliquer ces directives ! Ils savent bien que le bourgeonnement au sol et la bourgeoiserie en hauteur, l'explosion hors les murs de l'habitat des plus pauvres, l'urbanisation au gré des opportunités foncières et des « attitudes » paysannes (désormais interdites d'un trait de plume) sont le produit de deux facteurs : le jeu du marché foncier et la recherche de rendements élevés dans les opérations immobilières. La hauteur des tours n'est proportionnelle qu'à la vitesse de la compétition sur les sols.

Ces mécanismes implacables ont plus forts qu'une circulaire. Pour les maîtriser, il faudrait de nouvelles armes. Or on ne lui il rien de tel : ni moyens juridiques, ni ministères vident de reconnaître l'effet modeste de la loi Galley — ni pouvoirs accrus pour les collectivités

locales ; ni ressources supplémentaires ; au contraire, la taxe sur les densités rapportera moins encore puisqu'on en réduira l'assiette en découpant les immeubles.

De telles mesures — si l'on peut dire — risquent donc d'avoir pour seul résultat de ralentir davantage l'activité du bâtiment. Il ne peut d'ailleurs en aller autrement quand on recommande à la fois de ménager les espaces libres et de construire moins haut.

Ce ralentissement frappera surtout les H.L.M. locatives. D'abord, on les égarera au passage, en laissant entendre qu'ils ne s'inscrivent pas dans le vent des « dépôts de déchets » ; comme si les constructeurs sociaux avaient attendu cette circulaire pour refuser les sites sordides sur lesquels, en effet, certains voudraient les rejeter ! Mais surtout il est interdit de ne plus les localiser sur les sites « mal desservis » et trop éloignés des équipements. Qui ne serait d'accord, si on nous donnait, enfin, les moyens de construire dans les quartiers résidentiels et au cœur des villes ?

Ces moyens n'étant pas prévus, le ministre de l'équipement doit clairement ce qu'il faut faire : « mieux attendre... mieux vaut ne pas réaliser... » recommande-t-il au sujet des seuls « logements locatifs sociaux ». Bloqué déjà de toutes parts, leur construction va être maintenant bridée ; les interdictions bien-pensantes du nouvel urbanisme y pourront discrètement.

Ce n'est pas la mort des H.L.M., qui ont lancé la moitié de leurs programmes 1976 en accession à la propriété, et qui ont fait à faire pour gérer plus de trois millions de logements. Mais c'est un mauvais coup pour ces seize millions de mal-logés que démontrent, en 1975, le gouvernement, et auxquels nulle perspective actuelle, même pas la récente réforme du logement, n'ouvre l'espoir d'être logés sagement qu'en location.

Il n'est pas moins alarmant de voir reprises sans nuances les idées à la mode les plus sombres. Voici les coupables de tous les maux de la ville désignée du doigt : les tours, le béton, la densité. En guerre, donc, contre ces arbres qui cachent le forêt !

Bien sûr, cet urbanisme de Don Quichotte va magnifier un peu plus le rêve pavillonnaire. Les H.L.M. peuvent en parler sans secousses : pour 45 % leur production se réalise désormais en maisons individuelles. Mais elles déploront, pour être mères de prés à l'évolution des villes, que les responsables de notre société industrielle ne reconnaissent pas que la ville d'aujourd'hui, dense — qui dans, — chère, ponctuelle d'architectures significatives, en accord avec son temps, ne s'oppose pas fatalement à la qualité de la vie.

Pauvre urbanisme qui résulterait de cette anthropologie inavouable : le nombre des étages sera fonction de la population de la ville ! Pour que les villes soient meilleures à vivre, il serait moins d'ailleurs, et beaucoup plus important, de mettre les Français en mesure de concevoir et de vouloir d'autres formes urbaines : un encouragement à la pédagogie architecturale apporterait plus qu'un allègement en hauteur. Il faudrait inciter, comme le fit autrefois le politique de la construction, par des mesures positives et non des interdictions, au progrès de la qualité, à la libre réalisation d'idées nouvelles, à l'accès aux chantiers de nouvelles générations d'architectes.

Certes, tout cela ne passerait pas par des voies administratives, mais par un comportement ouvert et libéral, par une confiance faite aux professions, à la population, aux élus locaux. Tel n'est pas le choix du gouvernement : il préfère, de Paris, calibrer la France et, par fonctionnaires interposés, interdire.

Triste départ pour l'environnement à la française.

(*) Membre du Conseil économique, social, culturel et sportif de l'Union des H.L.M.

A PROPOS DE...

Lendemain d'élections autour de la capitale

Les villes nouvelles prennent parti

La deuxième tour des élections municipales confirme la poussée de la gauche dans les villes nouvelles de la région parisienne. Trois villes nouvelles sur cinq seront désormais administrées par une majorité d'union de la gauche. Le parti socialiste s'est adjugé la majorité au sein du syndicat communal d'Evry ; le parti communiste, à Saint-Quentin-en-Yvelines. Ensemble, ils doivent emporter Marne-la-Vallée. La majorité conservera Cergy-Pontoise et restera à égalité avec l'opposition à Melun-Sénart.

Inventées, en 1965, pour désengorger le cœur de l'agglomération parisienne, les villes nouvelles, emblématiques de reconquête, une vie urbaine équilibrée à la périphérie de Paris. Antithèse de la banlieue traditionnelle, elles devaient offrir à leurs habitants toutes les fonctions de la ville en même temps et au même endroit, c'est-à-dire, des logements, des emplois, des transports, des équipements collectifs (hôpitaux, écoles, stades), des commerces et des loisirs.

De 1966 à 1975, cent cinquante mille personnes ont élu domicile dans les cinq villes nouvelles de l'Île-de-France. Soixante mille logements y ont été construits et quarante mille emplois créés. Les centres-villes sont réalisés à Cergy et à Evry ou programmés à Marne-la-Vallée et à Saint-Quentin-en-Yvelines. Des lignes de chemin de fer ont été ouvertes entre Paris et Evry, Saint-Quentin et Melun-Sénart. La ligne Paris-Cergy est en chantier de même que le prolongement du métro régional vers Marne-la-Vallée.

Les nouveaux habitants se plaignent, à juste titre, des maux que leur causent les chantiers permanents, des lenteurs subies par la construction d'équipements collectifs indispensables. Toutefois, ils sont dans l'ensemble très satisfaits d'avoir élu domicile dans ces villes. Une étude, réalisée en janvier 1976, à la demande d'une

QUALITÉ DE LA VIE

Correspondances

Le gaspillage français

M. Jacques-Yves Nougaret, du Haut-Métier, dans le *Par-De-Catés*, nous écrit :

La France doit être — contrairement à ce qui se dit — plus prospère que l'Allemagne ou la Suisse. Trois faits parmi d'autres en témoignent :

— En Allemagne comme en Suisse il y a des containers destinés à recueillir toutes les bouteilles non consignées afin de les recycler.

En France, on jette... En Allemagne comme en Suisse, les conducteurs de voitures équipées de pneus cloutés respectent les vitesses imposées. Le 31 février, sur l'autoroute du Sud, j'ai été doublé très fréquemment par des autos à pneus cloutés, alors que je roulais à 120 ou 135 km/h. Or, ces pneus dépassent les routes (le canton de Vaud a taxé spécialement les voitures ainsi équipées) ; à ces vitesses, les clous s'arrachent et vont casser les pare-brises (un 300 km/h j'ai compté six véhicules dont le pare-brise était cassé). Quel gaspillage !

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

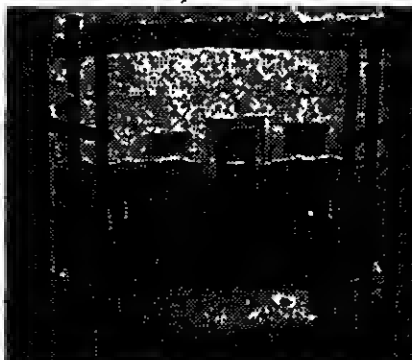
En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos dîners... Pour un cadeau... Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

CHATEAU de BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-ÉMILION CONTRÔLÉE

(Hors commerce)



	6 bott.	12 bott.	25 bott.
	Fr.	Fr.	Fr.
1974...	118	195	375
1973...	120	210	405
1972...	125	225	425
1970...	140	255	495
1967...	160	280	545

(Francs français, tous droits et taxes compris.)



Ecrivez à
A. BOUVIER
Château de Barbe-Blanche
33570 LUSSAC
Tél. (56 84-00-54)

BIBLIOTHÈQUES

La plus moderne maison spécialisée - 61, rue Froidevaux 75014 PARIS

EXEMPLE DE JUXTAPOSITION PAR SIMPLE POSE

Vitrines réglables pour bibliothèques contemporaines juxtaposables

BON
POUR UN CATALOGUE ILLUSTRE
GRATUIT

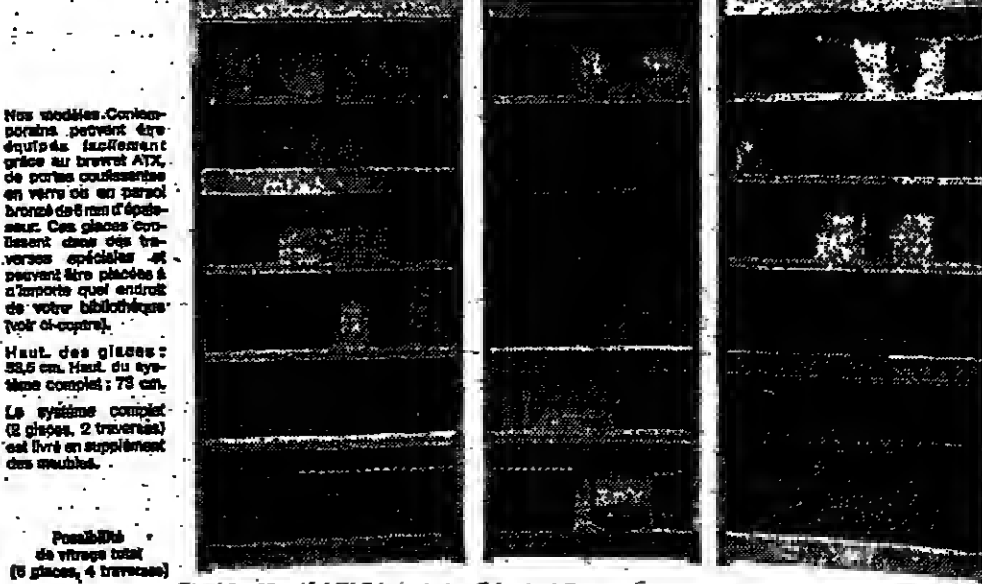
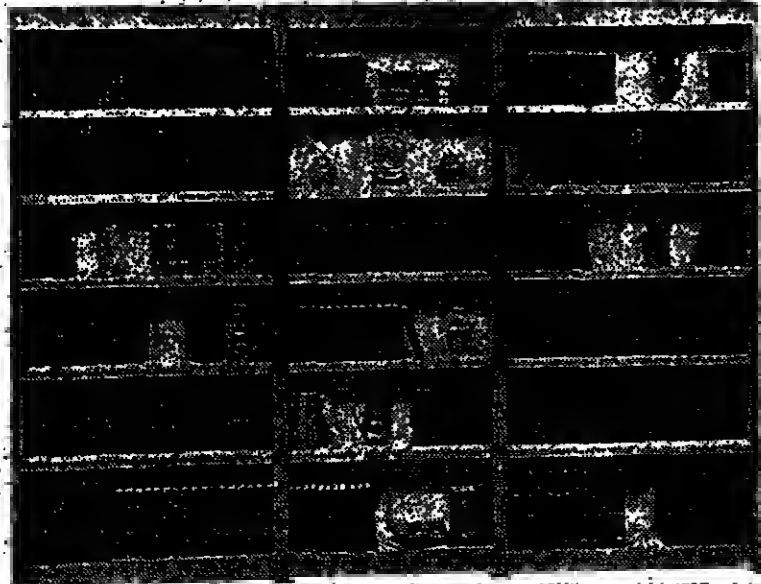
Veuillez adresser sans engagement votre carte d'adresse à : LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, 61, rue Froidevaux, 75014 PARIS. Je vous enverrai, sans aucun frais, mon catalogue illustré.

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
61, rue Froidevaux 75014 PARIS
Appelons-le : **633-73-33**



Possibilité de vitrage total (6 places, 4 traverses)

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

Appelons-le : 633-73-33

EQUIPEMENT

DÉBAT

Quel avenir pour les entreprises publiques de transport ?

A la demande des pouvoirs publics, la S.N.C.F. est en train d'élaborer un plan quinquennal d'entreprise qui fixera les grandes orientations de la société nationale. L'Etat attend de celle-ci qu'elle fasse effort sur elle-même pour diminuer ses coûts et, partant, pour

alléger le montant des subventions budgétaires.

Cette remise en ordre des comptes permet-elle à la S.N.C.F. d'atteindre, à terme, l'équilibre financier, fût-ce au prix de certaines révisions décevantes ? Ou bien cet objec-

tif sera-t-il toujours hors de portée, les contribuables acceptant de financer un déficit raisonnable de la société nationale, dans la mesure où celle-ci remplit correctement une mission de service public forcément coûteuse ?

Après la parution dans « le Monde » du 13 janvier, d'un entretien avec M. Paul Gentil,

directeur général de la S.N.C.F., et la publication dans « le Monde » du 27 janvier d'un article intitulé « Des chemins de fer », plusieurs lecteurs nous ont fait part de leurs observations. Nous publions ci-dessous les principaux extraits de leurs correspondances.

Les oubliés de la grande banlieue

Les voyageurs en provenance de la « couronne » qui entoure la Seine sont en train d'être oubliés de la S.N.C.F. entre 60 et 100 kilomètres de la capitale représentent environ 1 % de nos clients venant régulièrement à Paris pour leur travail, ce pourcentage ayant actuellement tendance à s'accroître. En dépit de sa faible importance dans le flux des voyageurs se rendant quotidiennement à Paris, la S.N.C.F. n'en a pas moins toujours été attentive à la desserte de la zone périphérique.

Ainsi la desserte, tant par trains semi-directs que par trains express de Chartres et des gares de Rambouillet et Chartres, est, en 1977, assurée chaque jour au départ de Paris par 22 trains contre 16 en 1967 et 11 en 1961. Entre 17 heures et 19 h 30, 6 trains partent actuellement de Paris pour Chartres : toutefois, le plus récent d'entre eux, créé le 30 septembre dernier (départ de Paris à 6 h 10), doit être limité le vendredi à Rambouillet en raison de la saturation de la ligne à l'occasion des départs des trains de grandes lignes de fin de semaine.

Sans doute certains de ces trains n'offrent-ils pas tout le confort souhaitable, mais c'est une situation transitoire. L'effort particulier de matériel aussi bien de banlieue que de grandes lignes — au total deux mille voitures seront en service en 1978 et 1979 — va permettre d'éliminer progressivement les voitures anciennes, très robustes mais peu confortables.

An sujet de la desserte de Melun à Montereau, via Fontai-

nebleau, section de ligne où la densité de trafic est l'une des plus élevées de la ligne Paris-Lyon, l'amélioration décisive des conditions de transport passe par la mise en service, prévue pour 1980, de la gare souterraine de banlieue de Paris-Lyon, et, plus encore, par la construction de la nouvelle ligne Paris-Sud-Est. En effet, le trafic des trains rapides et express, très important à certaines heures matinales et en soirée, sera alors, pour la plus grande part, reporté sur la ligne nouvelle, qui se séparera de la ligne actuelle à la sortie de la gare de Combs-la-Ville. Il sera alors possible d'augmenter le nombre des trains desservant les localités situées au-delà de Melun et de garantir une meilleure régularité de la desserte.

Ces deux exemples illustrent les difficultés auxquelles la S.N.C.F. doit faire face pour assurer sur son réseau actuel un trafic en expansion continue tant en banlieue parisienne, dont le trafic a doublé en vingt ans et progresse de 3 à 4 % chaque année, que sur les grandes lignes, où il s'est accru de 50 % pendant la même période. De tels taux de progression — et tout conduit à considérer qu'ils se maintiendront dans l'avenir — méritent, ne semble-t-il, en évidence, la fois le rôle primordial du chemin de fer et la nécessité de poursuivre et d'intensifier la modernisation de l'équipement de l'outil ferroviaire pour qu'il reste à même de faire face en permanence et dans des conditions convenables à sa mission.

PAUL GENTIL, directeur général de la S.N.C.F.

un réexamen implacable de toutes les dépenses de fonctionnement qui prennent un caractère par trop automatique.

Je crois utile de rappeler ce qui a été dit dans l'examen du budget 1977 : « Pour les versements de l'Etat, il y a lieu de noter l'accroissement des compensations de charges de service public (de maintien des services ferroviaires déficitaires de voyageurs) provoqué par l'arrêt des fermiettes de lignes ; de même, l'indemnité compensatrice pour la banlieue parisienne s'accroît dans des proportions très importantes. » Concernant les tarifs, ceux des marchandises ont été accrus de 14,8 % en 1975 au 1^{er} janvier et au 1^{er} août de 8 % en 1976 au 1^{er} janvier. Pour les voyageurs, la hausse a été de 8,5 % au 15 avril 1976 et de 8 % au 1^{er} janvier 1977.

L'ajustement insuffisant des tarifs, notamment pour les marchandises, ne pouvait permettre à la S.N.C.F. de rééquilibrer ses comptes, sans que cela explique tout.

Si l'on examine quelles sont les dépenses auxquelles doit faire

face l'entreprise nationale, on voit qu'un effort interne de ce type n'est pas dissociable d'un effort global de la part de l'Etat : salaires et charges sociales : 51,2 % des dépenses en 1974 ; 53,2 % en 1975 ; 53,6 % des prévisions en 1976. En 1974, par exemple, les effectifs diminuaient de 0,2 %, et la masse salariale s'est accrue de 17,7 %. Cette dernière augmentation de 15,6 % en 1975, tandis que les effectifs tombaient de 1 %. L'Etat-patron n'est pas le moindre agent capable d'éliminer les facteurs structurels de l'inflation. Au moment où fleurissent les théories de gestion économique les plus folles, on voit qu'il ne s'agit pas là d'un redressement conjoncturel et passager, mais bien d'un effort très durable à accomplir jusqu'à ce que les mentalités

PIERRE CORNET, député de l'Ardèche, rapporteur de la commission des transports terrestres.

Une autosatisfaction justifiée

Les cheminots ont été assez fiers, jusqu'à un passé récent, pour les performances de leur entreprise, pour qu'il ne leur soit pas fait grief d'y croire encore. Ils ne peuvent d'ailleurs qu'éprouver une profonde amertume et un sentiment de révolte quand on leur impute les 10 ou 11 milliards de francs de participation du budget de l'Etat, souvent avec malveillance ou ironie injurieuse, comme c'est le cas des organismes professionnels de la route ou de la navigation.

La moitié de cette somme correspond, en effet, à la normalisation des charges de retraite, c'est-à-dire à la compensation de la réduction d'effectifs, et cette charge est inéluctable et d'autant plus forte que les réductions d'effectifs sont plus importantes, donc que l'effort d'investissement est plus important, et résultant soit de besoins de production, soit de transferts de tâches au secteur privé, soit de réduction d'activité, soit plus souvent.

D'où le sentiment, pour les cheminots, d'être victimes d'une profonde injustice, en même temps

que celui de s'identifier avec l'intérêt de la collectivité du fait de la crise de l'énergie, mais aussi de leur contribution à l'activité économique nationale, puisque la S.N.C.F. utilise du matériel et des entreprises françaises, même lorsqu'elle pourrait trouver de meilleurs prix à l'étranger, fait ses emprunts en devises étrangères, pour diminuer le déséquilibre de la balance des paiements de la France, et donne du travail à un grand nombre de personnes.

Un autre motif d'autosatisfaction tient à l'augmentation de la productivité de travail. Sans nier les efforts faits par le personnel, il faut effectivement les ramener à leur juste proportion en rappelant que la production par heure de travail dépend d'abord des moyens mis en œuvre. C'est ainsi que les gains de productivité ont été en partie la conséquence normale des investissements (électrification ou dieselisation de la traction, mécanisation de certaines opérations, concentration et espacement des opérations de révision du matériel roulant, suite à la modernisation de celui-ci) et de l'augmentation du trafic,

du fait du rendement croissant du chemin de fer.

L'impératif de réduction du déficit budgétaire contraint la S.N.C.F. à diminuer et à sacrifier la qualité de ses prestations, ce qui lui fait perdre de nouveaux trains et déséquilibre encore son budget. C'est ainsi que, pour faire des économies, la décision a été prise de garer des locomotives, alors que les moyens de traction

sont déjà insuffisants, tout au moins dans certaines régions, et que, simultanément, la politique commerciale se veut plus agressive pour augmenter un trafic déjà difficile à acheminer correctement.

PIERRE CERUTTI, président du Syndicat national C.G.C. du personnel supérieur des chemins de fer.

Moins d'argent, moins de service

Les cheminots sont trop conscients des conséquences néfastes pour la collectivité de la politique actuelle des transports pour ne pas dénoncer en permanence une telle situation. Les chemins de fer de l'ensemble des neuf pays de la C.E.E. soumis à une politique des transports ayant les mêmes orientations, subissent la même évolution.

Les chemins de fer français sont, en les comparant aux pays voisins, ceux qui obtiennent les meilleurs résultats et, pour raisonner communément, ceux qui se portent « le moins mal ». Cette constatation permet d'affirmer que le transport ferroviaire est progressivement l'ami des économies, voire politiques.

De plus, depuis plusieurs années les cheminots subissent les conséquences, dans leur déroulement de carrière, leurs conditions de travail, d'une recherche incessante d'amélioration de productivité, d'économies excessives et injustifiées qui portent aussi sensiblement la qualité du service. Cette lutte impitoyable entraîne entre les différents modes de transport

entraîne, par ailleurs, une situation sociale intolérable dans les autres secteurs, la route en particulier.

Certes, nous ne contestons pas que certaines mesures pourraient améliorer quelques aspects très limités de la qualité du service ferroviaire. Mais nous affirmons avec force que la Société nationale souffre de plus en plus de l'insuffisance des moyens dont elle dispose. Cette dégradation a été progressive et atteint aujourd'hui une gravité qu'il nous faut à l'encore porter devant l'opinion publique.

Les installations sont insuffisamment entretenues (voir l'état de certaines gares), des limitations de vitesse vont apparaître sur certaines lignes, la vétusté de certains types de matériel est flagrante. Les effectifs sont trop étiés, d'où une absence d'efficacité de l'exploitation qui est et sera toujours une nécessité pour faire face aux coups de trafic aux incidents, et assurer un service correct.

GILBERT BILLON, secrétaire général de la Fédération des cheminots C.F.D.T.

Des investissements trop coûteux

Le déficit de la S.N.C.F., qui s'accroît continuellement depuis 1961, a pris au cours de ces dernières années, des proportions gigantesques, de nature à créer une situation irréversible, tant sur le plan politique (grave mécontentement des contribuables) qu'économique (nécessité de limiter les dépenses de l'Etat). Ce déficit a des causes commerciales, salariales et techniques.

Commerciales. Il est parfaitement réel que les hausses tarifaires sont demeurées limitées au cours de ces dernières années. Comment se fait-il donc que, avec des hausses tarifaires réduites, le fer n'arrive pas à reprendre à la route une partie de son tonnage (notamment sur des distances de 400 à 1 000 kilomètres) ou tout au moins à le conserver alors que, techniquement, il en a les moyens ?

Il faut absolument que la direction commerciale de la S.N.C.F. étudie, cas par cas, les courants d'échanges en envoyant des agents se promener sur les routes, bref, en étant aussi dynamique que ses concurrents routiers. Réclamer de l'Etat une protection accrue, une surtaxe à l'essieu des camions, des mesures restrictives de circulation routière paraît hors du réel : aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne pourrait prendre de telles dispositions.

Salariales. Du fait que certains agents de la S.N.C.F. prennent leur retraite à cinquante ans et d'autres entre cinquante-cinq et soixante-deux ans (contrairement au statut de la fonction publique), les charges de retraites sont extrêmement lourdes. La population française ayant une « espérance de vie » de plus en plus longue. C'est ainsi qu'en 1975, pour 10 milliards 800 millions de salaires et primes d'exploitation, les charges sociales s'élevaient à 4 milliards 800 millions.

On peut également discuter le taux de ces salaires et primes. Pour deux cent cinquante-cinq mille agents, le montant moyen annuel du salaire et des primes a atteint en 1975 près de 42 000 F par an, soit 3 500 F par mois. S'agit-il de rémunérations trop fortes à la base ? On peut, en discuter, mais c'est un fait que dans d'autres entreprises nationales (P.T.T., Renault) la moyenne paraît inférieure.

Techniques. Continuant à se conduire comme la « grande dame » de l'époque où la concurrence routière et aérienne n'existait pas, la Société nationale effectue des investissements hors de proportion avec l'accroissement de son trafic, surtout en matière de voyageurs. C'est ainsi qu'au cours des dernières années on a été amené à réaliser des travaux coûteux sur des lignes d'importance moyenne pour porter la vitesse de 140 à 160 kilomètres à l'heure.

La future ligne à grande vitesse Paris-Lyon est-elle véritablement rentable dans les conditions économiques actuelles ? En dehors de l'infrastructure, c'est tout le parc de voitures qu'il conviendrait de changer en 1981. Des trains de nuit n'y sont pas prévus, pas plus que des trains de marchandises. Si le TGV doit desservir au départ de Tokyo, une zone de 50 millions d'habitants, la ligne Paris-Lyon (même avec ses prolongements vers le Sud-Est) n'en desservira au départ de Paris que 10 millions. Or il existe trois itinéraires Lyon-Paris à double voie normale : via Dijon, via Moulins et via Cluses-Challandrey. Il paraît donc difficile de parler de « saturation ».

Une majorité du public commence à souhaiter que la S.N.C.F. soit nettement remise en ordre, non pas par le biais de la suppression de lignes — qui ne permet que des économies fort médiocres — mais grâce à des mesures plus générales. Celles-ci devraient toucher à la fois au système des retraites, au dégraissage des cadres trop nombreux, surtout dans les services techniques et, enfin, à l'arrêt de commandes exagérées de matériel coûteux, qui ne profitent qu'à des entreprises privées, puisque les grands ateliers ont été fermés. Si les cheminots corporatistes, particulièrement estimables, ont le courage de mettre sur pied eux-mêmes un plan dans ce sens, en expliquant la portée, la note ne paraîtra plus si lourde aux contribuables. Ceux-ci sont prêts à admettre qu'un déficit raisonnable, couvert par des subventions d'Etat, est inévitable lorsqu'il s'agit d'un service public desservant l'ensemble du territoire.

JACQUES LANDRY, Rotterdam.

L'Etat devant le fait accompli

La contradiction qui peut exister, aux yeux des usagers comme des contribuables, entre les obligations de service public d'une entreprise et le strict encaissement de ses tarifs n'est qu'apparente, car on ne peut accuser de tous les maux « le retard tarifaire » au point de suspendre le redressement financier de la S.N.C.F. lié à l'augmentation de son trafic, uniquement à « un retour à la vérité des prix et, dès 1976, à un relèvement des barèmes plus forts que ceux des années précédentes ».

L'esprit des nationalisations, on le sait, permet aisément d'entretenir l'idée que l'Etat est un créancier inconditionnel et non un gestionnaire rigoureux. Le déficit d'exploitation, fruit toujours par être reporté devant le Parlement. Je m'élève contre cette tendance à mettre l'Etat devant le fait accompli, alors que le plan de lutte contre l'inflation exige des efforts partagés dans toutes les entreprises de ce pays, à la fois au plan de la progression de la masse salariale, au plan de la compression des coûts, et aussi

l'air le plus pur,
l'eau la plus pure,
pour ceux qui aiment la nature et la liberté.

Séjours en chalet au bord d'un lac : 15 jours à partir de F 1300.
Circuits à partir de F 3110.

cet été, en Finlande.

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages
ou à **FINNAIR** 11 rue Aubert 75005 Paris

EN SOUPLESE

Les moteurs de la Ford Granada : 2.300 cm³, 2.600 cm³ et 3 litres sont à 6 cylindres en V. La Ford Granada c'est aussi la suspension à 4 roues indépendantes, une voie extra-large, et une direction ultra-précise qui en font une vraie grande routière.

- Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia.
- Moteurs à 4 cylindres : 10 CV et 11 CV.
- Moteurs à 6 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV.

Essayez-en une chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.

Ford Granada

Légendaire robustesse et sécurité.

CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

ETS. BUFFARD 110/112 bd de l'Hôpital PARIS 13 707.79.19	LA CHAPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 18 206.19.40	ROCHEBRUNE 58/60 av. Parmentier PARIS 13 805.29.02	R.V.A. 93 bd Raspail PARIS 6 222.73.80	SADVA 19 rue de Presbourg PARIS 16 500.32.00	SAFI 75 rue de Longchamp PARIS 16 553.18.40
-------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------

MERIDIEN TOURS
19, rue des PYRAMIDES - PARIS 1^{er} TEL. 260.31.41

TUNISIE
une terre des hommes

LOCATION DE VILLA
"HAMAMET"
2 SEMAINES PARIS/PARIS 1120 F

Demandez notre documentation gratuite

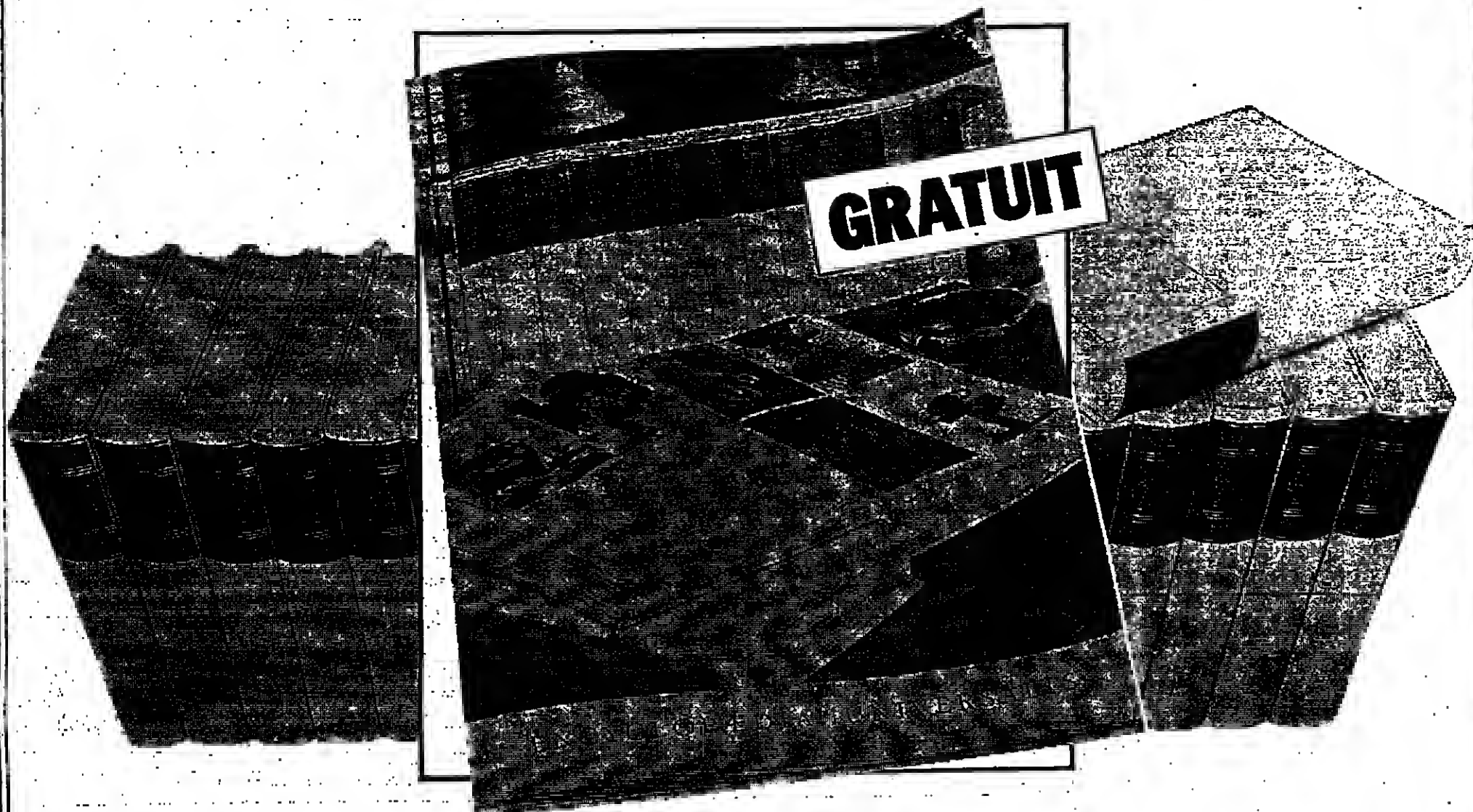
NOM/PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____ VILLE : _____ TEL : _____

حکومت النجف

Encyclopædia Universalis

Enfin une encyclopédie qui rend hommage à votre intelligence.



Ce passionnant dossier vous dit tout sur la plus grande encyclopédie française et la plus complète.

Une encyclopédie n'est plus, comme autrefois, un objet docte et vénérable, figé pour les siècles dans la bibliothèque familiale. Aujourd'hui, avec L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, tout a changé. L'encyclopédie est devenue un outil moderne et vivant, qui prend une part active dans votre vie quotidienne. Un outil de culture, de réflexion et de compréhension du monde actuel — et futur.

Tout le savoir humain expliqué par des savants.

Pourquoi? Parce que L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS est passionnante. Car elle a été réalisée par les Hommes qui sont justement à l'origine des grands progrès humains — par des savants. Par 3.800 savants qui font autorité dans leur domaine: Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens, professeurs, médecins, historiens...

Et parce que ces savants ont beaucoup de choses à vous dire, à vous expliquer, à vous montrer. L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS est volumineuse. C'est même la plus grande encyclopédie française et la plus complète. Celle que vous devez choisir en tout premier lieu pour votre avenir et celui de vos enfants.

Un partenaire de haut niveau.

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS est tout sauf un beau livre d'images que l'on feuillette à ses heures de

loisirs. C'est un partenaire de haut niveau. Qui vous traite en adulte. Qui rend hommage à votre intelligence. Qui vous donne envie d'aller sans cesse plus loin, de devenir vous-même un chercheur passionné.

Avec elle, vous pouvez très bien connaître l'essentiel d'une question en quelques instants. Mais vous pouvez aussi élargir les limites de votre enquête, consacrer des heures et des heures à l'exploration de votre sujet, sous tous ses aspects, comme un universitaire qui préparerait une thèse.

C'est pour vous une aventure exaltante. Arts, sciences, techniques, médecine, religions, philosophies, hommes, civilisations... tout s'illumine d'explications merveilleusement claires, actuelles et scientifiques. L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS remplit l'existence d'un homme. Elle enrichira chaque instant de votre vie et de celle de vos enfants.

Demandez votre dossier gratuit dès aujourd'hui.

Sans aucun engagement, faites-vous une première idée de son intérêt en demandant le Dossier Universel. Sur 32 pages en couleurs, il vous dit tout sur la plus grande encyclopédie française, avec des photos, des schémas, des exemples d'articles.

Pour le recevoir gratuitement, renvoyez dès aujourd'hui le bon ci-dessous au Club Français du Livre 7, rue Armand Moisant, 75754 PARIS Cedex 15.

MUNDO DIRECT

Bon Gratuit

à renvoyer dès aujourd'hui au Club Français du Livre 7, rue Armand Moisant, 75754 PARIS Cedex 15.

Veillez m'adresser gratuitement, par la poste, mon exemplaire du magnifique Dossier Universel en couleurs, sans aucun engagement de ma part.

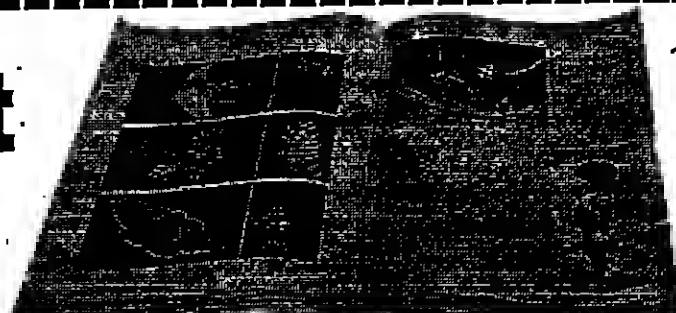
Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Localité _____

Codé postal _____

(Offre valable uniquement pour la France Métropolitaine)



20 grands volumes (21 x 30 cm) habillés d'une élégante reliure noire (lavable et inaltérable) • 21.760 pages • 19.000 articles • 20.681 cartes, tableaux, schémas, photographies en noir et en couleurs • Une bibliographie internationale (plus de 60.000 ouvrages référencés).

6705

L'ÉVÉNEMENT

Le permis de conduire

Les grandes « migrations » des vacances approchent. Comme chaque année, il y aura davantage de voitures sur les routes, davantage de conducteurs au volant, et de tristes bilans à l'heure des comptes. L'imprudence, l'ignorance, seront à l'origine de bien des drames. A-t-on pensé qu'il s'agissait souvent d'une mauvaise formation, d'un enseignement incomplet ? Alors se pose la question : qu'est-ce que le permis de conduire et à quel coût ?

Le permis de conduire, qu'est-ce que c'est ? Trois feuilles de papier cartonné rose qu'on exhibe avec satisfaction quand on vient de décrocher l'examen ? Trois feuilles de papier cartonné rose qu'on oublie et qui sortent de la mémoire, hormis quand la justice vous les retire ou que vous les égarez ? C'est davantage. Le permis de conduire est le résultat, le produit du système national de formation des conducteurs. Trois grandes lignes de force : définition des normes de comportement des conducteurs (par le code de la route et les documents qui en découlent) ; éducation des conducteurs (par les auto-écoles privées ou d'autres organismes) ; contrôle de la capacité des conducteurs (examens techniques et médicaux).

Ce système de formation s'applique chaque

année à un million d'élèves (adolescents ou adultes), et concerne vingt mille enseignants et mille examinateurs. Il coûte environ trois milliards de francs par an à l'économie nationale.

C'est le ministère de l'équipement, par l'intermédiaire du Service national des examens du permis de conduire (S.N.E.P.C.) — établissement public administratif créé en 1971 — qui assume (au niveau de l'examen technique proprement dit), et des préfets (au niveau de la délivrance du titre), l'essentiel du système. A lui seul, le S.N.E.P.C. assure 2 300 000 examens chaque année (850 000 permis délivrés).

Il reste que le temps du gendarme en retraite, promu examinateur, qui effrayait si

fort la candidat quand arrivait le grand jour, est aujourd'hui révoqué et que les nouvelles méthodes pédagogiques ont pris le relais de l'empirisme, et quelquefois de ce qui pour ait passer pour de l'archaïsme. Le permis de conduire est devenu une affaire sérieuse, sérieusement menée par une administration dont le souci paraît devoir être principalement de faire pivoter l'idée selon laquelle le permis n'est qu'un rite administratif irréaliste.

L'éducation, voilà le grand mot lâché. Non plus — tenter sa chance — mais bien admettre qu'il faudra savoir conduire et que c'est à ce prix qu'on diminuera les risques, qu'un entraineur est-ce possible ? — dans une ère nouvelle : la temps du conducteur responsable. Le chemin est encore long mais les fondations ont été mises en place.

L'INSPECTEUR NE MÈNE PLUS L'ENQUÊTE

L'audio-visuel : la même chance pour tous

L'EXAMEN audio-visuel a constitué la grande réforme qui a été instituée pour succéder à l'interrogation orale des candidats dans les voitures. Lorsque le service a été créé, l'épreuve pratique du permis de conduire durait vingt minutes. Elle était divisée en deux parties : une interrogation orale des candidats, une épreuve pratique. Que le premier résultat soit favorable ou non, on parlait sur la route, de telle sorte qu'il y avait déjà une ambiguïté. Il était possible d'obtenir l'épreuve pratique en ayant fait la preuve qu'on ne connaissait pas le « code ».

Il y a sept ou huit ans, il fallait savoir son code, le savoir « par cœur », répondre par cœur à des questions-types. D'autre part, la qualité psychologique de cette épreuve était contestable : elle était, en effet, très différente selon les inspecteurs et selon les départements. L'audio-visuel a introduit l'uniformité de l'examen sur l'ensemble du territoire.

Le système audio-visuel a permis de fixer l'interrogation sur des bases pédagogiques. Il a considé-

ablement amélioré les conditions psychologiques de l'examen. Désormais, les candidats sont à trente-cinq « contre » deux inspecteurs dans une salle, alors qu'autrefois c'était un tête-à-tête extrêmement intimidant pour le candidat. Comment se passe l'examen ? Un certain nombre de vues sont projetées devant les candidats, ces vues représentent des situations de circulation à propos desquelles sont posées un certain nombre de questions et le candidat doit cocher sur une feuille de réponses la ou les bonnes réponses. Ensuite, on applique une grille de correction et le candidat doit obtenir un certain total pour être reçu. Désormais, il n'y a plus de questions éliminatoires, mais il faut obtenir trente-cinq réponses justes sur quarante.

● **Epreuves pratiques du permis B.** Le permis de conduire B (tourisme) est celui qui intéresse la majorité des candidats. Sur les 2,3 millions d'examen pratiques qui sont passés chaque année, en plus du même chiffre d'examen audio-visuels, 2,2 millions concernent le permis B. C'est à partir de lui que le public se fait

une idée sur le permis de conduire. L'épreuve pratique dure désormais vingt minutes : une partie en ville avec une manœuvre ; une partie en rase campagne, si possible ; et une sur autoroute.

● **Epreuves pratiques du permis C, D, A, et C1.**

Le permis C et D durent vingt minutes sur des véhicules de petit tonnage, 3,5 T. La manière dont se déroulent les permis A et C1 est assez exemplaire et serait susceptible de se développer à l'échelon européen. Ils durent trente minutes. Tous les deux se passent dans une première phase sur une aire de manœuvre et ensuite en circulation réelle. Tous les deux comportent un temps d'examen suffisant : une demi-heure pour le permis A et deux heures pour le permis C1.

● **Permis A.** Le contact est maintenu désormais entre l'inspecteur et le candidat : l'inspecteur est en voiture et les sont reliés par radio. Ce permis comporte un avantage intéressant : le candidat est seul sur sa machine, ce qui implique qu'il se soit préparé très sérieusement.

Le permis C1 se passe sur un véhicule articulé de 21 T. Il se déroule lui aussi en deux parties : sur une aire de manœuvre tout d'abord où le candidat est invité à faire deux manœuvres et à vérifier tous les organes de son véhicule qui ont une incidence sur la sécurité. Les candidats qui réussissent à cette première partie de l'examen partent ensuite sur la route avec un inspecteur, ils font environ 40 kilomètres, sur route en ville, au cours desquels ils sont confrontés en principe avec toutes les difficultés de la circulation.

Le contrôle médical

Le texte sur le contrôle médical, actuellement en vigueur est celui du 31 juillet 1976. Ce texte prévoit notamment qu'un certain nombre de personnes sont soumises à un contrôle médical pour des raisons individuelles.

C'est ainsi qu'un examen, en principe unique, est imposé aux candidats des catégories A (les motocyclistes), A1 (les vélomoteurs) et B (véhicules de tonnage inférieur à 3,5 tonnes) lors du dépôt de la demande (ainsi que leur en fait obligation l'article 160 du code pénal), soit qu'elle ait été constatée par le moniteur de l'école ou par l'inspecteur du permis de conduire.

Certains conducteurs peuvent également être soumis à un contrôle occasionnel lorsqu'ils ont été impliqués dans un accident corporel, lorsqu'ils ont été déferés devant la commission de suspension du permis de conduire, lorsqu'ils ont été internés, lorsqu'ils ont vu leur permis annulé pour raison physique et lorsqu'ils sont atteints, après la délivrance du permis, d'une incapacité physique.

Cet examen est en principe unique, mais les médecins des commissions peuvent prescrire un contrôle médical suivant une périodicité qu'ils leur appartient de déterminer (entre six mois et cinq ans). De 300 000 en 1968, les examens médicaux sont passés à environ 800 000 actuellement.

(1) Cette liste comporte six classes d'incapacités physiques : la classe 1 (qui concerne le cœur, les vaisseaux, le rein) ; la classe 2 (œil et vision) ; la classe 3 (respiration, oreille) ; la classe 4 (troubles neurologiques, troubles psychologiques, alcoolisme) ; la classe 5 (la motricité) ; et la classe 6 (la tuberculose, le cancer, le diabète, notamment).

LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PERMIS

CATÉGORIE	Age minimum
A. — Motocyclistes (plus de 125 cm ³) avec ou sans side-car.	18 ans
A1. — Vélocycle (de 50 à 125 cm ³) avec ou sans side-car ; tri-cyclo et quadricyclo à moteur (simple épreuve théorique de code).	16 ans
B. — Véhicules automobiles ayant un P.T.A.C. (1) qui n'excède pas 3,5 tonnes, affectés au transport de personnes et comportant, outre le siège du conducteur, 9 places assises au maximum ; — en affectés au transport de marchandises ; aux véhicules de cette catégorie peut être attelée une remorque dont le P.T.A.C. n'excède pas 750 kilos.	18 ans
C. — Véhicules automobiles affectés au transport de marchandises ou de matériel ; — dont le P.T.A.C. est supérieur à 3,5 tonnes et n'excède pas 10 tonnes pour les véhicules isolés ; aux véhicules de cette catégorie peut être attelée une remorque dont le P.T.A.C. n'excède pas 750 kg ; — en dont le P.T.A.C. est supérieur à 3,5 tonnes et dont le P.T.A.C. (2) n'excède pas 12,5 tonnes lorsqu'il s'agit du véhicule tracteur d'un ensemble de véhicules ou d'un véhicule articulé.	21 ans en 18 ans, certifiant constamment l'achèvement d'une formation de transport de marchandises par route.
D. — Véhicules automobiles affectés au transport de personnes ; — dont le P.T.A.C. est supérieur à 12 tonnes lorsqu'il s'agit d'un véhicule isolé ; — en dont le P.T.A.C. est supérieur à 12,5 tonnes lorsqu'il s'agit du véhicule tracteur d'un ensemble de véhicules ou d'un véhicule articulé.	21 ans
E. — Véhicules relevant des catégories B, D ou F attelés d'une remorque dont le P.T.A.C. excède 750 kilos.	Age requis pour la conduite du véhicule tracteur.
F. — Véhicules relevant des catégories A, A1 ou B conduits par des infirmes et spécialement aménagés pour leur conduite.	18 ans

Pour l'application des dispositions relatives aux catégories E et D, une « place assise » s'entend d'une place normalement destinée à un adulte.

(1) P.T.A.C. = Poids total autorisé en charge.
(2) P.T.A.R. = Poids total roulant autorisé.

DIX MILLE DEUX CENTS AUTO-ÉCOLES

Du meilleur au pire

LES auto-écoles françaises (97 % des candidats au permis passent par une auto-école) sont à la fois des entreprises et des centres d'enseignement. Sur les dix mille deux cents auto-écoles, 63 % ne comprennent que l'exploitant seul ; environ quarante établissements ont plus de dix moniteurs salariés. Leurs conditions économiques d'activité se heurtent à une réglementation anarchique.

D'une part, les charges des auto-écoles suivent le rythme de l'inflation : prix des voitures, de l'essence, du matériel pédagogique, vignette (que les taxis ne payent pas), T.V.A. 33 % non récupérée (alors que les taxis la récupèrent). D'autre part, les tarifs des auto-écoles sont réglementés depuis 1963 et fixés en fonction de l'indice officiel des prix. Chaque année, une augmentation en pourcentage est accordée, ce qui accroît les disparités départementales qui existent déjà au moment du premier blocage de 1963. Ainsi, le tarif d'une heure de leçon de conduite varie d'un département à l'autre de 39 à 47 F.

Ainsi l'enseignement de la conduite est le seul enseignement en France qui, au lieu d'être subventionné, est lourdement taxé. Ces conditions économiques difficiles expliquent en partie la faible rémunération des moniteurs (1 130 F pour quarante heures selon la convention collective) ; un certain sous-équipement (en matériel pédagogique ou en locaux adaptés). En outre, il n'y a qu'une seule classe d'auto-école alors que la nature des prestations n'est pas toujours identique. Entre l'auto-école qui fait l'effort d'acquiescer un matériel pédagogique moderne, de rémunérer des enseignants de qualité, d'organiser l'enseignement en fonction d'un programme et dont deux élèves sur trois obtiennent le permis en première présentation, il n'y a pas de commune mesure avec l'auto-école qui donne des leçons à l'ins-

trict dans une voiture de trois ans d'âge, accompagnés d'un ou de deux tests — hachotage tous les quinze jours — et dont les élèves doivent se présenter quatre ou cinq fois, si ce n'est plus, pour obtenir leur permis.

Pour résumer d'une image de marque, peu satisfaisante, les 4 auto-écoles se caractérisent par l'absence d'un véritable « enseignement de la conduite ». La principale originalité de l'enseignement de la conduite réside dans le fait que c'est l'élève qui détermine les principes élémentaires : (rythme de travail, durée de la formation) et qu'en définitive l'auto-école ne peut dispenser qu'une formation alors que l'élève lui-même demande un document administratif, le permis de conduire. Les méthodes pédagogiques utilisées par les auto-écoles sont très largement perfectibles : 4 auto-écoles sur 10 ne permettent aucun programme d'enseignement à leurs élèves ; 9 sur 10 n'ont aucun système de notation des progrès de l'élève, et dans un très grand nombre d'écoles, l'enseignement théorique se réduit à faire passer des tests d'examen, avec ou sans commentaires des diapositives-tests.

L'action de l'État sur la pédagogie se limite pour l'instant à une réglementation par le diplôme : pour être enseignant de la conduite, il faut nécessairement être titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique (CAPPE) délivré à l'issue d'un examen organisé, non pas par l'éducation nationale, mais par les préfets sur les instructions du ministère de l'équipement et du ministère de l'intérieur. Enfin, il existe depuis deux ans un organisme officiel de concertation et de réflexion : le Conseil supérieur de l'enseignement de la conduite automobile et de l'organisation de la profession (C.S.E.C.A.O.P.) qui est composé de représentants de la profession et de représentants des administrations concernées.

De 1300 à 2100 francs

Le coût du permis est très variable suivant l'élève, le lieu, l'établissement et les méthodes d'enseignement. En moyenne, il peut s'établir approximativement ainsi :

	PERMIS A (moto)	PERMIS B (véhicule automobile)
1) ENSEIGNEMENT		
— Leçons en salle	40 F à 80 F	40 F à 80 F
— Tests en salle	50 F à 100 F	50 F à 100 F
— Leçons pratiques	800 F à 1 200 F	800 F à 1 500 F
— Frais de codes et de présentation	150 F à 200 F	150 F à 200 F
	1 000 F à 1 600 F	1 200 F à 1 900 F
2) EXAMEN		
— Timbre fiscal	60 F à 100 F	60 F à 100 F
— Taxe régionale sur le permis	50 F à 150 F	60 F à 150 F
	120 F à 250 F	120 F à 250 F
TOTAL (1 + 2)	1 100 F à 1 900 F	1 300 F à 2 100 F

La préparation du permis de conduire de catégorie C, C1, D (groupe lourd) s'effectue de plus en plus par stage continu d'un mois trois semaines dont les prix varient de 3 000 à 6 000 F environ. Il existe des stages de six semaines pour la préparation au permis super-lourd (C1) dont les tarifs sont d'environ 8 000 F.

AVIS DE CONCOURS

Le Ministère de la Justice, recrute

60 EDUCATEURS

Concours le 4 mai 1977

ouvert :
● aux titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent
● aux personnes âgées de 18 à 35 ans.

Ces fonctionnaires seront chargés de l'observation et de la rééducation des détenus en vue de leur réinsertion sociale, du contrôle et de l'assistance des condamnés mis à l'épreuve, des libérés conditionnels et des internés de séjour assistés.

Pour tous renseignements, écrire à/réf. 352 à la Direction Régionale des Services Pénitentiaires - Bureau du recrutement 1, av. de la Division Leduc - 94261 FRESNES.

CONTRE LE VOL

ALARME 2000

une grande réussite de l'électronique française

Le nouveau Radar hyperfréquence DI 60ME fonctionnellement immédiat sans installation

étudié et réalisé dans nos laboratoires réunissant toutes les conditions de la protection totale et évite les installations coûteuses.

- Adaptable à tous les locaux.
- Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.
- Dissimulable, il traverse meubles et cloisons.
- Innuisible.
- Autonomie totale d'alimentation (2 ans).
- Pas de déclenchement intempestif.

ALARME 2000
8, rue Guérin 75016 Paris
Agences régionales
50 conseils en protection à votre service

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.



Pour connaître toutes les possibilités du DI 60ME :
— remplir et retourner ce bon à :
ALARME 2000 D 85
8, rue Guérin
75016 PARIS
Je désire sans engagement de ma part recevoir une information personnelle sur le DI 60ME

NOM _____
PRÉNOM _____
Cela Postal _____
VILLE _____

Lentilles de contact miniflexibles.

Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants gratuits et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Nos prix-charter : des réductions jusqu'à 70 %

Dans sa nouvelle brochure vols-charters, éditeur et éditeur "Eti 77", au comment voyager sur les 5 continents à tarif réduit, le Point 85 vous explique en 8 articles tout ce que vous devez savoir sur le charter. 8 bonnes raisons aussi pour partir en toute sécurité avec le Point 85. Demandez-nous un exemplaire.

Vols aller-retour	
U.S.A.	1310 ^F
GRECE	690 ^F
MEXIQUE	2250 ^F
INDE	2350 ^F
PEROU	2375 ^F
TUNISIE	645 ^F
Etc... etc... etc...	

le point 85

85 bd Saint Michel
Paris 75005
329 60 50
329 51 50

مكتبة النور

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LA POLLUTION DE L'EAU PAR LES NITRATES

Des recherches encore insuffisantes

La conférence des Nations unies sur l'eau, qui est réunie à Mar-Del-Plata (Argentine) jusqu'au 25 mars, s'intéresse en tout premier lieu à la qualité de l'eau, abondamment polluée partout dans le monde. Dans les pays en voie de développement, on a surtout affaire à des pollutions par organismes pathogènes qui posent des problèmes dramatiques de santé publique. Dans les états industrialisés, les germes pathogènes sont éliminés — sauf accident — des eaux distribuées dans les réseaux ; mais les rejets industriels, agricoles et aussi domestiques sont chargés d'une multitude de produits chimiques qui se déposent dans les eaux de surface et passent peu à peu dans les aquifères souterrains.

La protection des eaux souterraines est, en France, un problème suffisamment important pour que le service géologique national (Bureau de recherches géologiques et minières) ait organisé récemment, à Orléans-la-Source, un colloque national sur ce sujet. Les aquifères souterrains alimentent en effet, d'innombrables sources, qui sont capées pour la distribution de l'eau par réseaux, ou bien l'eau y est prélevée dans des puits ou des forages pour être ensuite utilisée pour l'alimentation humaine, l'industrie ou l'agriculture. Or, les filtres naturels du sol et du sous-sol, qui arrêtent bien les organismes vivants, laissent passer les sels minéraux et notamment les nitrates dont les tenues dans l'eau ne cessent d'augmenter.

Les nitrates sont dangereux à trois titres :

● En milieu réducteur, les nitrates se transforment en nitrites qui se fixent sur l'hémoglobine (comme l'oxyde de carbone), empêchant ainsi celle-ci de fixer l'oxygène nécessaire aux êtres vivants à sang rouge. Les êtres jeunes sont plus sensibles aux effets des nitrates : les accidents dus aux nitrates se produisent, en effet, chez les bébés et, les veaux. Les personnes âgées, notamment celles qui sont sujettes à l'anémie, sont, elles aussi, sensibles éventuellement aux nitrates.

● Les nitrates contribuent largement à l'eutrophication des rivières et des lacs. Par eutrophication, on entend l'asphyxie d'une eau douce provoquée par la prolifération de végétaux. Ceux-ci, « explosant » grâce à l'abondance des éléments nutritifs (nitrates, en particulier), finissent par consommer tout l'oxygène dissout dans l'eau. Seuls peuvent alors survivre les organismes anaérobies.

● Les nitrates peuvent — peut-être — intervenir dans la formation des nitrosamines qui sont des agents cancérogènes.

Le danger que représentent les nitrates est suffisamment sérieux pour que des normes en définissent la teneur maximum acceptable dans l'eau potable : 44 milligrammes par litre (limite « recommandée » par l'Organisation mondiale de la santé) ou France, 40 milligrammes par litre aux Etats-Unis.

L'augmentation de la teneur des eaux en nitrates a coïncidé avec la généralisation des engrais artificiels aux nitrates. Ainsi peut-on mettre en parallèle deux séries de résultats. En France, la consommation de nitrates artificiels est passée de 250 000 tonnes, en 1950, à 1 250 000 tonnes, en 1970. Dans certaines sources captées pour l'alimentation de Paris, l'eau contenait 20 milligrammes de nitrates par litre, en 1950, et 40 milligrammes, en 1970-1973. Que les Parisiens, toutefois, se rassurent : l'eau qui leur est distribuée est le résultat de savants mélanges entre les diverses adductions et sa teneur en nitrates ne dépasse jamais les normes définies plus haut.

Origines naturelles et domestiques

Mais il existe plusieurs sources de nitrates. Selon des processus chimiques assez semblables, les matières organiques du sol et les matières organiques des rejets humains ou animaux se transforment en ammoniac, qui donne naissance à des nitrites qui, eux-mêmes, deviennent des nitrates. Nitrates naturels et nitrates artificiels ont évidemment la même nature chimique. Mais le laboratoire de géologie dynamique de l'université Pierre-et-Marie-Curie

(Paris-VI), spécialisé depuis longtemps dans le marquage isotopique naturel, a trouvé une méthode qui devrait permettre d'identifier l'origine des nitrates. Notons que des recherches analogues se font aussi au Center for the biology of natural systems de l'université Washington de Saint-Louis (Etats-Unis).

M. René Letolle et André Mariotti ont remarqué que la composition isotopique de l'azote varie, selon que l'on a affaire à l'azote de l'air, à l'azote présent dans les nitrates naturels ou à l'azote entrant dans la composition des nitrates artificiels. L'azote de l'air comporte deux isotopes stables : 99,634 % d'azote 14 et 0,366 % d'azote 15. L'azote des nitrates artificiels a, à peu près la même composition isotopique que l'azote de l'air, ce qui est normal puisque les nitrates artificiels sont synthétisés à partir de l'azote de l'air. En revanche, l'azote des déchets humains ou animaux contient sensiblement plus d'azote 15 (0,971 %). Pour l'azote provenant des nitrates naturels du sol, le problème est plus délicat : selon que l'on a affaire à des terres cultivées ou à des forêts, la proportion d'azote 15 augmente plus ou moins (0,367 % et 0,989 %).

Des différences aussi ténues ne sont pas dosables directement, bien évidemment. Mais le laboratoire de géologie dynamique, en utilisant la spectrométrie de masse par double collection (1), peut apprécier l'abondance relative (au dix millièmes près) de l'azote 15 par rapport à l'azote de l'air homogénéisé pris comme standard. Et il a pu déceler l'origine des nitrates dans plusieurs aquifères situés sous des terres occupées fort différemment. Dans les eaux présentes sous le Chalais, les nitrates proviennent de matières organiques du sol (ce qui est normal sous des pâturages naturels et des forêts). Sous la zone urbanisée de la vallée de l'Yerres, les nitrates de la nappe du calcaire de Champigny sont surtout d'origine domestique.

En revanche, les nitrates de la nappe de la Brie sont issus alternativement des engrais artificiels et des déchets animaux. Il en est de même pour les eaux de surface, les deux origines étant fonction de la saison et du régime pluviométrique. Les eaux de chaque crue d'hiver ou de printemps sont particulièrement riches en nitrates venant des engrais artificiels, surtout après que les agriculteurs de la région ont répandus ces engrais : les pluies, en effet, lessivent des sols nus, sans végétation qui puisse utiliser rapidement ces engrais. En été, au contraire, à côté des nitrates naturels réellement synthétisés dans le sol, on retrouve surtout ceux qui proviennent des déchets humains ou animaux pulvérisés les épandages d'engrais artificiels sont écartés en cette saison.

En Beauce, la situation de la nappe est beaucoup plus complexe. Certes, la composition isotopique de l'azote des nitrates se rapproche de celle des eaux de la Brie. Mais seulement lorsque cette nappe contient aussi du tritium (2). Or, on trouve, à la base du la nappe de la Beauce, des eaux très pauvres en tritium, donc vieilles, mais riches en nitrates. D'où peuvent venir ces nitrates ? Peut-être des déjections, par bruits de la forêt, beaucoup moins répétés au cours du Moyen Age. Les sols cultivés libèrent, en effet, plus de nitrates que les forêts où la couverture végétale permanente utilise les nitrates naturels tout au long de l'année.

Vers une dénitrification biologique

Les analyses du laboratoire de géologie dynamique sont encore très limitées, faute de moyens financiers. Le laboratoire a eu, certes, des contrats de recherche avec l'Agence française de bassin Seine-Normandie et le C.N.R.S. Toutefois, ce financement, qui a permis le début des études, n'autorise ni à appliquer cette méthode aux nombreux cas d'espèce ni à tirer, à partir de statistiques plus étoffées, les généralisations nécessaires à un emploi « de routine » de cette technique de surveillance naturelle. Celle-ci, pourtant, donnerait des informations sur l'importance des diverses sources de pollutions azotées. Des demandes de financement faites auprès de divers organismes publics n'ont pas encore abouti.

Identifier l'origine des nitrates est important : il pourrait en résulter une meilleure adaptation des pratiques agricoles à l'environnement puisqu'on ne peut renoncer à l'utilisation des engrais chimiques sous peine de déclencher une chute catastrophique des rendements dans le monde entier. De même les nitrates d'origine humaine sont inévitables puisqu'on ne peut, bien évidemment, renoncer à l'urbanisation. Il restera donc le difficile problème de la dénitrification. Seule semble économiquement possible la dénitrification biologique naturelle (sur laquelle travaille la station de microbiologie des sols de Dijon de l'Institut national de la recherche agronomique) faite, en milieu anaérobie par des micro-organismes : ceux-ci utilisent l'azote des nitrates et libèrent l'azote gazeux qui se dissout dans l'eau.

YVONNE REBEYROL

(1) Variante de la spectrométrie de masse permettant les mesures des très faibles variations d'abondance des isotopes.
(2) Le tritium, isotope radioactif de l'hydrogène dont la période est de 12,3 ans, provient essentiellement des essais thermonucléaires dans l'air. Or ceux-ci n'ont commencé qu'en 1952. Les eaux qui étaient en surface avant cette date et qui ont alors alimenté ces nappes contiennent donc peu ou pas de tritium.

Les industriels s'interrogent sur le coût énergétique du séchage artificiel

Sécher, c'est éliminer l'eau, ou un liquide quelconque, recouvrant la surface d'un corps solide, ou emprisonnée dans sa texture. Le produit obtenu après séchage n'est, en général, pas complètement anhydre, il ne contient plus que la quantité d'eau correspondant à un état d'équilibre avec l'humidité de l'air ambiant. Par exemple, le bois sec contient environ 10 à 15 % d'eau.

Le séchage est un phénomène naturel : abandonné à lui-même, un corps humide voit sa teneur en eau diminuer progressivement jusqu'à obtenir un équilibre hygroscopique avec le milieu qui l'entoure. On peut atteindre plus rapidement cet équilibre par des moyens artificiels : en élevant la température du produit à sécher, et en le ventilant de façon à éliminer la vapeur d'eau extraite, on aug-

mento considérablement la vitesse d'évaporation.

Ce séchage artificiel est très coûteux en énergie. L'estimation de la consommation d'énergie que nécessite actuellement le séchage est assez difficile à faire, car ce procédé se retrouve dans presque toutes les branches de l'industrie. En France, on estime à environ 4 à 5 millions de t.p.e. (tonnes équivalent pétrole) la consommation annuelle d'énergie due au séchage, soit environ 10 % de la dépense d'énergie dans l'industrie. Or cette quantité peut être notablement diminuée : il faut, pour cela, mieux étudier le déroulement des opérations de séchage dans les principaux secteurs intéressés : papier, textiles, bois, ciment, tuiles et briques, industries agro-alimentaires. En plus des économies d'énergie, ces études devraient permettre d'aboutir à une amélioration de la qualité des produits finis.

DEUX raisons principales conduisent à sécher les produits : leur procédé de fabrication et leur conservation.

Les problèmes de conservation interviennent en particulier pour les produits agro-alimentaires : les légumes, les céréales, ne peuvent pas être stockés à l'état humide sous peine d'être détériorés. Pour le luzerne, l'eau d'évaporation représente en moyenne 80 % du poids du produit au moment de sa récolte.

Dans le cas du bois, le séchage doit permettre de ramener la teneur en eau à une valeur la plus proche possible de celle correspondant à l'équilibre hygroscopique avec l'air dans lequel le bois doit être utilisé. On sait, en effet, que le bois « travaille », c'est-à-dire que ses dimensions varient légèrement en fonction de sa teneur en eau. Le séchage est donc conduit différemment, suivant la destination finale du bois : l'humidité résiduelle, exprimée en masse d'eau rapportée à la masse de bois anhydre, est de l'ordre de 8 à 10 % pour son utilisation à l'intérieur d'un local, et de 15 % à l'extérieur. Pour obtenir 1 mètre cube de bois de

par Jacques MERIGOUX (*)

paupier sec à partir du bois fraîchement coupé, il faut évaporer environ 700 litres d'eau. Le séchage est également effectué pour des raisons de fabrication ou de traitement. Dans l'industrie textile, les différentes phases de traitement de la laine se font en milieux aqueux ; après chaque opération, un séchage est nécessaire. Un tissu est séché en moyenne trois fois au cours de ces opérations.

Pour la fabrication du papier, les fibres de cellulose sont en général en suspension dans l'eau, puis déposées sur un linge se déplaçant à grande vitesse ; une partie de l'eau ayant servi de support aux fibres est éliminée par gravité, puis par essorage, et la feuille de papier, grossièrement formée, est introduite dans un séchoir pour l'élimination de l'eau résiduelle.

Dans l'industrie chimique, l'industrie cimentière, la fabrication des carreaux de plâtre, des tuiles et des briques, le fait d'utiliser l'eau pour l'élaboration des produits conduit nécessairement à un séchage.

Chaleurs de liaison et de vaporisation

Pour sécher, il faut extraire les molécules d'eau du champ de force qui les lie au solide, et l'énergie correspondant à cet arrachement est appelée chaleur de liaison ; elle est faible au début du séchage, et elle devient très importante pour les molécules les plus proches de la surface externe ou interne du solide. Cette extraction est souvent faite en vaporisant les molécules d'eau ; l'énergie nécessaire à la transformation du liquide en vapeur est appelée chaleur de vaporisation, elle est très élevée pour l'eau puisque sa valeur se situe aux températures ordinaires entre 500 et 600 calories par gramme d'eau.

Il est difficile de donner une vue d'ensemble des séchoirs utilisés dans l'industrie, à cause de leur diversité, qui est liée à la nature des produits à sécher. Par contre, les opérations de séchage ont toujours un principe de déroulement analogue. Ces opérations de séchage peuvent s'effectuer suivant deux méthodes, qui sont en fait des variantes d'une même méthode : l'air, thermiquement.

La méthode mécanique consiste à éliminer l'eau au moyen de presses ou de centrifugeuses, lorsque la nature du produit le permet ; cette méthode est utilisée pour le séchage du papier, des rames de textile, pour les pulpes de betterave, la luzerne, etc. L'énergie à fournir pour cette opération correspond à l'énergie de liaison entre l'eau et le produit ; en début du séchage, sa valeur est seulement de l'ordre

d'une dizaine de kilocalories par kilo d'eau éliminée. La méthode est donc économique, malgré la faible rendement des différents organes mécaniques et du fait que l'énergie motrice est en général d'origine électrique. Cependant, ce procédé est en général insuffisant pour sécher complètement le produit, il est nécessaire de le compléter par un séchage thermique en provoquant par un apport de chaleur l'évaporation de l'eau contenue dans le produit. C'est un procédé beaucoup plus coûteux en énergie que le précédent, car il faut dans ce cas fournir la chaleur de liaison et la chaleur de vaporisation. Compte tenu des pertes diverses et des régimes du débit d'air souvent peu optimisés, les consommations spécifiques sont en général de l'ordre de 1 200 à 1 500 kilocalories par kilo d'eau évaporée, soit deux à trois fois la chaleur de vaporisation et dix à quinze fois la chaleur de liaison entre l'eau et le produit. Rappelons que 1 000 calories sont obtenues par la combustion d'environ 0,1 kg de fuel.

La chaleur nécessaire est fournie au corps à sécher de diverses manières, les principales sont le séchage par conduction et le séchage à air chaud. Dans les séchoirs à conduction, il y a contact direct entre le produit et des surfaces telles que des cylindres chauffés à la vapeur ; ce procédé est surtout utilisé pour les produits en bande, tels que les rames de papier ou de textile.

Dans un séchoir à air chaud, l'air assure la double fonction d'apporter la chaleur à l'eau contenue dans le produit, pour la vaporiser, et d'évaporer le vapeur ainsi dégagé. Le contact entre l'air chaud et le produit s'effectue de façon très variable, suivant la forme de celui-ci : les produits en vrac peuvent être séchés dans des tours rotatives ou dans des séchoirs à plateaux ; s'il s'agit de particules suffisamment fines, on peut utiliser des séchoirs à lit fluidisé, ou des séchoirs pneumatiques dans lesquels les particules sont entraînées à grande vitesse par l'air chaud.

La quantité de chaleur à fournir au produit est une donnée importante pour le séchoir, mais les paramètres de fonctionnement tels que la température, le débit d'air, ont une influence sur le déroulement de l'opération.

(*) Ingénieur au CETIAT (Centre technique des industries aéronautiques et thermiques). Ce séchoir vient de traduire et de publier, le premier tome de l'ouvrage de séchage, un important ouvrage des spécialistes allemands O. Krüger et K. Kroll (400 pages, 5 francs), CETIAT, B.P. 13, 91402 Orsay.

En toute logique

Cercles et racines de sept

PROBLEME N° 88

En géométrie au moins, le cercle est tout-puissant et mérite l'admiration, sinon la vénération. Pour les géomètres qu'éblouit la beauté du cercle, Quimper de Lancaol invente même le mot « cycloïdisme », dans son volumineux ouvrage sur la Géométrie du compas (1), rassemblant les constructions réalisables avec le compas seul. Une des belles constructions est celle de la longueur de racine de sept, connaissant la longueur de l'unité. Sauriez-vous le réaliser en quatre arcs de cercle seulement ? Solution dans le prochain

« Monde des sciences et des techniques ».

Solution du problème n° 87

La suite des diviseurs de 27720 = 2⁴ . 3⁵ . 5 . 7 . 11

est : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 14 15 18... Le nombre 13 est exclu.

Sur le même modèle, les délimitations de suites sous forme d'ensembles des nombres qui ont un diviseur commun avec un tel nombre permet d'exclure n'importe quel nombre premier, tout en incluant tous les entiers qui le précèdent. Il est même possible d'exclure de la même manière un nombre non premier.

PIERRE BERLOQUIN.

(1) Blanchard, 1225 (juin 1964).

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
**EXPERIENCE PEDAGOGIQUE
CONFIRMEE DEPUIS 1953**
Concours d'entrée à : 2
**HEC-ESSEC
ESCP-ESCAE**
PREPARATIONS ANNUELLES
CONTINUES
AUTEUIL, 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tel. 298.52.09
TOLBIAC, 89, Av. d'Italie
75012 Paris - Tel. 509.63.25

Les offres d'emploi
concernant les
PROFESSIONS DE LA SANTE
paraissent
dans
**« LE MONDE
de la MEDECINE »**
(chaque 1^{er} et 3^e mardi du mois)
Renseignements :
Jacques DEGAYE 296-15-01

« Monde des sciences et des techniques »
Solution du problème n° 87
La suite des diviseurs de
27720 = 2⁴ . 3⁵ . 5 . 7 . 11
est : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
12 14 15 18... Le nombre 13
est exclu.
Sur le même modèle, les dé-
limitations de suites sous forme
d'ensembles des nombres qui
ont un diviseur commun avec un
tel nombre permet d'exclure
n'importe quel nombre premier,
tout en incluant tous les entiers
qui le précèdent.
Il est même possible
d'exclure de la même manière
un nombre non premier.
PIERRE BERLOQUIN.
(1) Blanchard, 1225 (juin 1964).

Le don
85
Saint Michel
is 75005
29 60 50
29 51 50

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
**EXPERIENCE PEDAGOGIQUE
CONFIRMEE DEPUIS 1953**
Concours d'entrée à : 2
**HEC-ESSEC
ESCP-ESCAE**
PREPARATIONS ANNUELLES
CONTINUES
AUTEUIL, 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tel. 298.52.09
TOLBIAC, 89, Av. d'Italie
75012 Paris - Tel. 509.63.25

« Monde des sciences et des techniques »
Solution du problème n° 87
La suite des diviseurs de
27720 = 2⁴ . 3⁵ . 5 . 7 . 11
est : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
12 14 15 18... Le nombre 13
est exclu.
Sur le même modèle, les dé-
limitations de suites sous forme
d'ensembles des nombres qui
ont un diviseur commun avec un
tel nombre permet d'exclure
n'importe quel nombre premier,
tout en incluant tous les entiers
qui le précèdent.
Il est même possible
d'exclure de la même manière
un nombre non premier.
PIERRE BERLOQUIN.
(1) Blanchard, 1225 (juin 1964).

Au cours des vingt dernières années, les tests de mesure d'aptitude intellectuelle se sont multipliés. On dispose aujourd'hui de nombreux éléments de comparaison et l'on constate que les résultats obtenus sur des tests similaires, par des populations - a priori - comparables, diffèrent sensiblement sur de longues périodes. Parmi les diverses explications avancées, l'une d'entre elles relie le quotient intellectuel au nombre de personnes vivant

l'analyse qu'ils ont faite des notes obtenues par huit cent mille américains âgés de dix-sept ans au National Merit Scholarship Qualification Test, effectué en 1985, et pour lequel ils disposaient de données précises sur l'environnement familial. Le ta-

La théorie de

D'après la théorie de l'environnement intellectuel, le niveau intellectuel d'un individu est fonction de son âge et de son « environnement intellectuel » exprimé par la moyenne des niveaux intellectuels des membres de la famille au sein de laquelle il vit.

Supposons le niveau intellectuel exprimé en une unité arbitraire telle qu'on puisse le chiffrer à 30 pour chacun des deux adultes d'un couple. A la naissance de leur premier enfant, dont le niveau intellectuel d'origine est 0, le niveau intellectuel moyen de la famille devient $(30 + 30 + 0)$ divisé par 3, égale 20. S'il naît un second enfant plus tard, alors que le premier a

atteint le niveau 4, le niveau familial tombe à $(30 + 30 + 4 + 0)$ divisé par 4, égale 16.

atteint le niveau 4, le niveau familial tombe à $(30 + 30 + 4 + 0)$ divisé par 4, égale 16. Il y a nouvelle chute à chaque nouvelle naissance. Plus la famille est nombreuse, plus le niveau intellectuel moyen est bas et les enfants successifs sont placés dans des conditions de plus en plus défavorables. Il y a toutefois exception à cette seconde règle si les naissances sont très espacées. Si, par exemple, l'aîné est assez âgé pour avoir atteint le niveau 24, le second enfant sera, à son tour, placé dans un environnement de $(30 + 30 + 24 + 0)$ divisé par 4, égale 21, donc supérieur au niveau moyen de départ, égale 20, dont avait bénéficié l'aîné.

que dans les deux autres pays. Les résultats resteraient donc bien conformes à la théorie de l'environnement intellectuel dans le cas des naissances espacées (le second enfant bénéficie de la maturité déjà atteinte par son aîné au moment où il vient au monde).

S'appuyant sur d'autres enquêtes

te moins complètes, les ententeurs appliquent ensuite leur théorie aux différences d'ordre racial, sexiste ou simplement régional. Les enfants noirs américains ont de moins bons résultats que les blancs : c'est que les familles noires sont plus nombreuses. Les jeunes filles sont-elles, sur le plan de tests inférieurs aux jeu-

Nombre d'enfants	Rang de naissance				
	1	2	3	4	5
1	183,76				
2	104,21	104,64			
3	98,04	98,04			
4	106,14	103,98	102,71		
5	105,59	102,95	101,59	100,18	
6	104,99	101,71	98,97	97,69	96,97

Moyenne des notes obtenues au National Merit Scholarship Qualification Test en 1965, par 800 000 jeunes gens américains âgés de dix-sept ans.

L'Université et la recherche

Bien sûr, les gens du C.N.R.S. sont contractuels et dépendent du rapport fait par le « patron » sur leur compte, alors que les maîtres-assistants sont titulaires et ne sont ni très dépendants, sinon par suite de leur bon vouloir. Voilà ce qui chagrine nos nouveaux mandarins.

La lettre de M. Lenesque met aussi en évidence la cassure du personnel enseignant en deux catégories : les enseignants A (professeurs, maîtres de conférence) et les enseignants B (maîtres assistants, assistants). La carrière « normale » des enseignants B devrait être de devenir enseignants A. Mais le nombre des postes libres d'enseignants A est de plus en plus limité. Pour la plupart des enseignants B la carrière est bouchée, souvent sans autre raison que l'appartenance à

une génération nombreuse.
M. Lévesque ajoute
qu'il ne faut pas se précipiter
à remettre en question, par exem-
ple, après trois ans, les inscrip-
tions sur les listes restreintes, à
moins qu'on ne soit sûr qu'il y a
des fonctions accrues, cette
fois, de vingt ans. Il est évident
qu'il y a eu inscription obtenue volé
plus de vingt ans. Songe-t-il à se
remettre en cause pour la sep-
tième fois ? Il n'y a rien de plus
raisonnable que de limiter cette pratique
aux candidats et non l'étendre
aux professeurs eux-mêmes. Je
crois que l'on peut s'arranger pour
transcrire, mais certains de ces col-
lègues provinciaux ou non, feront
la figure devant les critères ac-
tuellement en vigueur, par quel-
ques années de plus.

Il importe peu que le critère
qui fait la décision dans une nomi-
nation soit politique, syndical, lo-
cal, régional ou qu'il y ait des can-
didats ou qu'il n'y en ait pas.

« J'ai donné une commission à trois les-
tistes ou dix meilleurs sur le plan
scientifique, le choix final ne peut
être fait qu'après une discussion de
fond, puisqu'il se valent tous. Il
est certain alors que d'autres
chercheurs interviennent mais on ne
saurait croire que le petit nombre
de gens promus selon ces condi-
tions ait été une situation aussi
déplorable sur l'Université ».

*M. Pierre Boyer, maître-assistant
à l'université de Nancy-1,
répond :*

« Je ne poserais que deux ques-
tions :

« Quand il n'y a plus d'emplois
de maître de conférences offerts,
peut-on en faire grief à ceux qui
ont pas eu la chance d'être
nommés ?

« Si on adhère à la proposition
de M. Boyer, on ne peut pas

pourquoi ne pas aussi remettre en cause les maîtres de conférences et les professeurs ? En temps de crise, les maîtres de conférences sont les meilleurs qui sont nommés !

M. Philippe Leduc, maître-assistant de chimie (université Paris-VI), estime :

Ce qui paralyse actuellement l'université française, c'est le poids des maîtres de conférences (très brièvement évoqués par les journaux, mais très décriés par les jeunes enseignants en mai 1983). Tout le pouvoir est concentré dans les mains des professeurs et maîtres de conférences, devenus par nature (si non par goût) des « mandarins » à vie. On ne peut pas démandariner sans tout casser. On ne peut démandariner mais tout ce qu'il y a de plus déformateur y ramène inéluctablement, au demeurant, je ne crois pas, à un désespoir éclairé.

Plusieurs lecteurs des *Notes* ont

M. Conla affirme qu'une majorité de maîtres-assistants réclame avec hâte le semi-avancement à

M. Conia a bien raison de souligner que cela ne peut se produire qu'avec l'assentiment du secrétariat d'Etat ; j'espère, pour ma part, que la titulaire actuelle du poste ne manifestera pas la même faiblesse que son prédécesseur à l'égard de la conférence des présidents, organe que la loi de 1968 n'avait d'ailleurs pas prévu. Si ce n'est pas le cas, nous nous consolerons en chantant avec Brassens : les Copains d'inconnu.

La critique du « Point de vue » de J.-M. Conia atteint souvent le plan politique, ainsi M. Clavier, attaché de recherche (C.N.R.S.) :
Dénouçons donc cet « apolitisme » raisonnable dans un texte qui défend des valeurs immuables (l'Université, la science) et dont l'homme est exclu. C'est de la pire froite traditionnelle dont il s'agit.

De leur côté, neuf assistants et
maîtres-assistants aux universités
Paul-Sabatier et du Mirail à
Toulouse, affirmant :

Si les maîtres-assistants ne sont
pas toujours « variables », n'en
cherchons pas les causes dans
les raisons qui les font recruter
par les professeurs : ni dans les
conditions de travail qui leur sont
imposées par la pénurie de
professeurs, qui peut en outre être
considérable à l'université de Gran
C.N.R.S. !

« Trouvons ces raisons dans
l'existence d'instances de « gestion
étrangères », à prétention « démoc-
ratique », telles que le Comité
consultatif des universités.

Quelques lecteurs sont les seuls à soutenir certains points de vue. Les suggestions de M. de la Roche, Mme Boyens, M. Mothé, maître de recherche au C.N.R.S. (Paris 11^e), écrit :

« Si j'ai bien compris M. Combe, les chercheurs universitaires et les chercheurs mériteraient des moyens. Je ne le pense pas. Dans une génération de chercheurs, il y a beaucoup de travailleurs sérieux ; l'important est de leur donner leur chance et, plutôt que de les assurer un statut, de leur donner les conditions de leur vie. Ce statut, c'est de les former dans une grande liberté d'esprit et de travail, en laissant à ce métier son caractère créatif. Ce n'est pas à l'Etat de leur donner la chance de travailler. Les chercheurs de développer leur capacité relationnelle, au lieu de les appuyer et de les diviser, à la fois par une spécialisation destructive et par leur autonomie et une centralisation des moyens dans les mains de quelques-uns (ayant défini à l'avance les conditions dans lesquelles ils sont jugés dignes de se les approprier).

M. Joachim Marcus-Sleiff, chargé de recherche au C.N.R.S., approuve dans ses grandes lignes la position de M. Conia, mais pour sa part qu'il une fois de plus, il ne faut pas perdre de vue que les mesures prises au niveau des mesures que vous proposez à la fin de l'article, une représentation supplémentaire : la représentation des personnes qui ont des problèmes de recherche au sein des organismes qui interviennent dans l'éducation des hommes et l'attribuer, c'est en principe pour eux l'absence de la recherche : ils ne sont pas représentés. Il est tant que les instances qui prennent les décisions essentielles en la matière ».

Enfin, de nombreuses lettres critiquant la présentation par M. Conia de la C.C.U. et du C.C.E. interviennent dans les nominations, le rôle du C.C.U. est interprété de façon déformée. La technique de la nomination est telle que nous pourrions leur dos-

er place ici.

A PARIS

LA **SNCF**


SPECIALISTE DES LIGNES DE CAR FERRIES

12, RUE GODOT DE MAUROY

QUARTIER MADELEINE

TÉLÉPHONE (1) 266.60.19

La Société Nationale Maritime Corse-Méditerranée assure, toute l'année, les lignes de car ferries entre **MARSEILLE, NICE, TOULON** et

la CORSE, la TUNISIE, L'ALGÉRIE
et en saison la **SARDAIGNE**.

Elle représente également en France, plusieurs Compagnies de Navigation étrangères de car ferries.

C.N.A.N. / COMPAGNIE NATIONALE ALGÉRIENNE DE NAVIGATION
France / Algérie

TIRRENIA NAVIGAZIONE
Italie / Sardaigne / Sicile / Tunisie / Malte.

LINEE DELL'ADRIATICO Italie / Yougoslavie

COMANAV / COMPAGNIE MAROCAINE DE NAVIGATION France / Maroc

COTUNAV. COMPAGNIE TUNISIENNE DE NAVIGATION France / Tunisie

et **UN LINE** pour les Croisières

La nouvelle Agence, très moderne, regroupe, d'un part, les BUREAUX DE VENTE A LA CLIENTÈLE pour les lignes de car ferries, un CENTRE Electronique de RÉSERVATION pour les Agences de Voyages

d'autre part, des BUREAUX POUR LA VENTE des produits touristiques **FERRYTOUR** et **SOTRATOUR**.

En 1976, plus de 1.400.000 passagers
plus de 400.000 voitures -

A.R.E. Communication

هكذا من الرجل

INSUFFISANCE RÉNALE, RHUMATISME VERTÉBRAL, INFARCTUS DU MYOCARDE

Combien coûtent les maladies de longue durée

Vingt pour cent des malades sont à l'origine de 80 % des dépenses de l'assurance-maladie. Ces malades ne sont pas tous dans un état grave, et ces dépenses ne sont pas toutes justifiées. A l'heure où le déficit grandissant de la Sécurité sociale, préoccupe gouvernants, cotisants et prescripteurs, l'étude détaillée de certains postes budgétaires de l'assurance-maladie s'impose. C'est

dans cet esprit que la 5^e Journée d'économie médicale de l'hôpital Necker a tenu, le 18 mars, ses travaux en consacrant l'essentiel des communications et discussions au coût des maladies de longue durée. Trois maladies ont plus particulièrement retenu l'attention par leurs aspects médical, social, économique : l'urémie chronique et son traitement par le rein artificiel ou la transplantation rénale, la pelvispondylite (ou

rhumatisme vertébral), l'infarctus du myocarde. Dans tous ces cas, les sommes engagées sont importantes et les bénéfices variables selon les maladies étudiées. Dans tous les cas aussi, et bien qu'à chaque instant les orateurs aient pris le soin de répéter qu'en matière de santé la rentabilité ne peut être en objectivité prioritaire, on a pu voir que le budget dépensé aurait pu être mieux utilisé, voire réorienté très différemment.

[illegible][illegible]

maladie, on s'aperçoit que, selon les conditions de traitement (à domicile, en centres de soins transitoires, en centres de soins permanents, en centres de soins fonctionnelle), le coût varie peu mais se situe dans tous les cas entre quatre et six fois ces quatre années de traitement : le moins cher étant le traitement ambulatoire, le plus coûteux étant le traitement en soins intensifs sans réduction fonctionnelle.

Le coût financier est le plus important, mais il n'est pas le seul : le coût économique et financier portant sur des maladies de longue durée, les dépenses de soins et de traitement de porter remède au déficit

Des minorités pathologiques

Le traitement des malades atteints d'insuffisance rénale chronique par le rein artificiel, en centre ou à domicile ou par la dialyse péritonéale, est un modèle économique qui, admirablement décrit par le professeur Sorraia, médecin-conseil national de l'assurance-maladie, a permis, dans certains centres, d'éviter la mort, ont aujourd'hui la possibilité de vivre dans d'excellentes conditions. Mais si la médecine a tout fait de son mieux pour sauver les malades atteints d'une maladie mortelle, la facture est cependant fort préoccupante. Sept mille malades coûtent près d'un milliard de francs, soit à eux seuls plus que toutes les autres assurances maladie. Or une étude comparée des divers traitements actuels montre que les traitements les moins coûteux, à savoir la dialyse ambulatoire et la transplantation, vont de pair avec une amélioration de la qualité de la vie du malade. Mais la dialyse à domicile, qui coûte un peu plus de la moitié du traitement en clinique, donne au contraire pour le moment que 15 % des insuffisants rénaux (contre 28 % en Allemagne fédérale et 66 % en Grande-Bretagne). Quant aux greffes, elles coûtent 450 millions pratiquées en France en 1978 alors qu'il en faudrait un million.

« Les deux premiers malades, qui ont aspect courté et rigé. Elle demande des soins, désporation et de l'argent. Elle ne veut pas que l'on n'en rembourse l'asile. Les réflexions du professeur Stanislas (Gési) à propos de cette affaire, mettes Laurent (Necker) cinquante-six dossiers. Elle a montré clairement que les malades anglais ne sont pas malades ne mesurés, il y a néanmoins beaucoup abus et le professeur de Sèze, le malade, cette affection. Il a bien mieux marché les actes de biologie que ramènés à leur expression, une numération malade. Elle a mesuré la mesure de l'édification devrait guérissent. Tous les (très souvent pressentiment) perissent. Elle a diagnostiqué. Elle est très souvent le malade, la recherche longue d'un antigène. Elle a articulé. Elle a les symptômes qui sont à l'acte malade, est loin d'être pensable. Quant au

permettent de faire prendre conscience de la dimension économique d'activités jugées considérables du haut de la tour d'Ivoire du « traitement quel qu'en soit le prix ». A plusieurs reprises, l'économie s'est trouvée opposée à l'homme et l'*homo oeconomicus* paraissait bien éloigné de la personne humaine qu'un médecin tente de soigner. Mais, comme nous l'a écrit récemment le professeur Henri Guizot (Paris), qui présidait cette journée avec le professeur Jean-Robert Debry (Reims) pour l'écarter, une telle inadéquation à mesurer les valeurs humaines, c'est là ramener péjorativement à une science purement physique et comptable alors que ces notions grecques, *nomos* et *nómos* signifiant « ordre dans la maison » est là pour rappeler qu'elle se définit comme une science humaine. Tous les participants ont donc pu reconnaître avec le professeur Guizot que les complex, pour préoccupants qu'ils soient ne devraient jamais compromettre des soins thérapeutiques mais qu'en revanche un médecin n'avait plus le droit de « détester les comptes » et avait le devoir de savoir « ce qu'on met dans les comptes ».

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

(1). Le Monde daté 14 avril 1976 et 30-31 janvier 1977.

Aux Journées d'information psychiatrique de Marseille

Maigrir à en mourir

L'anorexie mentale est un trouble connu, relativement fréquent, généralement curable. Mais, dans ses formes extrêmes, il peut aussi déboucher sur la mort. Le choix d'un tel thème de discussions et de réflexions de la part des organisateurs des XI^{es} Journées d'information psychiatrique, qui se sont tenues récemment à Marseille, avait donc une portée tout autre que théorique.

Après que le professeur Jean Vague, directeur de la clinique endocrinologique du C.H.U. Timone, eut affirmé la primauté de l'aspect organique, métabolique et hormonal, le professeur G. Lecomte appelle les « maigres nerveuses », la communication du docteur Edith Kestenberg aborde la question du « transfert » de l'affection. Il semble bien — les travaux du docteur Kestenberg dans ce domaine étaient ces dernières années — que les anorexiques jouent un rôle sinon essentiel du moins très important dans l'apparition et l'évolution du mal.

courante des anorexiques, qui recherchent ainsi un plaisir dans la non-saturation d'un besoin vital. Sigmond Freud a d'ailleurs parlé à leurs sujets de « masochisme érotique ».

Le défi revêt un aspect beaucoup plus actif. C'est chez les anorexiques, la négation de la malgreur, du phantasme de leur propre déchéance. L'absence de sexualité même. Le désir d'être grand et élancé, comme une sorte de mince statue bisexuée, traduit bien l'impossibilité des anorexiques de renoncer à l'ambivalence qui les satisfait sur le moment.

Le « scandale » auquel il a été fait plusieurs fois allusion provient de la dévotion de ces adolescents dans lesquels s'inscrirait l'anorexie mentale. Le premier paradoxe met en lumière la banalité du cas de la jeune fille qui, pour échapper à la mort, se prive de nourriture pour marquer ainsi son hostilité à sa mère ou à son entourage et se condamne à la mort définitive sur une affection grave qui, bien que psychique, mène à la mort et qui se traite à temps et efficacement combattue.

La conséquence de ces deux attitudes, le défi et le refus d'essayer de vivre, est le suicide des adolescents, car ce sont surtout eux les anorexiques, à tenter de se débarrasser de la vie, de leur sommeil, de leurs besoins vitaux, en surinvestissant, notamment, le niveau des activités intellectuelles.

Modération et prudence
Le professeur Jean-Louis Co-

La conséquence de ces deux attitudes, le défi et le déni, c'est le elvage qui se produit et amène les adolescents, car ce sont surtout eux les anorexiques, à tenter de se séparer de leur corps, de leur sommeil, de leurs besoins vitaux, en surinvestissant, notamment au niveau des activités intellectuelles.

Modération et prudence

Le professeur Jean-Louis Co-

Modération et prudence

Le deuxième paradoxe réside d'une grande discordance entre une certaine dépression anorexique qui se manifeste chez l'anorexique (dépression que ces patients éludent) et l'hypersensibilité des lésions psychiques. Ce sont, en fait, des « déprimés actifs ».

La discordance : celle qui apparaît très vite entre l'impavidité de l'adolescent anorexique et l'inquiétude profonde que son comportement suscite chez les parents et les soignants. Ce tourment. Aucun anorexique n'a une idée très nette de son corps et sa maîtrise ne lui apparaît

Le professeur Jean-Louis Coedecion (Marseille) a montré combien l'action de l'endocrinologue est limitée. L'anorexique est en effet, à sa disposition, qu'un éventail assez réduit de possibilités d'intervention thérapeutique. L'endocrinologue doit donc se contenter, même à faible dose, d'une plus forte raison, celle d'annuler les effets sur le corps de certains traitements dangereux. Il ne reste souvent, en dehors des traitements à visées psychothérapeutiques, que montrer une certaine réaction à l'insulte et procéder avec une grande modération calorique. A son début, la

Le professeur Jean-Louis Co-daccioni (Marseille) a montré combien l'action de l'endocrinobulimétrie est délicate. Il n'a, en effet, à sa disposition, qu'un nombre limité de médicaments susceptibles d'intervention thérapeutique. La prescription d'insuline lui est interdite, même à faible dose. A plus forte raison, celle d'anabolisants, dont les effets sur un corps dénué seraient désastreux. Les seuls traitements possibles, en dehors des traitements à visées psychothérapeutiques, qu'à montrer une grande persuasion et à procéder avec une grande modération calorique. A son début, la

Enfin, le dernier paroxysme, et non le moindre, montre une méconnaissance totale chez l'auteur de la physiologie humaine, et même de la gravité mortelle de son affection. Il semble à ce propos trappé d'incoscience. « Si la physiologie, refus d'un corps qui serait soumis aux lois humaines, dégoût de la nourriture, sont autant d'éléments qui font de l'anorexie le siège d'un processus mortel, pourquoi le jeûne, le lentourage, « Je ne veux pas manger, car j'ai peur de perdre ma faim », telle est une attitude

600 calories par jour, et il convient de veiller à ne pas aller trop loin on voit vite.

Le traitement des choix pour l'action de l'endocrinologie reste en fait, chez la femme, aussi des aménorrhées, qui accompagnent habituellement l'anorexie. Le professeur Calmeil, qui a écrit cet ouvrage, devrait d'ailleurs, en conclusion, rappeler fort justement la grande prudence thérapeutique qu'impose l'affection et le support psychologique de la patiente, ainsi que les soins nécessaires pour leur guérison.

JEAN CONTRUCCI.

Le traitement de choix pour l'action de l'endocrinologue reste en fait, chez la femme, esnl des aménorrhées, qui accompagnent habituellement l'anorexie. Le professeur Germain (Bordeaux) devrait d'ailleurs, en conclusion, rappeler fort justement la grande prudence thérapeutique qu'impose l'affection et le support psycho-affectif que réclament ces malades pour leur guérison.

JEAN CONTRUCCI.

JEAN CONTRUCCI.

**NON,
NOUS NE POUVONS PAS.**

**Pour l'admettre,
il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.**

Digital Equipment ne vous fera pas de grandes promesses. Si nous ne pouvons vous proposer de solution, nous vous le dirons. Cela vous fera gagner du temps et évitera tout malentendu.

Nous avons deux bonnes raisons pour agir ainsi: nous connaissons exactement nos matériels; nous voulons répondre au mieux à vos problèmes.

Digital Equipment: une approche différente.

Nos clients sont les mieux placés pour connaître leurs besoins avec précision: leurs problèmes leur sont propres. Nous écoutons. Ils s'adressent à nous car nous pouvons

leur proposer non pas des solutions toutes faites, mais des systèmes, véritables outils modulaires et compatibles. Des systèmes susceptibles d'évoluer dans la juste mesure de leurs besoins futurs.

Nous parlons le même langage: il est logique d'associer nos moyens.

Digital Equipment: une gamme complète.
8.000 à 4 millions de caractères de mémoire, 500.000 à 1,5 milliard de caractères en ligne... ces quelques chiffres situent notre gamme de petits, moyens et grands ordinateurs. Elle offre un vaste choix de possibilités à nos clients. Ainsi n'ont-ils pas à modifier leurs projets pour les adapter aux outils existants. Nous leur procurons l'outil adéquat.

Digital Equipment propose une façon vraiment différente de s'informatiser. C'est pourquoi nous occupons l'une des toutes premières places dans le domaine de l'informatique avec nos 70.000 ordinateurs installés dans le monde entier.

Mais peut-être devriez-vous le vérifier...
Demandez notre brochure «Produits et Services Informatiques» en adressant votre carte de visite à: Jean-Daniel Bain, Dpt. C, Digital Equipment France, 18, rue Saarinen, Silic 225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33

Genève Tél. (022) 20 40 20;
Bruxelles Tél. (02) 733 96 50.

digital

JUSTICE

Mlle Joly a été entendue par le rapporteur du Conseil supérieur de la magistrature

L'un des trois magistrats qui sont en ce moment l'objet de poursuites disciplinaires, Mlle Claude Joly, juge d'instance à Douai, a été entendue, lundi 21 mars, pendant près de huit heures par le rapporteur du Conseil supérieur de la magistrature. On ignore pour le moment si des audiences ultérieures doivent avoir lieu ou si le seul entretien du 21 mars sera suivi — éventuellement après enquête — par la rédaction d'un rapport et l'examen du cas de Mlle Joly (le Monde des 3, 5 et 9 février). De 1972 à 1976, dix magistrats ont encouru de telles poursuites.

Deux autres magistrats, Mlle Danièle Arnoux, juge d'instance à Alençon (Orne), et Mlle Lucile Roy, juge des enfants à Vesoul (Haute-Saône), verront dans des délais encore imprécis examiner les poursuites engagées contre elles. Mlle Joly et Arnoux sont membres du Syndicat de la magistrature, qui assure leur défense.

Après les plaintes d'un certain nombre de parents de jeunes justiciables et des incidents à l'audience relatés par la presse locale, Mlle Roy aurait aussi attiré l'attention par des mauvaises relations avec les divers organismes qui gravitent autour de l'enfance en difficulté. Les faits qui lui sont reprochés semblent ressortir à des difficultés d'adaptation à la fonction particulière de juge des enfants plutôt qu'à de graves fautes professionnelles.

A l'égard du cas de Mlle Arnoux, le Syndicat de la magistrature souhaite observer une grande discrétion en raison des aspects plus personnels qu'institutionnels de son dossier. Des difficultés relatives à l'exercice des fonctions, dont Mlle Arnoux a la charge en tant que juge d'instance, et diverses fautes professionnelles constitueraient la matière d'un dossier que le Syndicat de la magistrature qualifie de « beaucoup plus disparate que celui de Mlle Joly ».

On fait notamment remarquer au Syndicat de la magistrature que Mlle Joly est un « jeune magistrat » (elle est née en 1946 et a pris ses fonctions en 1973) et qu'elle a toujours exercé dans le nord de la France (à Saint-Omer, puis à Douai), région de forte implantation du Syndicat de la magistrature dont elle est une militante connue. M. Marc Dreyfus, président du Syndicat de la magistrature, pro-

curer de la République à Vesoul, fait observer que l'adage « Les avocats font la réputation d'un magistrat », trouve ici une curieuse illustration. Un certain nombre d'avocats avaient ainsi, à plusieurs reprises, l'attention du président du tribunal de Douai sur la jurisprudence de Mlle Joly. Selon le Syndicat de la magistrature, ces plaintes émanaient pour la plupart d'avocats de sociétés de crédits et de banques.

Le sens même des jugements rendus par le juge des enfants fut d'abord et le juge d'instance qu'est maintenant Mlle Joly (une solennelle de jugement figurent dans son dossier) est-il en cause ? C'est l'opinion du Syndicat de la magistrature, qui, à une erreur près, sans doute liée aux audiences excessives, estime que « l'ensemble de ces décisions, parfaitement motivées en droit, démontrent (...) la qualité et le soin apportés à l'exercice des fonctions ».

Il est aussi reproché à Mlle Joly une activité insuffisante. Or, c'est sur elle que repose pour l'essentiel, tout remarquer ses défenses, la charge d'un ressort qui couvre une population de plus de deux cent cinquante mille habitants.

Dénouant la « surveillance » dont les futurs magistrats se voient l'objet dès leur entrée à l'école nationale de la magistrature, et ensuite tout au long de leur carrière, le Syndicat de la magistrature souhaite entreprendre en même temps que la défense de Mlle Arnoux et Joly, une réflexion d'ensemble sur les problèmes disciplinaires et de rapports hiérarchiques, tels qu'ils se posent dans le corps des magistrats.

MICHEL KAJMAN.

Le procès Willoquet

UN FASTIDIEUX DÉFILE DE TÉMOINS

Au cours de sa troisième journée, le procès de Jean-Charles Willoquet et de ses amis a été la vaine répétition de témoignages à l'honneur : soixante-dix personnes sont venues, lundi 21 mars, devant la cour d'assises de Paris, apporter leur témoignage sur l'un des multiples épisodes de la vingtaine de cambriolages et de hold-up reprochés aux accusés. Une quarantaine d'autres personnes devaient encore être appelées à la barre ce mardi 22 mars. Etonnant défilé, fastidieux et inutile. Les faits sont simples. Ils sont bien établis et, à quelques détails près, sont reconnus par les accusés. Il n'y a guère matière à discussion.

Pour l'attaque d'un bureau de poste qui n'a pas duré plus de deux minutes et où les malfrats ont dérobé 500 francs, on a fait témoigner tous les employés présents et même les passants qui se trouvaient dans la rue. Ils n'ont « pas vu grand-chose », et si on leur pose une question, c'est pour la forme. On a même fait venir de Strasbourg un inspecteur de police, qui n'a eu pour seule tâche que de recevoir la déposition d'un témoin et de transmettre un dossier. Pourquoi donc, dans ce cas, a-t-on fait citer près de cent cinquante témoins ? Le président, M. Jean Ullmann, n'a pas caché son agacement. Celui de l'avocat général, M. René Catand, était tout aussi manifeste.

Devant une employée des P.T.T. qui semblait se demander ce qu'elle faisait là et qui ne savait quel dire, M. Catand a déclaré d'un ton exaspéré : « Ce témoin peut disparaître... » Cette exaspération était étonnante, car la déposition des témoins ont été cités par le parquet, dont l'avocat général a la responsabilité. La convocation de cette foule de témoins ne pouvait que contribuer à donner de l'importance à Jean-Charles Willoquet. — F. C.

Sept autonomistes bretons comparaissent devant la Cour de sûreté de l'État

Décor inimmuable, scénario inchangé, débats classiques : cela fleurit le déjà vu, le déjà entendu : on en oublierait que le « Présen-taire » résonne fâcheusement dans un prétoire et que deux officiers bardés de médailles ne sont pas forcément à leur place quand ils entourent trois magistrats en pourpre. Il n'y a pas si longtemps, quand s'ouvrait un procès

à la Cour de sûreté de l'État, il manquait rarement un avocat aux inculpés pour s'étonner que la justice française ait été encore rendue par une juridiction d'exception. Lundi 21 mars, à l'heure où sept Bretons s'assayaient devant les juges, la défense plaçait de nouveau l'incompétence de cette juridiction.

« Liberté dans ce pays... »

Mais n'a-t-on pas entendu M. Yann Chouet, l'un de leurs avocats, exhortant d'« atteindre grossière aux droits de la défense » lors de l'instruction, solliciter de la cour, « mixer plaques que tout autre, « les pouvoirs exceptionnels dont elle dispose », quelle rappelle les règles du droit et prouve ainsi que « liberté dans ce pays n'est pas un vain mot » ? Mieux, un accusé ne s'est-il point fait fort de demander à la cour, « semble-t-il très humaine et compréhensive », de faire « une petite gentillesse » en laissant les prévenus libres rejoindre dans le box des accusés le dernier de leurs camarades encore détenu ? Le président, M. Pierre David, parut gêné de refuser : il n'y avait, répondit-il, pas assez de place sur la barre pour « faire sept martyrs ».

Ils sont sept en effet : un curé de campagne chauve et grisonnant ; un docker chevelu, hier membre d'un parti communiste breton, qui ne tient pas à ce qu'on le confonde avec celui — « social chauvin » — de l'Hexagone ; un inspecteur du Trésor qui n'a jamais pris une bouteille de campagne ; un représentant de commerce, un ancien adjudant devenu électricien, un restaurateur et un garçon de ferme qui se dit anarchiste et vendrait bien que cela se sache.

Ensemble ils ont, si l'on en croit l'acte d'accusation, participé à « une entreprise consistant à tendre à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'État », et tous, sauf le « libertaire », ont voulu reconstruire le « Front de libération de la Bre-tagne », mouvement dissous le 30 janvier 1974 par le conseil des ministres.

Le garçon de ferme, M. Jean-Charles Denis, s'est fait prendre par une nuit d'octobre 1975 « la bombe dans le sac ». Il était venu déposer à la porte d'un député R.P.R. du Finistère, M. Michel de Benneville, oubliant seulement qu'en cette période agitée des policiers surveillaient de près les demeures des parlementaires bretons. Il avait quatre mois plus tôt essayé de faire sauter... les statues qui gardent l'entrée du camp de Saint-Cyr-Cochepied : la meche s'était éteinte. Mais au camp de la Lande-d'Oues (Ille-et-Vilaine), le 26 juillet de la même année, la meche avait marché et la bombe avait fait quelques dégâts au foyer du soldat.

Les autres accusés sont loin de partager semblable « palmarès ». Le docker, M. André Le Gall, et l'inspecteur du Trésor, M. René Kerhousse, ne sont poursuivis que pour reconstitution de ligue dissoute. L'ancien adjudant, M. Corentin Pullandre,

aurait en plus fourni le matériel qui devait servir à un attentat contre la gendarmerie de Brest, le 26 juin 1974. Son frère, Jean Pullandre, aurait de son côté, donné à M. Lahaieux — restaurateur — de quoi faire sauter le palais de justice de Lorient. M. Lahaieux aurait même essayé, mais l'engin a été découvert avant d'exploser.

Reste l'abbé Aimé Le Breton — qui ne connaît ni l'arme ni le projet — recteur de Commenec'h (Côtes-du-Nord) ? Son presbytère a sans doute vu défilier autant de journalistes que de « combattants ». C'est un « blessé de mouvement » et il aime à le dire. Il parlait volontiers, à l'écrit, sur le ton de la fausse confiance, des promesses d'un « soldat de l'A.R.B. » (1). On lui reproche aujourd'hui d'avoir entassé et transporté des explosifs. A toute armée, sa logistique ?

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) Armée républicaine (révolutionnaire) selon certains bretons, organe d'action du P.L.S.

Peines de réclusion contre les auteurs de viols

La cour d'assises du Morbihan, réunie lundi 21 mars à Vannes, a condamné M. Jean-Pierre Millon, vingt-sept ans, commerçant à Carx (Morbihan), à une peine de cinq années de réclusion criminelle, et M. Michel Ludot, vingt-deux ans, étudiant à Vannes, et Eric Elchomne, vingt-deux ans, maître d'internat au Tercio-en-Messac (Ille-et-Vilaine), à quatre ans d'emprisonnement. Les trois jeunes gens étaient poursuivis pour des attentats à la pudeur avec violence.

Le fait avait eu lieu dans la nuit du 20 au 21 janvier 1976. Deux jeunes filles âgées de dix-neuf et vingt ans avaient, au sortir d'un établissement de nuit, accepté l'invitation de deux de leurs amis à aller prendre un dernier verre au domicile de l'un d'eux, où les attendait le troisième homme. Là, pendant plusieurs heures, sous la menace, elles durent subir les violences de leurs compagnons de rencontre.

De son côté, la cour d'assises de l'Ailier a prononcé, lundi 21 mars, une peine de huit années de réclusion criminelle à l'encontre de M. Raymond Rouet, trente-six ans, ouvrier boulanger à Fourmagnol (Loire), prévenu lui aussi d'attentat à la pudeur avec violence. Le 2 décembre 1975, cherchant un véhicule, à la sortie de Roanne (Loire), il avait pris en charge une auto-stoppeuse âgée de vingt-six ans qui se rendait au domicile de ses parents à Doyat (Ailier). En cours de route, il s'était arrêté et, menaçant de l'étrangler, il avait abusé de la

jeune femme, après lui avoir brûlé le dos en cinq endroits avec une cigarette pour la contraindre.

De la correctionnelle à la cour d'assises

Enfin, une troisième affaire de cette nature a été examinée, lundi, par la 18^e chambre correctionnelle de Paris, qui avait à examiner le cas de M. Youri Eschack, vingt-six ans, ressortissant égyptien, étudiant en sciences économiques depuis octobre 1975 à la faculté d'Assas (8^e arrondissement). Le jeune homme, poursuivi pour coups et blessures volontaires et attentat aux mœurs, avait tenté, le 25 avril 1976, d'abuser, par la violence, sous la menace, d'une jeune femme, âgée de vingt-cinq ans, qu'il avait suivie jusqu'à son appartement, à Paris 5^e, dont il força la porte. Après que la plaignante, présente à l'audience, prise de malaise, eut reçu des soins, l'affaire fut examinée par le tribunal.

Celui-ci a fait droit aux conditions posées au nom de la partie civile par M. Jozyane Gougis-Moutet, et s'est déclaré incompétent, estimant, conformément à l'avis exprimé par Mme Cornu, substitut, que les faits pouvaient être considérés comme constituant le crime de tentative de viol, passible de la cour d'assises. En outre, le tribunal a rejeté la demande de mise en liberté présentée par M. Kookas, défenseur de M. Eschack.

Faits et jugements

Une incarcération après le meurtre de M. Marcel Jean.

Interpellé samedi 19 mars à son domicile de Lorette (Loire), quelques heures après le meurtre de M. Marcel Jean, trente et un ans, directeur des Carrosseries Trouillet à Saint-Chamond, et l'incriminé criminel ayant détruit en partie l'usine (le Monde du 22 mars), M. Jean Delmadakie, trente et un ans, dont la garde à vue avait été prolongée, a été présenté, lundi 21 mars, à M. Marc Gourd, juge d'instruction à Saint-Etienne. Inculpé d'assassinat et d'incendie volontaire, il a été écroué à la maison d'arrêt départementale de la Talaudière. — (Corresp.)

Le hold-up de la caisse d'épargne de Lyon.

Gabriel Graziani, âgé de cinquante-cinq ans, interpellé mercredi 18 mars à Marseille, à propos du hold-up de la caisse d'épargne de Lyon (le Monde du 19 mars), a été inculpé, lundi 21 mars, pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Au domicile, les policiers ont trouvé non seulement des billets provenant du hold-up, mais aussi 120 grammes de morphine-base. Bien connu dans les milieux de la drogue, Gabriel Graziani avait notamment gravité dans l'entourage d'Antoniakian Faroutian, un grand trafiquant condamné aux États-Unis.

Appel des parents d'un enfant disparu.

Les parents du petit Yves Bert, âgé de six ans, dont on est sans nouvelles depuis sa disparition à la sortie de l'école, le 3 février dernier, à Lyon, ont lancé un nouvel appel, lundi 21 mars, aux ravisseurs présumés de leur enfant.

Toujours à propos de l'affaire du hold-up de la caisse d'épargne de Lyon, l'une des personnes arrêtées à Marseille, Jean-Pierre Broi, âgé de trente et un ans, a été inculpé de vol qualifié et incarcéré, pour avoir reçu 150 000 F de la part d'Emile Cateau, l'un des auteurs présumés du hold-up.

● M. M. Alain Boisset et Laurent Marchaux libérés. — Incarcérés, le 18 février, après une manifestation commémorant dans les locaux d'Aéroflot, le suicide par le feu d'Alain Escoffier, M. M. Alain Boisset et Laurent Marchaux ont été remis en liberté le 21 mars, sur décision de M. Louis Chavanac, premier juge d'instruction à Paris, qui avait fait droit à la demande déposée par M. Philippe Forlen. La troisième personne incarcérée après les incidents survenus dans les locaux d'Aéroflot avait été remise en liberté le 9 mars.

chuchotez lui
des noms
qui font rêver.

Des noms qui ne peuvent laisser
une femme indifférente
Pierre Cardin, Louis Féraud, Nina Ricci,
Ted Lapidus, Guy Laroche,
Laurin, Louis Azzaro, Courrèges.
Accompagnez donc
la femme que vous aimez
aux Boutiques de Paris, même
si vous n'êtes pas très « shopping ».
Et parce que sa réputation
de femme élégante
au fond ne vous déçoit pas.



80 boutiques sur 2 niveaux - parking 1500 places

Boutiques de Paris
Palais des Congrès - Porte Maillot

هكسان النفل

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



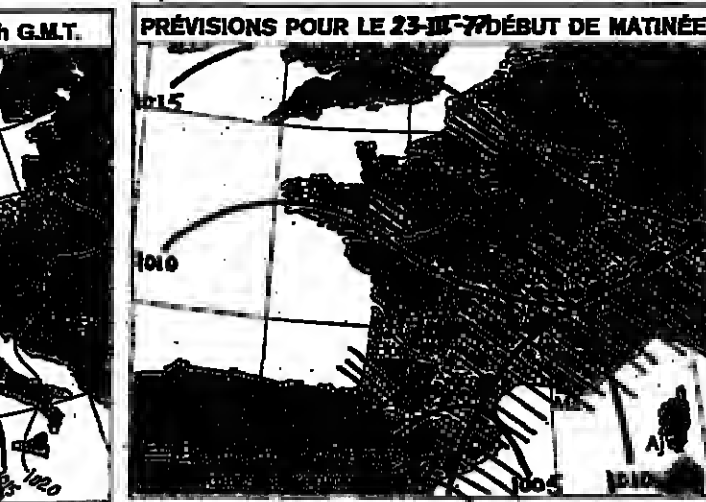
SITUATION LE 22.03.77A 0 h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le mardi 22 mars à 0 heure et le mercredi 23 mars à 24 heures :

Des perturbations venant du golfe du Lion maintiendront sur la majeure partie de la France un temps couvert, pluvieux et légèrement plus doux.

Mardi matin, des Pyrénées à l'Alsace, le ciel sera couvert, et des pluies parfois abondantes tomberont, surtout sur les massifs (avec de la neige au-dessus de 1.200-1.300 mètres). L'après-midi, cette zone couvrira une large moitié est de la France.

Sur le reste du pays, le temps sera très nuageux avec des pluies plus intermittentes. On pourra



observer quelques brumes matinales dans l'intérieur.

Les températures minimales seront assez douces et les températures maximales voisines des normales. Les vents resteront modérés ou faibles.

Mardi 22 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1011,4 millibars, soit 755,6 millimètres de mercure.

Températures de mercure : le maximum enregistré au cours de la journée du 22 mars : le second le minimum de la nuit du 22 au 23 : Ajaccio, 17 et 10 degrés ; Biarritz, 12 et 4 ; Bordeaux, 8 et 3 ; Brét, 8 et 3 ; Clermont, 10 et 3 ; Clermont-Ferrand, 11 et 1 ; Dijon, 12 et 7 ; Grenoble, 11 et 4 ; Lille, 3 et 1 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 18 et 6 ; Nancy, 11 et 4 ; Nantes, 10 et 2 ; Nice, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 13 et 3 ; Pau, 13 et 1 ; Perpignan, 11 et 3 ; Rennes, 11 et 4 ; Strasbourg, 11 et 3 ; Toulouse, 10 et 2 ; Tours, 11 et 4 ; Valenciennes, 10 et 2 ; Vannes, 11 et 4 ; Yverdon, 10 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 7 degrés ; Amsterdam, 10 et 3 ; Athènes, 16 et 6 ; Berlin, 8 et 1 ; Bonn, 11 et 3 ; Bruxelles, 10 et 3 ; Les Canaries, 22 et 18 ; Copenhague, 5 et 2 ; Genève, 10 et 3 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 8 et 1 ; Madrid, 13 et 0 ; Moscou, 2 et 1 ; New-York, 7 et 3 ; Palma-de-Majorque, 17 et 4 ; Rome, 16 et 11 ; Stockholm, 4 et -5 ; Téhéran, 22 et 10.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 21 et 23 mars 1977 :

DES DECRETS

● Prescrivant l'amélioration de la qualité des eaux de la Vire, de la Douve et de l'Aure et de leurs affluents.

● Modifiant le décret n° 76-313 du 7 avril 1976 portant statut particulier du corps des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications du ministère de la défense.

Stages

FORMATION DES DOCUMENTALISTES

L'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (A.F.B.S.) poursuit en 1977 le programme de formation permanente qu'elle assure depuis plusieurs années déjà. Celui-ci a pour objectifs : de développer les connaissances générales et techniques, de faciliter l'adaptation des professionnels aux changements techniques, de permettre leur reconversion à l'utilisation des méthodes nouvelles, d'aider à leur promotion professionnelle.

Les principaux thèmes retenus pour 1977 sont les suivants : technologie documentaire, initiation à l'informatique, mise en œuvre de l'informatique dans les systèmes documentaires, organisation et gestion d'un centre de documentation, bases de données, analyse et langage, traitement des documents audiovisuels, règles de catalogage, installations et équipements de centres de documentation et de bibliothèques.

Cet enseignement entrant dans le cadre de la formation continue, les droits d'inscription sont déductibles de la taxe de formation.

● Pour tous renseignements : Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés, 83 bis, rue du Cardinal-Lemoine, 75003 Paris, tél. 033-33-32.

Le Monde

Service des Abonnements
1, rue des Halles
75001 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 9 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
58 F 175 F 232 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
128 F 353 F 523 F 693 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
128 F 230 F 335 F 448 F

II - TUNISIE
128 F 305 F 448 F 590 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Tous abonnés qui paient par
chèque postal (tels virements)
doivent bien joindre ce chèque à
leur demande.

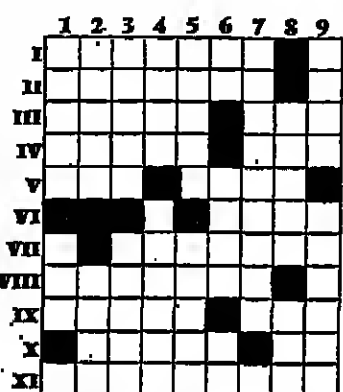
Changements d'adresse
d'indiquer ou précéder (et si
semaines ou plus) nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres et
capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1717



HORIZONTALEMENT

I. Ronlait sur l'or. — II. S'adresse à qui de droit. — III. Il avait le sens des nuances. — IV. Point dans le temps. — V. Partie de chasse. — VI. Cursus périodique. — VII. Orientation. — VIII. Invoqué. — IX. Région d'Allemagne. — X. Cursus. — XI. Est souvent dans les nuages. — XII. Météorite. — XIII. Se remarque quand elle est irréprochable.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1716

HORIZONTALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

VERTICALEMENT

I. Héliote. — II. L'Ilon. — III. Plan. — IV. L'as. — V. Flaye. — VI. Amaranthe. — VII. Ré. — VIII. Ré. — IX. Ré. — X. Ré. — XI. Ré. — XII. Ré. — XIII. Ré.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 15
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,20
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 15
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Boutille insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,09

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat
au Plan

Commissariat National
à l'Informatique

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES EN INFORMATIQUE

ÉTABLISSEMENT DE FORMATION DES INFORMATIQUES
(Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs ;
- En Automatique et Asservissements (Informatique Industrielle) ;
- En Électronique ;
- En Physique ;
- En Théorie des Langages et Compilation ;
- En Système, pour l'enseignement :
 - des concepts généraux des systèmes d'exploitation ;
 - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence) ;
 - de l'Assembleur (du 10070, de préférence) ;
- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux ;
- En Informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :
 - des langages évolués (COBOL, PL/1, FORTRAN) ;
 - des méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
 - des Fichiers et des bases de données ;
- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs) ;
- En Économie Générale ;
- En Gestion des Entreprises (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Tableau de bord, Stratégie d'Entreprises, Organisation et Structures des Entreprises) ;
- En Mathématiques ;
- En Statistiques ;
- En Recherche Opérationnelle.

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (au moins Doctorat de 3^e Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande École), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'Octobre 1977.

Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Intergouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées au

Joindre au curriculum vitae détaillé
et toutes pièces justificatives des titres
et de la qualification

C.E.R.I.
OUED-SMAR - ALGER

CONSTRUCTEUR MATÉRIEL MINIER TECHNICIENS APRÈS-VENTE ÉTRANGER

Poste basé à LYON, nécessitant
déplacements prolongés et fré-
quents. Solides connaissances
en mécanique, hydraulique ou
électricité. 3 ans minimum
d'expérience entretien d'équipement
miniers et anglais parlé
indispensables.

Env. C.V. sous pli SYPH à
Pierre LICHOU S.A.
8, rue Jean-Baptiste
69002 LYON qui transmettra.

COMPLEXE INDUST. ET MINIER

dont le siège d'exploitation est
situé en
Afrique Noire francophone,
sollicitant les services
des agents expérimentés,
recherche

JEUNE PROFESSEUR DE LETTRES

chargé de l'application des pro-
grammes du C.A.T.E. (1^{er} cycle).
— Anglais obligatoire.
— Quelques années d'expérience
de l'Enseignement Second.

Contrat ferme - Avantages
et garanties expatriés.

Ecrire au C.V. explicite sous
référence C.A.T.E. à
CETAGER
30, av. de l'Amiral-Lamotte
75100 MARLY-LE-ROI

PR CHANTIERS ÉTRANGER

SUPERVISEURS
CHIEFS DE CHANTIER
expérience montage et suivi
de matériel, pétrochimie.
— Parler anglais.
GESTION 2000 - 246-42-01

**POUR DEMARRAGE
COMPLEXE CHIMIQUE
AFRIQUE DU NORD**

INGÉNIEURS
ARTS ET MÉTIERS
pour assistance technique
et formation

CONTRÔLAIRES
pour mise en exploitation.

OPÉRATEURS BTS
pour maintenance unité.

Tous ces postes requièrent
formation générale chimique
et expérience chantiers.

Adresser C.V. détaillé, photo,
prétentions, sous pli 25x35 à
SPERAR, 12, rue Jean-Jaures
93010 PUTEAUX

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONEES
296-15-01

Technip engineering

développe rapidement ses activités en élargit
le champ et recherche en conséquence

Directeurs de grands chantiers industriels à l'étranger

ANGLAIS PARLÉ - SEJOURS DE LONGUE DURÉE

Les candidats, de formation supérieure, ingénieurs ou
polytechniciens, auront nécessairement plusieurs années de pratique
de fonctions d'animation, de coordination ou de direction de
chantiers de construction d'ensembles industriels de grande
taille à l'étranger.

Toutes informations sur cette offre sont données
confidemmentiellement au téléphone du lundi au vendredi
9h30-12h30-15h30-18h30
par information Carrière
SVP 11-11 qui donnera
en rendez-vous aux
candidats concernés.
On peut aussi adresser
son dossier, N°1 101
65, avenue de Wagram
75017 Paris

Information Carrière
SVP 11-11

L'ENSI des Travaux Publics à ABIDJAN
recherche pour Septembre prochain

professeurs

titulaires dans les matières ci-après :
MATHÉMATIQUES - 1 poste - (Agrégration)
PHYSIQUE - 1 poste - (Agrégration)
SCIENTIQUES DES MATIÈRES - 1 poste -
(Ingénieur Ponts ou équivalent)
MÉTAL ARMÉ - 1 poste - (Ingénieur Ponts
ou équivalent)
MECANIQUE DES SOLS - 1 poste - (Ingé-
nier Ponts ou équivalent)
HYDRAULIQUE - 1 poste - (ENSI ou
équivalent)

Congés annuels de 2 mois. Transport de
la famille à la charge de l'Ecole ainsi que
le logement et divers autres avantages.

Envoyer d'urgence C.V. détaillé à
Raymond S. ELKIN
Conseiller en Relations Humaines
82, rue de Bagneux - 75020 Paris

CASABLANCA (MAROC)
IMPORTANTE ENTREPRISE
C.A. 600 000 000 DE
EFFECTIF 3 000 salariés

pour la direction de son
DEPARTEMENT MATERIEL
(Entretien - Travaux neufs et études)

UN INGÉNIEUR
(Centrale, Arts et Métiers ou équivalent)
— Plusieurs années d'expérience ;
— Age minimum 35 ans.

Adresser C.V. détaillé photo et prétentions
à COSUMAR, B.P. 3092, CASABLANCA, MAROC.

L'ENSI des Travaux Publics à ABIDJAN
recherche

2 directeurs des études

- Division Ingénieur
- Division Technicien Supérieur

Ces 2 directeurs des Etudes auront une
formation d'X, Mines ou Ponts.
Il est souhaitable qu'ils aient quelques
années d'expérience similaire.

Ces 2 postes sont à pourvoir fin juin ou
début juillet, si possible. Congés annuels
de 2 mois, transport de la famille à la charge
de l'Ecole ainsi que le logement et divers
autres avantages.

Envoyer d'urgence C.V. détaillé à
Raymond S. ELKIN
Conseiller en Relations Humaines
82, rue de Bagneux - 75020 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche

pour filiale GABONAISE en expansion

CHEF DE COMPTABILITÉ

- responsable de comptabilité générale et analy-
tique ;
- formation D.E.C.S.-B.P. ou équivalent exigée ;
- expérience Afrique appréciée ;
- contrat cadre expatrié.

Ad. lettre candidature, C.V. et présent, s/réf. 4.524
à P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois,
75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

POUR COMPAGNIE AFFILIEE A

CASABLANCA

LE GROUPE

PRÉSERVATRICE

recherche

un Informaticien

responsable de la conduite des opérations
informatiques ; ordinateur Burroughs 1714.
Ce responsable sera directement rattaché à la
Direction Générale.

Il devra avoir l'habitude des petits systèmes
informatiques.
Age minimum : 30 ans.
Salaires annuels : 71 000 F.P.
Statut cadre - Facilité de logement, etc.
Durée du contrat : 3 ans, reconductible.
Poste garanti en métropole, à terme.

Env. C.V. man. et photo, au départem. du pers.,
18, rue de Londres - 75439 PARIS - CEDEX 08.

EUROSAT

is looking for Operators in the field of Space
Activities in Southern Germany. Former
experience in this field required.
Knowledge of English mandatory.

Please send your resume to :

EUROSAT S.A. Personnel Division
24, route des Acaas, CH-1211 GENEVE 24.



emplois régionaux

emplois régionaux

directeur commercial France

HOM - n°1 européen du bain et leader
de loisir masculin est, depuis sa création (1968)
en développement rapide et constant : CA 80
millions en 1976. Sa forte pénétration sur les
marchés visés tient aux capacités d'innovation de
l'entreprise.
Afin de poursuivre le développement, la Direction
Générale souhaite renforcer ses structures commerciales ;
ce nouveau collaborateur aura la mission
suivante :
— participation à la définition de la politique
produits (communications, prix, distribution) ;
— animation et contrôle de la force de vente
(3 directeurs régionaux, 15 exclusifs, 35
démonstrateurs) ;
— supervision du service commercial pour la
France.
Le futur titulaire du poste doit pouvoir justifier
d'une expérience réussie de direction commerciale
dans une entreprise de l'habillement ou de la
cosmétique développant une forte politique de
marque.
Résidence MARSEILLE.
La rémunération peut être élevée pour un
candidat de valeur.
Envoyer C.V. photo récente et rémunération
actuelle sous la référence 1032/M (à mentionner)
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

INDUSTRIALISATION (ORLÉANS)

La jeune filiale française (10 millions de francs de chiffre d'affaires)
d'un Groupe International spécialisé dans

LA MANUTENTION, L'AUTOMATISATION ET LE STOCKAGE

recherche

pour tout ou partie du programme suivant

- mise au point technique de ses matériels existants, en vue
de la série ;
- entrée en catalogue ;
- promotion des ventes ;
- constitution du réseau commercial ;
- doublement de l'usine ;
- acquisition de machines et outillages
(objectif : 20 millions de francs de chiffre d'affaires en 1979).

INGÉNIEUR ATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE

- 30 ans minimum ;
- homme d'entreprise ;
- formation Grande École ;
- expérience technique et (ou) commerciale ;
- excellente présentation ;
- capable de justifier son ambition d'accéder aux responsabilités
d'une direction, voire d'une direction générale.

Rémunération et avantages en conséquence.

Adresser curriculum vitae, photographie et prétentions en précisant les
domaines d'intervention, sous n° 8612, « LE MONDE » Publicité, qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures, qui seront traitées de manière
confidentielle.

مکان العمل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur général adjoint
banque Parisienne

P.M.E. 150 personnes, spécialisée dans la fabrication en moyenne série d'appareils électriques de série fine (industrie et marine) recherche son D.G.A.

Cet ingénieur d'un moins 35 ans, diplômé d'une grande école (Chimie, à 25 ans minimum) sera responsable de la réalisation d'objets de production (qualité, coûts et délais), de la politique commerciale et du contrôle budgétaire.

Il devra posséder une solide expérience de direction réalisée dans des conditions similaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et références sous réf. 129-M. Réponses et discrétion assurées.

Groupe Opera Sélection
8, rue de la Michodière - 75002 PARIS
Société d'Éditions, Garantie Illimitée

FONCTIONS TRÈS ACTIVES rattachées à PARIS

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Sté Industrielle, filiale d'un Groupe français regroupant plus de 100.000 personnes, nous concevons et fabriquons des matériels très performants, faisant intervenir des techniques de pointe variées. Notre marché est porteur; notre taux d'expansion élevé.

+ 320.000 F/an

UN RESPONSABLE DU SERVICE ÉTUDES ÉLECTRIQUES ÉLECTRONIQUES

Il participera à la conception et à la réalisation de nos matériels.

Il dirigera une équipe de 10 techniciens. Il sera en relation avec les sociétés clientes.

Diplômé d'une grande école, type ENSA, d'un excellent technicien réalisateur, ayant une expérience — 3 ans au minimum — de la responsabilité d'études; un animateur; un homme de contacts et de coordination.

La pratique de l'anglais est très souhaitable. Des connaissances en informatique, l'expérience en micro-processeurs, sont appréciées.

Réf. 71.485.

UN JEUNE ÉLECTRONICIEN

Il devra nous accompagner un NOUVEAU MÉTIER

en vue d'assurer la FORMATION D'ÉQUIPES DE MAINTENANCE de matériels très sophistiqués.

Stage de plusieurs mois en France et à l'étranger.

Age minimum: 25 ans.

Expérience de l'électronique rapide très appréciée.

Bonnes notions d'anglais indispensables.

Réf. 71.486.

SELE-CEGOS Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence correspondante, à R. VERDET, 864-CEGOS, 31, quai Gallieni, 91152 SURGENNES-CEDEX.

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Débutant

- Le candidat aura effectué des études commerciales supérieures.
- Après une formation commerciale générale, assurée par l'entreprise, il devra pouvoir prendre un poste d'attaché commercial dans l'un quelconque de nos secteurs de vente en France ou tenir un poste de Cadre Commercial devant vacant à notre direction commerciale.
- possibilités d'évolution au sein de la société.
- salaires x 13,3, avantages sociaux; frais remboursés.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à: Serge BAILLY Conseil 40, avenue Hoch - 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE CONSTRUCTION NUCLEAIRE recherche pour son SIÈGE PARIS PROCHE BANLIEUE OUEST DIVISION TRAVAUX

Adjoint du responsable chantiers exportation

Dans un premier temps, participer à l'élaboration des propositions et à l'organisation des chantiers en démarrage. Chargé ensuite d'étudier dans les pays industrialisés les possibilités offertes par les industries locales, pour la réalisation de montages et de certaines fabrications.

Bonne expérience de l'organisation de grands chantiers de montage à l'étranger, dans les domaines particuliers de la mécanique et de la tuyauterie. Anglais parlé et écrit, espagnol souhaitable. Disponibilité pour voyages fréquents à l'étranger.

responsable section études des montages sur sites

Conduire les études fonctionnelles aboutissant à l'élaboration des dossiers de montage d'équipement mécanique et électro-mécanique. Former le personnel technique pour les chantiers. Négocier les contrats de montage avec les fournisseurs et les sous-traitants. Animer une équipe de 15 personnes (ingénieurs et agents techniques).

Ingénieur diplômé formation mécanique complétée par notions d'électronique et génie civil, plus expérience de l'installation de grands ensembles industriels sur chantiers.

ingénieur électricien contrôle commande

Chargé de la préparation et du suivi au siège, des montages et de la mise en service sur site, d'installations électriques de contrôle commande couvrant les domaines suivants: installation électrique générale, instrumentation, régulation, automatisation.

Expérience dans le domaine du contrôle des réacteurs nucléaires sera appréciée.

Sup-Elec, E.N.S.I., ou équivalent, il aura acquis une expérience industrielle dans le domaine du contrôle commande d'au moins 8 ans dont 4 ans sur chantiers.

ingénieur process pour département essais

Chargé de la préparation, du suivi et du dépouillement des mises en service d'installations industrielles nucléaires.

Arts et Métiers, E.N.S.I., I.N.S.A. ou équivalent, il aura acquis une expérience confirmée (5 ans minimum) de ce type de fonction, acquise par la participation effective aux phases d'études et de construction de centrales électriques, thermiques ou nucléaires, ou d'installations industrielles comparables (secteur pétrochimique).

POUR CES TROIS CERNIERS POSTES, DES DEPLACEMENTS OU COURTE DURÉE SUR CHANTIERS EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER SONT À PRÉVOIR.

Ecrire en précisant le poste intéressé à No 3938 - Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INSTRUMENTS S.A.
JOBIN YVON

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT PHYSIQUE LE RESPONSABLE DE LA PRODUCTION DE SES RESEAUX DE DIFFRACTION

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

qui devra justifier une solide expérience de la fabrication

- Le candidat devra avoir des qualités confirmées d'organisateur.
- Il sera responsable des objectifs de la production: qualité, coûts et délais.

Ecr. avec C.V. détaillé, manuscrit, photo et présent.

M. DER AGOBAN
JOBIN-YVON
16-18, rue du Canal, 91160 LONGJUMEAU

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Siège Social PARIS recherche son

CHEF COMPTABLE

Minimum 30 ans - Titulaire ou niveau D.E.C.S.

Il participera à l'organisation et au contrôle de la comptabilité du siège parisien ainsi que des succursales et filiales provinciales.

Ce poste nécessite des déplacements fréquents en France de courte durée.

Env. C.V. et prêt. à n° 4.612 CONTESSÉ Publicité, 20, Avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, q. 17.

STATISTICIEN (ENSAE, ISUP)

Formation informatique (niveau maîtrise) et expérience nécessaires. Pour applications statistiques de la gestion automatisée.

Envoyer C.V. à: Division de la Statistique, Ministère de la Justice - 12, place Vendôme, 75002 PARIS CEDEX 01.

SOMEPOST recherche

INGÉNIEUR

INSA (G.E.) I.P.S.A. ou similaire.

Connaissances spécialisées en électromécanique pour études d'ensemble d'installations d'appareils de manutention.

Adresser C.V. et références à: 74, rue d'Arcueil 91160 LONGJUMEAU CEDEX.

ENGINEERING ASSISTANCE recrute pour postes stables en banque Sud Paris

2 AT3 OU ATP

Compétences confirmées Electro-Chimie et traitement de surfaces. Téléphones: 657-84-48.

STÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET REALISATIONS

Imp. ensembles industriels rech. pour son siège Paris (très proche banlieue Sud)

EMPLOYÉ (E)

pour service contrôle factures et mandatement. Particulièrement au courant des révisions de prix et des aspects des taxes.

Adr. C.V. et prêt. n° réf. 7.428 P. LICHAU S.A. - 10, r. Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILES recherche

COMPTABLE

Comptabilité générale jusqu'au bilan GARAGE ROUSSEAU 11, rue Rousseau - PARIS 17^e Tél. 272-28-87

Dans le cadre de son expansion

CHRYSLER FRANCE
POISSY

recherche

ingénieurs débutants

LIBERES DES OBLIGATIONS MILITAIRES.

Les candidats retenus seront diplômés d'une école d'ingénieurs (Arts et Métiers, INSA, ENSAM ou équivalent) et posséderont une très bonne connaissance de la langue anglaise.

Durant une période d'environ 2 ans des affectations successives dans différents secteurs d'activité permettront aux candidats retenus d'acquérir une expérience pratique et d'accéder ainsi à des postes de responsabilité dans l'un des secteurs suivants:

- études
- achats
- production
- méthodes et installations

Adresser dossier de candidature manuscrit (C.V. + photo) à CHRYSLER FRANCE - Administration du Personnel centralisé cadres et ATAM, 45, rue Jean-Pierre Timbaud - 78307 POISSY.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION opérant en multiples pays européens et africains FACTURANT EN MULTIPLES MONNAIES RECHERCHE POUR SES BUREAUX (SUD DE PARIS)

- UN COMPTABLE** (AYANT 3 A 5 ANNÉES D'EXPÉRIENCE)
 - Comptabilité Générale.
 - Comptabilité Générale anglo-américaine.
 - Préparation de données informatiques.
 - Préparation d'états financiers en vue de consolidation.
- UN TRÉSORIER** (AYANT 3 A 5 ANNÉES D'EXPÉRIENCE)
 - soit dans société similaire, service trésorerie soit dans Banque, services étrangers/chèques.
 - Gestion trésorerie (encaissements, virements, opérations de change, dépôts à terme).
 - Centralisation écritures - mouvements de fonds.
 - Préparation de situations hebdomadaires et mensuelles de trésorerie.

CEUX DEUX POSTES CONVIENT A:

- Jeune homme ou jeune fille 25/30 ans environ.
- Niveau probatoire DEC.
- Parlémentaire bilingue Anglaise / ayant séjours en France.

ENVOYER CV ET PRÉTENTIONS A: CORBEN S.A., 67, rue de Temple, 75004 PARIS, qui transmettra

ALUMINIUM PECHINEY recherche

3 JEUNES INGENIEURS DE GRANDES ECOLES

ayant éventuellement DOCTORAT, métallurgistes ou physico-chimistes pour

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Après quelques années en recherche et développement poursuite de carrière dans d'autres domaines.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

Important Cabinet

ADMINISTRATION DE BIENS ASSISTANT

position cadre

ayant plusieurs années expérience gestion immeubles, bureaux, industries, commerciaux. Expérience co-propriété et immeubles-tours appréciée.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à W.G.S., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Importante Société - Industrie Lourde - Paris - CA annuel 1,8 Milliard recherche pour son département études économiques et commerciales

UN JEUNE DIPLOMÉ

grande école

Formation:

- Ingénieur ou école supérieure de commerce ou licence Sciences Economiques

Définition du poste:

- analyse de marché du produit, prévision de consommation.
- programme de la société.
- études de marchés divers.
- 13,3 mensualités, avantages sociaux, restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, à Serge BAILLY Conseil - 40 avenue Hoch - 75008 Paris

CENTRE D'ESSAIS à Saint Remy les Chevreuses, recherche

ingénieur

- A et M (ou équivalent).
- 3 à 5 ans d'expérience dans l'industrie (bureaux d'études ou fabrication).
- bonne connaissance en électronique expérimentale.

Envoyer C.V., salaire actuel et photo à

Raymond S. ELKIN
Conseiller en relations humaines
82, rue de Bagneux - 75020 Paris

WILD + LEITZ FRANCE recherche

UN JEUNE CADRE

de formation commerciale, type I.C.T., et possédant une expérience de la vente d'un moins 2 ans de préférence auprès des détaillants et des grandes surfaces.

Connaissances en gestion et en langue allemande souhaitées.

Domicilié à PARIS ou dans la Région Parisienne, il sera chargé de missions ponctuelles dans toute la France.

Env. C.V. et prétentions à WILD + LEITZ FRANCE, Service du Personnel, 88, avenue du 18-Juin-1940, 92306 RUELLY-MALAKOFF.

Organisme important recherche

DÉLÉGUÉS

- Bonne formation générale
- Expérience de la vente
- Age minimum 30 ans
- Possédant voiture
- Déplacements en province courte durée mais fréquents.

CONNAISSANCE Assurance maladie appréciée.

SITUATION STABLE ET D'AVENIR

Adresser C.V. et photo sous réf. 1040 à INTER P.A. Boite Postale 508, 75006 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ECHAFAUDAGE METALLIQUE ET ETAIEMENT recherche

jeune ingénieur ETP ou similaire

- Cet ingénieur devra être capable, après une période de formation, d'assurer un poste technique-commercial sur la Région Parisienne.
- Une expérience de 2 à 3 ans en chantiers est souhaitable pour connaître le milieu entrepreneur, T.E., architectes etc.
- L'évolution du poste est certaine pour tout élément dynamique.
- La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence: 887-M. Réponses et discrétion assurées.

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

مكتبة النخيل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INGÉNIEURS

(X, CENTRALE, A. & M.)

Une importante Société d'ingénierie et de construction nucléaire vous propose un poste de

direction de chantier

VOTRE RÔLE :
• étudier en charge la direction technique des différents travaux et pour cela assurer une équipe de cinquante ingénieurs et techniciens,
• assurer sur le site les relations avec le client,
• assurer (assisté d'un spécialiste) la responsabilité de la gestion administrative et budgétaire du chantier.

VOTRE PROFIL :
• vous avez une expérience confirmée (5 ans minimum) dans la conduite de chantiers de grandes installations électro-mécaniques (centrales thermiques - pétro-chimie - usines chimiques en main).

VOTRE LIEU DE TRAVAIL :
• un chantier de longue durée (3 à 5 ans) en France ou dans un pays limitrophe,
• la réussite dans ce poste est, outre de larges perspectives d'évolution de carrière.

Ecrire à No 3924, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ D'IMPLANTATION NATIONALE

recherche LIBRES RAPIDEMENT

1) UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

CHEF DE PROJETS

pour études et coordination T.C.E. d'importants projets de bâtiments.

Une formation supérieure jointe à une expérience de 5 ans minimum, si possible en entreprise, est indispensable.

Solides connaissances en structures gros œuvres, esprit de recherche et d'initiative.

2) DES INGÉNIEURS TRAVAUX

CONFIRMÉS

pour direction d'importants chantiers de bâtiments en Région Parisienne et en Province.

Les candidats doivent être capables de traiter tous les problèmes de chantiers, en particulier connaître la construction T.C.E., les prix et leur mode d'établissement, l'entretien, l'entretien et comptabilité des chantiers, la coordination et le pilotage.

Ils devront en outre posséder la sensibilité de l'organisation et d'encadrement ainsi que le goût des contacts humains.

Une expérience en entreprise générale serait vivement souhaitée.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à :
No 3981, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. 1.

études comptables et consolidation

BSN-Gervais Danone recherche l'animateur du Service d'Études Comptables et de Consolidation au niveau de l'ensemble du Groupe.

Sa mission :

- Superviser l'équipe chargée de la consolidation et des études comptables.
- Faire évoluer les méthodes de consolidation et développer leur utilisation dans le Groupe.
- Préparer les éléments comptables d'information périodique au niveau de la Direction Générale.

Placé sous l'autorité du Directeur des Comptabilités, ce poste sera confié à un diplômé d'Études Supérieures + D.E.C.S. minimum, qui aura acquis une solide expérience, notamment en matière de consolidation. Un passage de quelques années dans un cabinet d'audit agréé-euron constituerait un complément apprécié.

Lieu de poste : Paris.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 03 à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

bsn, gervais danone

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (1.800 PERSONNES) LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE - RATTACHÉE À UN PUISSANT GROUPE RECHERCHE POUR SON SIÈGE PARIS

CHEF DU SERVICE GESTION DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat ayant une solide expérience dans le domaine du personnel et des qualités de contact, de rigueur et d'autorité personnelle.

Il assurera une petite équipe chargée :
• d'analyser les divisions opérationnelles pour tous problèmes de gestion de personnel (recrutement, promotions, mutations, prévisions d'effectifs...);
• d'effectuer des études et de tenir des tableaux de bord.

SITUATION STABLE POUR CANDIDAT QUALIFIÉ.

Age minimum souhaité 45 ans.

Ecrire sous référence WM 428 AM.

TRÈS IMPORTANTE GROUPE INDUSTRIEL PARIS-LA DÉFENSE - RECHERCHE

CADRE SERVICE ACHATS HAUT NIVEAU

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant une solide expérience achats biens d'équipement (et si possible matières premières, énergie...), capable de négocier et de gérer des contrats importants.

SITUATION STABLE ET D'AVENIR POUR CANDIDAT TRÈS QUALIFIÉ.

Ecrire sous référence OE 432 AM.

IMPORTANTE GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - SECTEUR INDUSTRIE LOURDE - PLUSIEURS USINES EN FRANCE - L'ÉTRANGER OFFRE LARGES POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE A.

INGÉNIEUR AM

débutant ou ayant quelques années d'expérience en mécanique, témoignage de "qualité d'homme d'action", ayant le goût de la technique, acceptant la mobilité tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions.

Il se formera dans les usines du groupe en ayant des activités variées (production, entretien, travaux neufs), afin d'acquies l'expérience lui permettant d'assumer rapidement des responsabilités importantes.

Ecrire sous référence FF 433 AM.

Ecrire en précisant la référence

4, rue Massenet 75016 PARIS

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARIS RECHERCHE

CADRE FINANCIER

Capable de collaborer à des missions variées : analyse financière de sociétés, gestion de portefeuilles et de trésorerie, établissement de dossiers de crédits, etc.

POSTE INTÉRESSANT ET FORMATEUR DANS GROUPE DE PREMIER PLAN AU SEIN DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION GÉNÉRALE

pour candidat, formation supérieure, ayant suivi deux ans d'expérience au sein d'une direction financière ou d'une banque.

Ecrire sous référence TV 424 AM.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE RÉGION RHÔNE-ALPES (3.000 PERSONNES) RECHERCHE

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Ce poste conviendrait à un candidat formation supérieure ESSEC - SUP de CO - Expert Comptable ou niveau équivalent. Apport de solides compétences en comptabilité analytique, gestion prévisionnelle, mise en œuvre de moyens modernes de gestion, acquies grâce à une expérience de 10 ans environ en milieu industriel. Il dirigera les services de comptabilité analytique et générale et il participera activement au développement de l'utilisation de l'informatique.

Remunération : 110.000 F +

Ecrire sous référence RH 434 AM.

IMPORTANT PRODUCTEUR FRANÇAIS TUBES ET RACCORDEMENTS EN ACIER INOX - PARIS OFFRE POSTE DE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

RESPONSABLE SECTEUR ET CLIENTÈLE : INGÉNIEUR CHIMIQUE ET PÉTRO-CHIMIQUE

Ce poste peut convenir à un candidat, formation supérieure, ayant des connaissances techniques nécessaires, ayant des qualités de négociation et une expérience technique-commerciale.

Il aura la responsabilité de négocier et gérer des affaires sur devis avec une clientèle de haut niveau.

REMUNÉRATION IMPORTANTE POUR CANDIDAT DE VALEUR.

Ecrire sous référence VI 435 CM.

Ecrire en précisant la référence

4, rue Massenet 75016 PARIS

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

direction assurée

MECANIQUE

Société Mécanique industrielle en expansion recherche :

1 Directeur Administratif et Financier : Il sera chargé des questions administratives, financières, comptables et de gestion du Personnel du Groupe. Poste à pourvoir : Paris (Sud).

1 Directeur Commercial : chargé de promouvoir les ventes d'une gamme de produits normalisés destinés aux industries mécaniques et de grandes séries, ayant bonne connaissance des réseaux de distribution des fournitures industrielles en France. Poste à pourvoir : Paris (Sud).

Chefs de ventes : responsables régionaux pour le vente des produits précédents.

3 Directeurs de Production : chargés chacun de la direction d'une usine et de la production de machines spéciales automatiques et de pièces mécaniques. Trois postes à pourvoir : Paris (Sud), Troyes et Bayeux.

1 secrétaire trilingue ou 2 secrétaires bilingues (anglais/allemand) Poste à pourvoir : PARIS (Sud).

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à BRIO service 3243 - 5, place des Victoires - 75001 PARIS qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE

Appartenant à un groupe financier de premier plan recherche pour son réseau d'agences de Paris

1° DIRECTEUR D'AGENCE

Formation universitaire, solide expérience bancaire exigée, classe V et au-delà. Le candidat retenu devra prendre en charge et développer une clientèle de particuliers et d'entreprises de haut standing.

2° GRADÉS (ÉES) D'AGENCE

CLASSE III

Connaissances approfondies des opérations de crédit en agence. Développement de carrière vers l'exploitation pour un candidat attiré par les activités commerciales.

Ecrire avec C.V. manuscrit, prétentions et photo, No 3981, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. 1.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL EQUIPEMENTS DE TELECOMMUNICATION

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

Groupe Industriel Français de Biens d'Équipement

recherche pour son

CENTRE DE RECHERCHES (Région Parisienne)

re

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION D'ENSEMBLES COMPLEXES D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES, on recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN DIPLOMÉ

- Le candidat âgé de 30 ans environ aura des connaissances et une expérience acquises de préférence en bureau d'études dans le domaine :
 - des machines spéciales
 - engins de levage (calcul de résistance des matériaux)
- Il s'intégrera dans une équipe technique au sein de laquelle il aura la responsabilité d'une partie des équipements et sera chargé de la réalisation des spécifications, du suivi des études et des relations avec les sous-traitants.
- Il aura nécessairement des aptitudes à la rédaction et aux relations d'affaires.
- Le salaire motivant tiendra compte des aptitudes et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 70301 à P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

MÉDECINE DU TRAVAIL
Région Ouest de Paris
recherche :

ATTACHE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- pour :
 - coordonner et planifier les nombreuses interventions en entreprise d'une équipe de 23 médecins
 - superviser la maintenance des matériels et les stocks de fournitures
 - assurer des missions personnelles dans le cadre de relations extérieures avec les entreprises.
- Ce poste implique :
 - une expérience de plusieurs années acquise, par exemple, dans la gestion du personnel
 - des connaissances en droit du travail.

Adresser directement C.V. et prétentions s/réf. 4774077 30, rue de Mogador 75009 PARIS

Centre de Psychologie Appliquée



SYSTÈMES ET SERVICES INFORMATIQUES

800 personnes dont une majorité de cadres. Le Département du Personnel pour renforcer son équipe cherche :

ASSISTANT DE PERSONNEL

- Il sera associé aux objectifs généraux de la Direction du Personnel et plus particulièrement chargé de la Rémunération. Il devra :
 - réaliser et exploiter les enquêtes de salaires,
 - proposer une politique de rémunération à court et moyen terme puis élaborer les outils de gestion correspondants,
 - suivre au plan individuel l'application effective de cette politique.

Une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction Personnel et la maîtrise de l'anglais nous semblent les conditions nécessaires pour ce poste. La personnalité du candidat que nous recherchons doit lui permettre, après sa réussite prouvée à ce poste, de prétendre à des fonctions élargies au sein de la Direction du Personnel.

Envoyer votre C.V. à M. GARY CONTROL DATA 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12

UN JEUNE INGÉNIEUR PLANNING

Vous débutez ou vous avez une première expérience professionnelle. Le planning vous intéresse ainsi que l'ingénierie.

Nous vous proposons d'entrer au sein de l'une de nos divisions d'études d'installation. Placé sous la responsabilité d'un ingénieur chevronné qui vous formera ou vous perfectionnera (notamment en informatique), vous participerez à l'établissement et à l'exploitation de nos plannings d'études.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE CONSTRUCTION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS implantée à Paris, leader sur notre marché, nous avons les moyens de vous offrir de réelles possibilités d'évolution à la mesure de vos aspirations.

Ecrire sous référence 6402 à PUBLIPANEL 20 rue Richer, 75441 Paris Cedex 09 qui transmettra.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION DE PANNEAUX ET MATÉRIAUX ISOLANTS

Filiale d'un important groupe français recherche dans le cadre du développement de sa direction Industrie

Un ingénieur des ventes

ayant une expérience confirmée dans le milieu industriel. La nature de cette fonction commerciale demande une bonne formation scientifique ou technique.

Déplacements fréquents en province. Poste à pourvoir immédiatement dans la région parisienne.

Adresser C.V. manuscrit photo et prêt. s/réf. 7429 à P. LICHOU S.A. 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

directeur du département administration export

Au sein d'une importante entreprise de services (banlieue sud-ouest de Paris), il :

- dirige 60 personnes assurant la gestion de contrats à l'exportation ;
 - organise et fait appliquer les procédures permettant une action efficace ;
 - assure les liaisons avec les exportateurs pour les assister dans leur action.
- C'est un homme de 35 ans minimum, Sup. de Co., licence en droit ou sciences éco., ayant acquis une bonne expérience (vente ou achat) du commerce international en biens de consommation, par exemple, procédures, usages, tarifs, de la gestion administrative d'un département et de la direction des hommes.

Il parle et écrit l'anglais couramment. Ecrire à Y. CORCELLE s/réf. 3147 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-ULIE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

NOUS SOMMES UN GROUPE MÉTALLURGIQUE FRANÇAIS (MÉTALLS NON-FERREUX) DE TAILLE INTERNATIONALE

Le chef de notre service marketing cherche pour Paris un adjoint

ingénieur responsable des études de marché

Cet ingénieur ECP ou AM, d'au moins 28 ans, a trois ans d'expérience d'études de marché de produits industriels de base : métallurgie, verre, chimie, dans une société internationale ou en cabinet.

Sa mission : conduire les études de marché de nos produits ; établir les prévisions d'évolution à l'aide de modèles économiques et d'analyses statistiques ; fournir à la direction commerciale les documents de synthèse permettant de définir sa politique commerciale et sa politique produits.

Ce poste nécessite de brefs déplacements à l'étranger et la pratique courante de l'anglais. Ecrire à Y. CORCELLE s/réf. 3107 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-ULIE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

JEUNES HEC, ESSEC, SUP DE CO

Une importante Société pétrolière recherche de jeunes HEC, ESSEC, Sup de Co intéressés par une carrière dans la distribution.

Après une période de formation dans une direction régionale, ils pourront évoluer vers des postes de responsabilité "marketing" ou de gestion des ventes. Une première expérience professionnelle serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 7510-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

POUR LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS EUROPÉENS

Nous recherchons

ANALYSTE PROGRAMMEUR SUR 360/370

A la recherche d'une ambiance de travail privilégiée l'esprit d'équipe.

Une bonne pratique du Cobol et de l'assembleur est exigée. Préférence sera donnée au candidat ayant une première expérience CICS/DBL 1 et parlant ALLEMAND. Horaire variable, restaurant d'entreprise, 13 mois 1/2, accès par métro.

Adresser dossier candidature sous n° 96596 B

17 rue de Valenciennes 95000 CERGY-PONTOISE

CADRE DE VENTE DE HAUT NIVEAU POSSÉDANT UN INTÉRÊT MARQUÉ POUR LES PROBLÈMES HUMAINS

L'homme que nous recherchons doit combiner à un degré peu commun l'aptitude à comprendre les autres et le talent de présenter avec conviction les solutions qu'il propose.

Il doit être capable de montrer un solide bilan de réussite et sa maîtrise, appuyée sur au moins 20 ans d'expérience des affaires, doit s'affirmer immédiatement. Le candidat retenu - totalement bilingue français-anglais - trouvera une carrière passionnante (pas seulement un "job") dans notre firme, bien implantée, en rapide expansion, spécialisée dans le domaine des ressources humaines.

Toutes les réponses seront traitées tout à fait confidentiellement, et envoyées sous le n° 823 à « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, Paris (8^e).

Société de construction et vente de matériels agricoles (C.A. 130 millions dont 45 % à l'exportation) Ville Universitaire Sud Paris recherche :

CADRE DE VENTE

POUR SON DÉPARTEMENT EXPORTATION Anglais courant (allemand apprécié) Expérience du commerce extérieur souhaitable. Nombreux déplacements de courte et moyenne durée. Responsabilité, large autonomie d'action. Rémunération en rapport avec le niveau du poste. Équipe jeune et dynamique.

Ad. C.V. dét. photo et prêt. sous numéro 3.065, Contesse P., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

Organisme de Conseil ET DE FORMATION Intervenant auprès des PETITES & MOYENNES ENTREPRISES

(25 ingénieurs) crée le poste de

Responsable

de la

Promotion des Services

et s'adresse à un cadre de Formation Supérieure, âgé au moins de 35 ans, ayant une expérience de la PME et de la VENTE DE SERVICES INTELLECTUELS aux Dirigeants d'Entreprises. Cette première mission peut évoluer dans la Société vers des responsabilités de Marketing ou d'Enseignement.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1289 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Une importante Banque internationale recherche pour son service

Etudes Informatiques à PARIS

analyste CONFIRMÉ

Il sera responsable de l'analyse et de la programmation d'applications comptables.

Le candidat devra posséder :

- une formation supérieure,
- une expérience informatique de 2 à 3 ans d'analyse programmation dans le secteur bancaire sur des applications comptables,
- de bonnes connaissances d'Anglais.

La rémunération de l'ordre de 70.000 F sera fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 12.003 à HAVAS CONTACT, 156 boulevard Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 5000 K chacun,
- UN 370/168 - AP de 6000 K,
- 550 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 11.979-M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081-Paris-La Défense.

GIE

IMPORTANT LABORATOIRE recherche

ANIMATEUR

pour son équipe Visiteurs Médicaux.

- Nous lui demandons :
- d'être dynamique, enthousiaste,
- d'avoir un sens pédagogique développé,
- d'avoir un excellent contact,
- d'être domicilié dans la région parisienne et d'envisager des déplacements fréquents.

Env. a.v. détaillée, photo s/réf. n°49806 Havas Contact 156 Bd Haussmann 49807 Paris qui transmettra.

Importante société d'engineering chimique

ingénieurs de projet

Grandes Ecoles. Ayant au moins 3 ans d'expérience d'ingénierie, et susceptibles de participer à la gestion des contrats importants de la Société sur des marchés extérieurs.

Déplacements à l'étranger de durée variable.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par information Carrière SVP 11.11 qui donne en rendez-vous aux candidats concernés.

On peut aussi adresser son dossier, Réf. 992 85, avenue de Wagram 75017 Paris

IMPTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE proche BANLIEUE SUD recherche

TECHNICIEN CONFIRMÉ

ou

JEUNE INGÉNIEUR

(3-4 ans d'expérience) pour fonction qualité et support logiciel télécommunications

- expérience d'au moins 2 ans dans ce domaine exigée ;
- une expérience en programme de tests télécommunications serait appréciée ;
- anglais parlé indispensable.

Envoyer C.V. manuscrit sous réf. 04.384 à Mlle OLIVIER, 418, av. du Général-Leclerc, 92090 FONTENAY-AUX-ROSES.

COLLINS RADIO FRANCE recherche pour ses services commerciaux (basée à Rungis)

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Transmissions spécialisé dans les télécommunications hertziennes

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Constitution de circuits

UN INGÉNIEUR

Chargé de l'ordonnement des propositions techniques

Pour tous ces postes il est exigé :

- une formation supérieure (X, télécom, SUPélec),
- une expérience (3 ans minimum) orientée vers la vente et la négociation à haut niveau,
- une excellente connaissance de l'anglais.

Voyages à prévoir en Afrique et aux U.S.A. Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi, à :

COLLINS 40, rue de Montigny, S.I.C.127.94.523 RUNGIS CEDEX

SOPRA CONSEIL ET ASSISTANCE EN INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEURS EN INFORMATIQUE

- Expérimentés en système grande diffusion type IBM 3 / G.A.P.
- Débuteurs issus d'Ecoles Ingénieurs telles que INSA, INSEEN etc., ayant suivi des stages pratiques durant leur formation - pratique COBOL indispensable.

ANALYSTES PROGRAMMEURS ET PROGRAMMEURS

- Connaissant au moins l'un des systèmes suivants : IBM 3 G.A.P. - IBM 370 OS COBOL ou PLI - HB.61 - 62 - 64.

Tous ces postes sont à pourvoir en région parisienne. Déplacements possibles en France ou à l'étranger.

Envoyer CV et prétentions à Mme C. HEISSAT SOPRA, 90, rue de Flandre 75019 PARIS

هكمان النفل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

banque

Banque Internationale, recherche
**RESPONSABLE
DE LA GESTION ADMINISTRATIVE
CREDITS INTERNATIONAUX**
Classe IV ou V
• chargé de la mise en place et du suivi
administratif des crédits en euro devises,
• contacts avec les banques, • Connaissances
comptables exigées. • Anglais
courant.
(réf. 7544/M)
**GRADE DE BANQUE
Classe III ou IV**
pour analyses de bilans, critiques
crédit.
(réf. 7545/M)
Ecrire avec C.V. détaillé, photo et préten-
tions sous réf. correspondante à I.C.A.
qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

COMPTABLES

Schlumberger
groupe électricité
électronique recherche.

jeune ingénieur
de vente

Obtenant sa première expérience
Electrotechnique de préférence ESE
connaissant l'Anglais.
Dans une première affectation nous ferons
appel à votre vocation commerciale et
à vos compétences techniques pour assu-
rer la promotion et la vente de nos produits
destinés aux grands projets de l'industrie
électrique et électronique.
Mettez dans votre lettre de candidature
l'accent sur vos qualités personnelles et
sur vos projets d'orientation dans 5-10
ans et adressez-la à :
Comptables Schlumberger - Direction du
Personnel du Groupe électricité électro-
nique - BP 120 - 92124 Montrouge Cedex.

Installés dans la Banlieue Sud de Paris,

nous sommes spécialisés dans la fabri-
cation de produits pour la conditionne-
ment des liquides alimentaires et des
aérosols.

UN INGENIEUR CHIMISTE

Diplômé Grande Ecole
et ayant quelques années d'expérience industrielle
Il prendra en charge, dans le cadre de notre
usine à fabrication de grand rendement, le labo-
ratoire de contrôles et de développements relatifs
à la transformation des métaux en feuilles et
des plastiques.
La connaissance de l'Anglais sera appréciée.
Ad. lettre manuscrite, C.V. détaillé, réf. n° 3789,
CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01
qui transmettra.

DROIT
DES AFFAIRES

Un important groupe financier recherche un
JURISTE possédant une formation supérieure
et une solide expérience de la vie des affaires,
françaises et internationales.
Il sera chargé de l'étude de problèmes ju-
ridiques complexes et diversifiés ; notamment
ceux liés à la réalisation de montages finan-
ciers préliminaires à la rédaction de contrats.
Les candidats devront posséder le sens des
responsabilités et un intérêt marqué pour la
négociation de haut niveau ; une bonne maîtrise
de la langue anglaise est indispensable.
Il s'agit d'un poste évolutif, au sein d'un service
en développement, offrant à un candidat
de valeur - de larges possibilités d'évolution.
Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à :
Mme COLBERT - 78, av. Albert Bartholomé
92015 PARIS
qui garantira une totale discrétion.

Publicis Conseil

recherche
**Chef de publicité
CONFIRMÉ**
• Formation Grande Ecole de Commerce ou
Universitaire (Sc. Eco., Sc. Po.,...)
• 4 ans d'expérience effective en Agence de
Publicité.
Ce poste de responsable de budgets est évolutif
et à pourvoir rapidement.
Lettre + C.V. + photo à : J. MOULIN, PUBLICIS
CONSEIL, 35, r. du Parc, 92200 Neuilly-s-Seine.

EUROMARCHE

Groupe en pleine expansion
recherche
**4 CHEFS
COMPTABLES**
(pour région Parisienne et province)
cette fonction conviendra à tout homme ayant :
- DECS ou diplôme équivalent.
- Expérience informatique confirmée.
Les candidats n'auront pas moins de 25 ans
et devront posséder un sens de l'organisation
du travail et du contact humain.
Ce poste réclame une forte personnalité et
un dynamisme caractérisés.
La rémunération sera déterminée en fonction
des aptitudes des postulants.
Envoyer C.V., prétentions et photo à :
EUROMARCHE
Monsieur GILLES
180 RN7 - 91200 ATHIS-MONS

SOCIETE INTERNATIONALE

située à CRETEIL recherche
pour ses
SERVICES INFORMATIQUE
PUPIREUR
confirmé
EXPERIENCE IBM 3/10 on 32
langage GAF II
Possibilités de décentralisation en région
RHONE-ALPES à moyen terme (6 mois)
susceptible de déboucher sur la respon-
sabilité du service informatique d'une unité
de production.
Ad. C.V., photo et prétent. se réf. 2672/MS
MINET Fabrice 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS qui transmettra

CABINET D'ETUDES

recherche
pour son département études qualitatives et
marketing
CHARGE D'ETUDES HOMME
25 ans minimum, 2 à 3 ans exp. lib. ingénieur.
13, rue de Valenciennes, 75008-PARIS.
TEL : 287-31-48.

SPRAGUE FRANCE

Filiale société américaine - Usine à Tournai recherche
pour ventes COMPOSANTS ELECTRONIQUES
INGENIEURS TECHNIQUE-CCIAUX
Diplômés Grande Ecole - 2 à 3 ans expérience
nécessaires. Connaissances anglaises souhaitées.
Envoyer C.V. et prétentions
2, av. Aristide Briand
92220 BAGNEUX.

2 JEUNES INGENIEURS

TECHNIQUE-COMMERCE
formation en électronique, pour
ses départements : électronique
mécanique (électronique, mécanique,
électronique), recherche scientifique
(mesures en mécanique des fluides,
électronique, etc.). C.V. avec
photo à :
DISA ELECTRONIQUE
3, rue Lénine
91120 PALAISEAU.

STE INTERNATIONAL

EXPANSION, recherche
pour Division Européenne
basée à Paris-Quest
ACHETEURS
ayant plusieurs années d'expé-
rience dans le développement et
l'achat de matériel de
petits conditionnements C.V. avec
photo à :
Le poste implique de nombreux
contacts à l'étranger avec les
fournisseurs et les directions
des filiales.
Les candidats doivent posséder
général, d'une connaissance
suffisante de l'anglais ou, par
défaut, être disponibles pour ac-
complir de courts déplacements
en Europe.
Les appointements offerts dé-
pendent directement de l'expérience acquise.
Envoyer C.V. et prétentions
sous réf. E.I. SYNERGIE
10, rue Barbette, 75003 PARIS

RESPONSABLE

COMPTABILITE
GENERALE
ET ANALYTIQUE
R.M. : 2280
Le candidat doit justifier :
• d'une expérience de 3 ans
en entreprise,
• de l'aptitude au commande-
ment,
• l'Anglais sera apprécié.
Envoyer C.V. détaillé, photo,
prétentions, sous références pré-
citées à :
J.M. CONSEIL
2, avenue du Maréchal-Poch
92244 - FONTENAY-AUX-ROSES

ATTACHE CCIAL

capable de développer
et animer son département
vente chaux.
Prêt, dynamique et capable
de gérer une équipe.
C.V. détaillé, photo, préten-
tions, sous références pré-
citées à :
J.M. CONSEIL
2, avenue du Maréchal-Poch
92244 - FONTENAY-AUX-ROSES

travail à domicile

Demande
J.F. 23 a., dessinatrice P.E.
typographe et écrivain, rech.
travail domicile tous s. schémas.
Ecr. Lamare J., 32, bd
Stalingrad, 94000 Châteaufort.

représent. demande

Vendre à l'étranger, c'est avant
tout faire passer les produits
par les hommes dans le pays
d'exportation.
Voulez-vous ouvrir une filiale,
une agence générale ou une
représentation en Allemagne
fédérale ?
Je vous offre mon activité.
Rég. BIENNAIS,
La Gaudière, 95430 VIGNY.

représentation offres

LogAbax

graphique
recherche
**REPRESENTANTS
EXCLUSIFS**
ayant une bonne expérience dans la vente de
MACHINES OFFSET PETIT FORMAT
et matériels ou produits pour l'imprimerie et
les arts graphiques
RÉGION PARISIENNE
Adresser C.V. et prétentions sous référence 148 A
Direction du Personnel,
77, avenue Aristide-Briand, 94110 ARCUREL.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
RECHERCHE
POUR SA DIRECTION GÉNÉRALE À PARIS
**SECRÉTAIRE
CONFIRMÉE**
NIVEAU ETUDES SUPÉRIEURES
Adresser C.V. et prétentions s/réf. 789/M à
SWENERT, B.P. 285, 75044 PARIS CEDEX 09, q. 12.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

MONTEUR
proche Porte d'Orléans
DIRECTION COMMERCIALE
**SECRÉTAIRE
BILINGUE
ALLEMAND**
Débutante acceptée.
Sténodactylo française
indispensable ainsi que
de très bonnes
connaissances d'anglais.
Horaire variable.
Restaurant entreprise.
12 mois - mobile.
Tél. pour R.V. 293-45-25
ou adresse C.V. et prétent.
sous référence 2966
SERP 62, bd. Malesherbes,
PARIS (8^e).

SECRÉTAIRE TECHNIQUE

pour bureau d'études fabri-
cateur d'accessoires pour automobiles,
à Paris-15. Expérience dans
fonction analogue souhaitée.
Adresser candidature, n° 3654,
21, bd. Bonne-Nouvelle, Paris-2.

Secrétaires

de direction

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Excellent niveau
Capable rédiger correspondance
courante et organiser classe-
ment, ayant bonnes connais-
sances des langues anglaise et
espagnole.
Adresser candidature manuscrite
avec C.V. et prétentions à :
n° 4218 ANPP P.A. 35, rue
Général-Foy, 75008 PARIS

HOPITAL PSYCHIATRIQUE

DE SECURITE
Direction confirmée, expé-
rience, Constatation.
Dr L. GAL
Tél. : (01) 74-24-07

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

EXPERIMENTÉE
Libre rapidement.
Avec responsabilité, initia-
tive.
Excellente présentation.
Absence société, éducation.
Capacité d'analyse et rédiger
courrier et rapports.
Sérieux, esprit, des problèmes
de direction pour appuyer
collaboration intelligente à
un patron P.D.O.J.
Très bonne sténodactylo en
français et en anglais.
Connaissances allemand ap-
préhensibles.
Situation stable convenable-
ment rémunérée pour candi-
date capable.
Lieu de travail :
Métro Mairie-de-Ville
Adresser candidature manuscrite
photo à :
PUBLIFOP, 70, r. de Richelieu
PARIS-2 qui transmettra.

enseignement formation professionnelle

Alexandre l'Américain
à l'American Center,
261, bd Raspail-14.
Tél. : 423-47-26.
Cours du soir, Conversation.
Interprétation Immédiate.
Début de la nouvelle session :
25 avril.

demandes d'emploi

CADRE

ADMINISTRATION - COMMERCIALE F.
47 ans - bonne pratique anglaise
Ayant assumé tâches multiples encadrement :
relations commerciales, organisation administra-
tive, coordination de services.
Conception, gestion supports d'information.
Longue expérience Direction organisme place-
ment immobilier collectif.
RECHERCHE POSTE
ADJOINTE DIRECTION ADMINISTRATIVE
COMMERCIALE P.M.E. ou Société de Services
Déplacements acceptés (France + étranger).
Ecrire sous le n° 4094 à CONTESSÉ Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui te.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

SPECIALISÉ EN EXPANSION
ET RECRUTEMENT D'ENTREPRISE
- Belge, 48 ans, universitaire, Harvard Management
Program ;
- 8 années d'expérience de Direction Générale
au niveau international ;
- Expérience en restructuration des structures, en
démocratisation et acquisition de sociétés ;
- Langues parlées et écrites : français, anglais,
italien ;
- Bonnes connaissances de l'allemand.
Cherche poste de Directeur Général dans firme
française ou une de ses filiales en Italie ou en
Angleterre.
Ecrire c/o B. Gilson, avenue des Tournelles, 25,
B-1150 BRUXELLES (BELGIQUE).

EXPORT

INGENIEUR GRANDE ECOLE
34 ans, célibataire
- Six ans expérience vente machines ;
- Anglais, allemand courant ;
- Bonne connaissance marketing ;
- Organisation et administration ;
- Déplacements étranger acceptés ;
recherche
POSTE INGENIEUR D'AFFAIRES
Ecrire HAVAS ORLEANS n° 113388.

SPECIALISTE PHOTO-INTERPRETATION

TELEDETECTION
en cours de formation à l'I.T.O.N. après un
deuxième cycle d'études supérieures.
Apte aux travaux d'aménagements tant ruraux
qu'urbains
utilisant les techniques graphiques, informatiques,
thématiques dans les domaines suivants :
- Géomorphologie ;
- Inventaire des ressources naturelles ;
- Étude du milieu humain ;
- Gestion rurale ;
- Projets d'implantation, protection des sites, etc.
Disponible à partir de juillet 1977.
Ad. M. DAVALLIO,
Ecole Nationale des Sciences Géographiques,
division des stages, 2, avenue Pasteur,
tél. 374-12-15, poste 470.

PHARMACIEN

- Licencié en Sciences Économiques ;
- Diplômé de l'I.A.E. 28 ans
cherche travail en industrie pharmaceutique
ou chez répartiteur.
Préférence région Ivoire de PARIS.
Jean-Jacques HOMMEL, Rue-Marguerite,
La Tuilerie n° 5510 COMBLANCHÉ,
Tél. : 55-06-72.

Voir la suite

des demandes d'emploi

en page 32

automobiles

MERCEDES

Exposition. Essais, ventes.
Crédit-leasing.
Pièces détachées.
Mécanique,
carrosserie.

SFAM-France

Concessionnaire,
23, bd de Courcelles
Paris 75008
Tél. 292 02 50

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

★ Du vendredi 17 h. au lundi 09 h.
les locations de voitures particulières
ne sont facturées que pour 2 journées.
★ Location "à l'heure" des utilitaires.
★ Très LONGUE DURÉE, pour locations
à partir de 4 mois.
PRIX : 207, km de BERCY (12^e) 346 11,50
108, km DIDOT (12^e) 628,27,50
102, km DIDOT (12^e) 07632,90
TOUT : 070 72.83.85 - 070 72.83.85
MUSÉE : 070 72.83.85
60 AGENCES EN FRANCE

MERCEDES

Véhicules
Direction
280 SE 77 18.000 km
280 SL 76 12.500 km
757-22-33 - 757-04-34

FIAT 126 T.O.

bleu mar. 9.500 F. 750-51-25, h.b.
- FIAT 131 S 4 portes
blanche, 4.500 km (4 mois)
25.500 F. - 750-55-01, h. par.

LANCIA

AUTOBIANCHI
13 BelExelmons 168
Olivier-SAMEDIOTTE
LA JOURNÉE
• 524.50.30 •
716 - 320 - 322 - 328 - 325
Export 76 et 77, neuve, 4
portes Fiat-130V - 534-09-25
65, rue Beaumarchais, Paris (10^e)
Pour ceux qui cherchent une voiture
FIAT 127, 3 porte, spéciale, bleu
métal, 1600 cc, 14.000 km, 15
mai 77, 15.500 F. - 535-08-04
Cela contract de FIAT 127
615 km Autom. gris métall.
LIVRABLE DE SUITE
Mars 77 - 750-55-01.

DÉFENSE

La France reste discrète sur le nombre de ses essais nucléaires à Mururoa

La direction du centre d'expérimentations du Pacifique, à Tahiti, n'a ni confirmé ni démenti des informations qui font état de l'explosion, samedi 19 mars, d'une charge nucléaire en souterrain dans l'atoll de Mururoa, en Polynésie française. Depuis la fin, en septembre 1974, des expériences nucléaires en atmosphère, la France a déclaré officiellement, en mars 1975, que les atolls de Mururoa et de Fangataufa avaient été retenus comme sites d'expérimentations souterraines. En fait, seule la base de Mururoa a été déclarée ensuite opérationnelle, fonctionnant en permanence.

Pour des raisons qu'il n'a pas explicitées, le gouvernement français, renouant avec une tradition de silence observée de 1973 à 1975 par égard pour les riverains du Pacifique, maintient une politique de discrétion sur le développement de ses essais nucléaires souterrains à Mururoa.

Il ne semble pas, en effet, que tous les essais aient été systématiquement annoncés de source officielle. A ce jour, la France a reconnu, officiellement, et après coup, cinq explosions. Le premier essai avait eu lieu le 5 juin 1975 sur l'atoll de Fangataufa, et il avait été suivi, le 26 novembre, d'une seconde expérience sur la même base, fermée depuis, après le regroupement de tous les moyens sur le site de Mururoa. Une troisième explosion souterraine a eu lieu le 5 avril 1976 sur ce dernier atoll, et deux tirs ont suivi, les 10 et 22 juillet 1976. Depuis, aucun communiqué officiel n'a été publié, et pourtant, bien des indices indiquent que les expériences souterraines ont continué à commencer par une explosion nucléaire en date du 19 février 1977, non annoncée.

Ainsi, il apparaît que les essais — qu'ils aient été ou non conclus par une explosion — ont été plus nombreux que les expériences officiellement reconnues par le ministère de la Défense. Selon des informations de bonne source à Paris, la France s'est livrée à une série d'essais, dits principaux, destinés à tester en vraie grandeur

Prix de revient moyen : 17 millions de francs

On a ainsi estimé que le premier tir souterrain, baptisé Achille par la direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et organisés le 5 juin 1975, a coûté 15 millions de francs. Depuis, les essais qui ont suivi sont estimés, en moyenne, à 25 millions de francs chacun, et les responsables français escomptent obtenir un prix de revient moyen de l'expérience autour de 17 millions de francs.

La discrétion du gouvernement français trouverait sa justification dans le souci de ne donner à des observateurs étrangers qu'un minimum de renseignements sur les objectifs et l'état d'avancement du programme nucléaire en cours. Des techniciens concèdent que des essais souterrains infructueux à 8 kilomètres (moins de 100 mètres de l'explosion d'Hiroshima) peuvent échapper à la détection et se confondre avec des phénomènes sismiques naturels. Une observation aérienne, si elle renseigne sur l'immensité du tir souterrain, ne donne aucune information sur la nature de celui-ci ou celle d'un autre.

Dans leurs grandes lignes, les expérimentations en cours visent à mettre au point des charges miniaturisées (un moins grand volume) et durables (capables de résister à l'effet de contre-mesures adverses). De surcroît, il s'agit d'élaborer les charges nucléaires de l'ordre de 150 kilotonnes — qui, par raison de sept exemplaires équipés chacun des missiles à têtes multiples à bord des sous-marins qui seront en service vers 1985, il semble, enfin, que la France ait procédé à l'expérimentation d'explosifs nucléaires à des fins civiles, pour de grands travaux et le génie civil.

PRESSE

Mme Émile Servan-Schreiber préside le nouveau conseil de « l'Express »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber évoque, dans le numéro de l'Express de ce jour, les raisons qui l'ont conduit à céder 49 % des parts de l'hebdomadaire à M. James Goldsmith (le Monde du 17 mars) pour mieux assurer son développement.

« C'est bien une stratégie d'entreprise qui est indispensable, dans la presse moderne, à la garantie d'indépendance d'un journal, à la liberté d'action de ses responsables, au plein emploi de ses collaborateurs. »

« Une pareille tâche, qui exige concentration intellectuelle et système de décision sans faille, n'est pas en phase avec la vie d'un militant politique. »

Le fondateur de l'Express précise : « Je ne vais pas refaire, ici, le manifeste de mes convictions. Je les résumerai d'une phrase : il ne s'agit ni d'intellectualisme ni de moralisme, mais de par l'insuffisance d'énergie réformatrice, par manque d'audace dans les changements structurels, par une trop faible prise de conscience de la formidable aspiration des Français à une réelle émancipation, par manque de foi, on laisse glisser la France vers un affrontement primitif, presque barbare, entre deux armées idéologiques d'un autre âge. »

« J'ai une confiance résolue dans notre capacité collective à inventer et à forger, sans brisure, un destin civilisé. Il se trouve aussi que j'en ai appris les moyens humains, sur le terrain, dans ma responsabilité régionale en Lorraine. Il se trouve enfin que j'ai l'honneur et la chance que le président et le premier ministre m'aient chargé, depuis deux semaines, d'être « régulièrement et directement » à leur disposition pour organiser méthodiquement la construction de l'avenir. Mon devoir est ainsi tout tracé : m'y consacrer (...). »

« Je resterai, naturellement, et étroitement, associé au journal. Mais lui ne sera plus aussi lié à moi. »

D'autre part, les représentants des journalistes ont contre-signé le 18 mars, le protocole d'accord établi en septembre 1971, qui fixait quelques principes essentiels de la mission assignée à l'Express. Il est prévu désormais que tout nouveau rédacteur aura connaissance de ce texte en entrant au journal et qu'une commission de six élus de la rédaction sera chargée d'assurer le respect des principes déontologiques qu'il contient. En cas de différend, la commission disposera de divers moyens d'intervention.

Enfin, le nouveau conseil d'administration, dont le groupe Express dont Mme Jean-Jacques Servan-Schreiber et Claude Charment ne font plus partie — est présidé par Mme Émile Servan-Schreiber (mère du fondateur de l'hebdomadaire) et a pour vice-président M. James Goldsmith. Le directeur général est M. René Monory et l'administrateur-délégué, M. Jacques Huteau.

● Comment, mensuel féminin d'information, fait paraître son premier numéro, daté avril (le numéro : 6 francs). De format classique (21x28). Comment sacrifier moins aux chroniques sophistiquées (mode, produits de beauté, etc.), au profit des renseignements pratiques les plus divers (29, rue d'Artois, 75008 Paris).

PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Séance de formation continue destinée à des cadres de niveau élevé. 1 séance de 3 heures par semaine pendant 10 semaines à partir du 21 avril 1977.

Les principaux domaines de la politique économique (croissance, échanges extérieurs, monnaie, prix, fiscalité, politique industrielle, politique sociale, énergie...) seront présentés par des responsables de haut niveau (hauts fonctionnaires, banquiers, universitaires), pour la plupart professeurs à SCIENCES-PO.

Renseignements et inscriptions : INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS - Formation continue 27, rue Saint-Germain - 75004 PARIS Cédex 07 - Tél. 291-39-30

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

La C.G.T. et la C.F.D.T. demandent l'ouverture de négociations avec le patronat et le gouvernement

La C.G.T. a réagi, au lendemain même des élections municipales, en décidant de saisir le gouvernement et le patronat d'une demande de négociation tripartite sur les problèmes de l'emploi et des salaires. La C.F.D.T. a manifesté son accord sur cette proposition, et les deux confédérations ont évoqué l'éventualité d'actions diverses si les pouvoirs publics campaient sur leurs positions.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a envoyé mardi deux lettres : l'une au premier ministre, l'autre au président du C.N.P.F. La C.G.T. estime que les résultats des élections constituent « un encouragement immédiat pour tenir en échec la politique d'austérité du plan Barre ». « Le succès de la gauche, déclare-t-on rue Lafayette, confirme la condamnation par les salariés de la politique économique et sociale du gouvernement. Puisque celui-ci indique déjà qu'il doit en tirer des enseignements sur le plan politique, la C.G.T. considère que les pouvoirs publics doivent aussi en tirer des leçons au niveau économique et social. » D'où l'envoi des deux missives dans lesquelles la C.G.T. réclame non seulement la réunion immédiate du Conseil supérieur de l'emploi et de la Commission supérieure des conventions collectives — demandes présentées au ministère du travail le 11 mars — mais aussi une négociation tripartite entre les syndicats, les pouvoirs publics et le patronat.

Sur M. Ségué, il n'y a aucune raison d'attendre l'annonce des élections législatives pour exiger le règlement des revendications les plus urgentes. Pour M. Edmond Maire, la C.F.D.T. refuse elle aussi une « attitude d'attente ». Est-ce l'annonce d'une grande action syndicale après la pause classique en période électorale ? Les deux confédérations avaient fait preuve, ces dernières semaines, d'une réserve certaine au niveau des entreprises, les syndicats et les salariés n'avaient pas ralenti leur mouvement. Outre les dizaines de conflits, souvent avec occupation, qui se prolongent depuis des mois, parfois un an et plus — comme c'est le cas chez Renault ou DeSobry — des grèves assez dures et des initiatives spectaculaires ont été déclenchées depuis quelques semaines : chez B.S.N. à Rillancourt-Gler, Schmitt à Mulhouse, Renault à Douai, chez les dockers de Dunkerque ou à la B.N.P. à Paris.

Les pouvoirs publics ont de leur

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE DES DOCKERS DE DUNKERQUE POURRAIT S'ÉTENDRE

L'activité du port de Dunkerque, occupé depuis lundi matin 21 mars par les dockers (le Monde a daté 22-23 mars) est presque entièrement paralysée. Seul le trafic des « ferreries » avec l'Angleterre et celui des marchandises liquides, des sables et du pétrole, qui ne nécessitent pas l'intervention de dockers, ont pu se poursuivre. La fédération des ports et docks C.G.T. a réuni ses responsables régionaux ce mardi matin 22 mars, à Paris, en vue d'une éventuelle extension du conflit à l'ensemble des ports.

Le mouvement avait commencé le 18 mars dernier lorsque la société Colson avait refusé d'employer les dockers locaux au déchargement d'un cargo japonais. Les dockers avaient estimé que leur statut était remis en cause.

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SONELGAZ

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

SONELGAZ doit réaliser dans la région de JIJEL (EST ALGERIE) une centrale thermique vapeur à réfrigération par eau de mer en site vierge composée de 4 groupes de taille unitaire d'environ 100 MW chacun.

Les travaux d'infrastructure se décomposent principalement en 2 lots :

- Lot n° 1 : Fondations profondes : 1.500 pieux de profondeur moyenne 25 m et de capacité portante 30 à 125 tonnes.
- Lot n° 2 : Génie civil de la centrale composée d'un bloc usine des circuits d'eau de mer de réfrigération et d'ouvrages annexes : ateliers, magasins, bâtiments administratifs et sociaux.

Approximativement l'ampleur des travaux se présente comme suit :

- Excavations : 80.000 m³.
- Béton : 30.000 m³.
- Acier : 1.000 tonnes.
- Acier pour béton : 5.000 t.

Les Sociétés intéressées soumettront leur candidature avec leurs références au plus tard le 15 avril 1977 à l'adresse suivante :

SONELGAZ
DIRECTION DE L'INGÉNIERIE
SERVICE ENGINEERING DES MOYENS DE PRODUCTION
ALGER

Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles à la fin du premier semestre 1977.

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

CONSTRUCTION DE DEUX ÉMISSAIRES EN MER

AVIS D'APPEL D'OFFRES AVEC CONCOURS Appel Public de Candidatures

Le Gouvernement Princier a l'intention d'ouvrir prochainement un appel d'offres avec concours pour la construction de deux émissaires en mer présentant les caractéristiques générales suivantes :

- Émissaire n° 1 : — Longueur 1.500 m ; — Diamètre intérieur 1.500 mm ; — Profondeur de rejet 100 m.
- Émissaire n° 2 : — Longueur 200 m ; — Diamètre intérieur 1.200 mm ; — Profondeur de rejet 45 m.

Les entreprises seront tenues de soumissionner à la fois pour les deux ouvrages qui auront respectivement l'objet d'une tranche ferme ou de l'émissaire n° 1 et d'une tranche conditionnelle pour ce qui est de l'émissaire n° 2.

Elles auront toute latitude pour proposer les matériaux de leur choix, à l'exception de ceux qui seraient à base de matières plastiques ou de fibres de verre.

Les entreprises désireuses de concourir sont invitées à adresser leur demande d'agrément sous pli recommandé avec avis de réception à M. l'Ingénieur en Chef des Travaux Publics, Centre Administratif, rue de la Poste, Monaco, pour le 10-5-1977, terme de rigueur.

Les candidats assortiront leur demande d'agrément d'un formulaire qu'il leur appartiendra de compléter à l'adresse sus-indiquée, et qui est destiné à éclairer le Maître d'ouvrage sur la capacité juridique, financière, économique et technique de leur entreprise.

Les correspondances et les documents de toute nature devront être rédigés en français.

Les candidats agréés seront avisés dans un délai de 30 jours à compter de la date limite indiquée ci-dessus et recevront gratuitement le dossier de concours.

Pour l'attribution du marché les critères suivants seront utilisés :

- Cout des ouvrages ;
- Nature du matériel de base et conception des ouvrages ;
- Délai d'exécution ;
- Mode d'exécution ;
- Moyens mis en œuvre.

Le jury qui sera chargé de l'examen des demandes d'agrément n'aura pas à faire connaître les motifs de rejet éventuel de certaines candidatures.

Tous renseignements complémentaires peuvent être fournis par M. l'Ingénieur en Chef des Travaux Publics (tél. 10-52/53-24-26).

ÉNERGIE

Le retraitement du plutonium devrait être « différé indéfiniment » suggère la Fondation Ford

L'énergie nucléaire ne deviendra indispensable pour les États-Unis que dans la seconde moitié du vingt et unième siècle conclut un nouveau rapport de la Fondation Ford.

Le rapport a été établi par une commission de vingt et un scientifiques, universitaires en majorité, qui ont travaillé durant deux ans à l'ancien administrateur fédéral de l'énergie, M. John Sawhill, et le nouveau secrétaire d'État à la défense, M. Harold Brown, étaient membres de la commission aux titres, respectivement, de président du Caltech (Institut californien de technologie) et de professeur à Harvard.

Le rapport estime que le pétrole et le gaz continueront à être les principales sources d'énergie des États-Unis jusqu'à la fin du vingtième siècle. Après, selon le rapport, le charbon prendra la relève avec l'énergie solaire.

L'énergie nucléaire, admet le rapport, présente un petit avantage économique sur le pétrole, mais la différence est légère. En revanche, le nucléaire présente le risque de voir du plutonium détourné par des terroristes.

Le groupe recommande donc au président Carter de « différer indéfiniment » le retraitement du plutonium, de renforcer les mesures de sécurité dans les centrales nucléaires et de garder le monopole de la technologie d'enrichissement de l'uranium.

Le rapport conclut que le retraitement du plutonium ne devrait pas être encouragé par le gouvernement fédéral, mais qu'il ne s'agit pas d'appeler les consommateurs à réduire leur consommation de pétrole, mais de les informer des dangers associés au problème. Ce sera ensuite à eux de choisir.

CONSOMMATION

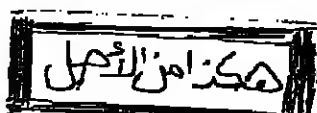
Mme Scrivener annonce une prochaine réglementation des marges commerciales du café

Mme Scrivener, secrétaire d'État à la consommation, a annoncé au cours d'une déclaration télévisée, ce mardi 22 mars, que le gouvernement allait prendre des mesures pour que la hausse des prix du café et du cacao ne traduise pas par une augmentation des marges de distribution. On ne sait pas encore s'il s'agit d'un blocage des marges en valeur absolue ou de rétablissement d'un « coefficient multiplicateur » (méthode déjà employée pour les fruits et légumes).

Mme Scrivener souhaite que les consommateurs prennent conscience que le meilleur moyen de défendre leurs intérêts est de passer d'une consommation automatique de café à une consommation réfléchie.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	DeutscheMark	Fr. suisse	Fr. française
48 heures	4 1/4	5 1/4	4 3/8	3 3/4
1 mois	4 5/8	5 5/8	4 7/8	3 7/8
3 mois	4 7/8	5 7/8	4 3/4	3 7/8
6 mois	5 1/4	5 3/4	4 7/8	3 1/2



RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1/77

Opération n° 854-6-003-00-03

Le Ministère de l'Intérieur, Direction Générale de l'Administration et des Moyens, lance un avis d'appel d'offres international en vue de l'acquisition de matériel d'équipement des services de la Protection Civile.

N°	DÉSIGNATION DES MATÉRIELS	QUANTITÉ
1	Motopompes d'équipement basse pression	64
2	Embarcations de sauvetage à fond plat	10
3	Embarcations pneumatiques	4
4	Moteurs pour id.	4
5	Remorques pour embarcations fond plat	10
6	Remorques pour embarcations pneumatiques	4
7	Groupes mobiles haute pression	2
8	Chambres de décompression bi-places	1
9	Calson de décompression monoplace	1
10	Bâches de sauvetage	32
11	Masques filtrants pour gaz dangereux	500
12	Jeux de 30 x 10	100
13	Détecteurs d'oxyde de carbone	32
14	Appareils de détection de personnes ensevelies du type géostrophes	32
15	Emballant polymère	100.000 litres
16	Poudre extinctrice	3 tonnes
17	Gants de protection en cuir	5.000 paires
18	Extincteurs pour véhicules CO ₂ (3 litres)	200

Les sociétés intéressées pourront consulter ou retirer le cahier des charges et des spécifications techniques à la Sous-Direction des Marchés Publics, Ministère de l'Intérieur, Palais du Gouvernement, ALGER (bureaux n° 246 et 247, premier étage).

Les soumissions, accompagnées des références, prospectus et, s'il y a lieu, des pièces réglementaires, doivent être déposées en triple exemplaire, placées sous double enveloppe cachetée, et adressées à M. le Ministre de l'Intérieur, Direction Générale de l'Administration et des Moyens, Direction des Infrastructures et de l'Équipement, Palais du Gouvernement, ALGER, avec l'indication « Appel d'Offres n° 1/77, matériel de protection civile - N° PAS 07/77 ».

L'offre doit parvenir au Ministère de l'Intérieur au plus tard le 13 avril 1977, délai de rigueur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 90 jours à compter de la date de clôture.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction Générale de l'Administration et des Moyens

Direction des Infrastructures et de l'Équipement

PLAN QUADRIENNAL

Opération n° 854-6-003-00-03

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2/DGAM/DIE/77

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de l'acquisition de matériel destiné à l'équipement de casernes de la Protection Civile.

- Lot n° 1 : Literie ;
- Lot n° 2 : Équipement de réfectoire ;
- Lot n° 3 : Équipement de salles polyvalentes ;
- Lot n° 4 : Équipement de salles de réunion ;
- Lot n° 5 : Mobilier de bureau.

Les fournisseurs intéressés pourront consulter ou retirer le cahier des charges et des spécifications techniques au Palais du Gouvernement, premier étage, bureaux n° 246 et 247, Sous-Direction des Marchés Publics à Alger.

Les soumissions doivent être déposées en triple exemplaire, être accompagnées de pièces administratives régionales, de prospectus et de références techniques. Elles doivent être placées sous double enveloppe cachetée, avec la mention :

- Appel d'Offres n° 2/DGAM/DIE/77
- Ne pas ouvrir.

Les offres qui peuvent concerner une partie ou l'ensemble des lots devront parvenir au Ministère de l'Intérieur, Direction Générale de l'Administration et des Moyens, Direction des Infrastructures et de l'Équipement, le 13 avril 1977 avant 15 heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 90 jours à dater du jour de clôture du présent appel d'offres.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES LENDEMAINS DE L'AUSTÉRITÉ

(Suite de la première page.)

La première phase du plan Barre qui se terminait vers la fin de l'été 1976, a été un « choc » psychologique. Celui-ci s'est certainement produit d'abord sous l'aspect pénible de l'austérité : « impôts-sécheresse », hausses de l'essence et de la viande, relèvement des cotisations sociales... Puis, sous celui, plus agréable, du freinage des prix : blocage de certains d'eux pendant trois mois, baisse de la T.V.A. le Jour de l'An. Enfin, le conflit entre l'État et ceux des syndicats qui s'accommodaient jusqu'alors de son action montre que, là aussi, quel-

que chose a changé : la politique contractuelle est devenue un sujet de tension entre tous les syndicats et le gouvernement, au lieu de demeurer une pomme de discorde entre syndicats. Ceux-ci ont découvert, à cette occasion, que si l'économiste « rond-carré » qui siège à l'hôtel Matignon renforce leur union, il constitue pour eux un adversaire autrement ténu et coriace que ses prédécesseurs.

Le « choc » initial passé, trois questions se posent : quel a été le prix de ces premiers résultats ? Sur quelle situation économique débouche le plan ? Comment peut-il se développer ?

Le prix payé

Le prix payé, c'est d'abord un retour à l'anémie de l'économie française. La relance brutale de la production opérée par le plan de septembre 1975, notamment à coups d'investissements publics et d'aide fiscale à l'équipement privé, a fini de produire ses effets au second semestre 1976, et aucun suite ne lui a été donnée. Les investissements se sont donc progressivement essouffés sans que la consommation, massivement épargnée par les prélèvements fiscaux de l'hiver, prenne le relais. Seule l'exportation a continué à progresser ; mais c'est un moteur trop faible pour tirer à lui seule la machine.

Du coup, la production décline (2,5 % seulement de plus, au cours du dernier trimestre connu, qu'en juillet-août) et le chômage s'aggrave. Bien des chefs d'entreprise, qui avaient espéré pendant un an une reprise hypothétique, en font désormais leur deuil et licencient les salariés — notamment les cadres — gardés jusqu'à en surcroît. Chaque semaine apporte désormais son contingent de mauvaises nouvelles dans tel ou tel secteur qui ne trouve plus de remède national à ses difficultés internationales : la crise s'aggrave dans la sidérurgie, le textile, le bâtiment, les travaux publics ; elle s'étend dans la mécanique, l'automobile, la chimie fine, la grosserie électrique, le matériel ménager, l'appareillage de télévision.

Le prix payé pour abaisser d'un demi-point en deux mois l'indice des prix c'est aussi l'abandon par l'État de quelque 8 milliards de recettes de T.V.A., montant presque équivalent à celui du déficit budgétaire de 1977 admis aujourd'hui.

Un avenir préoccupant

Cette question conduit à s'interroger sur la situation de l'économie française après ces six mois d'austérité. Plusieurs des symptômes qui avaient provoqué le déclenchement de la crise de 1974-1975 s'y retrouvent. La proportion des industriels pessimistes a grandi de mois en mois, et ce n'est pas le résultat des élections municipales qui va la réduire. Elle se retrouvait à la veille du deuxième tour au même niveau qu'à l'automne 1974, lors du démarrage de la précédente récession : la Banque de France, confirmant l'INSEE, estime en

chiffre officiellement. Même si ce déficit est sensiblement inférieur à ceux des deux années précédentes (38,5 et 38,5 milliards respectivement), ainsi qu'à ceux de nos principaux concurrents, il traduit une certaine hésitation du gouvernement à rendre publique toute sa politique et peut servir de prétexte à un nouveau « tour de vis » budgétaire, qui aggraverait encore l'anémie présente.

Le prix payé, c'est enfin l'endettement considérable de la France envers l'étranger, qu'enorgueillissent les pouvoirs publics en y invitant notamment les entreprises publiques et les banques nationalisées. L'affaire avait fait grand bruit au printemps lorsque les cambistes, inquiets des dettes françaises, avaient joué le franc à la baisse. Les chiffres qui viennent d'être publiés par le Bureau de Rivoli montrent que l'endettement ne s'est pas ralenti depuis. Au cours des six derniers mois connus les emprunts à l'étranger ont atteint 12,3 milliards de francs (2,4 milliards de dollars), soit 5,8 milliards de plus que l'année précédente à pareille époque. L'endettement supplémentaire a donc été trois fois supérieur à l'augmentation des réserves publiques de change du pays : 3,9 milliards de francs en six mois (réévaluation de l'or exclu).

Qu'en aura-t-il été le coup, du franc sans le recours massif aux prêts de l'étranger, rendu nécessaire par la persistance du déficit commercial ? Et la situation peut-elle se prolonger longtemps sans porter atteinte au crédit de la France, puisque notre pays n'a guère plus de 22 milliards de réserves de devises (mais, il est vrai, 33,8 milliards en or) pour une dette globale de 45 à 50 milliards.

conséquence que l'activité stagnante au moins jusqu'à l'été. Pour trois raisons convergentes : la demande intérieure fléchit (au point de retrouver les mauvais indices de l'automne 74) ; les stocks augmentent (20 % des industriels les jugent supérieurs à la moyenne, comme il y a deux ans et demi), en particulier dans le secteur des biens de consommation ; enfin, la capacité de production des entreprises diminue de 10 % le niveau actuel d'activité.

Seule la demande étrangère reste bonne, la quasi-stabilité du franc et le ralentissement des hausses de salaires rendant les prix français plus compétitifs à l'étranger, notamment en Italie et sur les marchés de la zone sterling. Mais cela ne concerne qu'un petit cinquième de l'activité nationale. Suffisamment pour continuer à réduire le déficit commercial, pas assez pour « tirer » l'ensemble de la production.

La stagnation de celle-ci dans les prochains mois risque de compromettre le redressement commercial. Les gains de productivité de 1976, qui avaient permis la conquête de marchés extérieurs de plus en plus convoités, devaient beaucoup à la relance : produire plus sans embaucher et sans payer beaucoup plus les salariés réduit sensiblement le coût unitaire des fabrications ; mais si la production stagne, la productivité plétine et les marchés étrangers deviennent d'accès plus difficile.

La stagnation de la production est aussi le résultat du recul des investissements privés et de la très lente progression de la consommation. Les premiers baissent, après l'anticipation d'il y a un an, liés à la dette fiscale ; seuls les investissements publics continuent à augmenter, mais dans quelques secteurs essentiels : télécommunications, énergie, transports. Ailleurs, le marasme s'étend, semant l'inquiétude dans de nombreuses industries d'équipement.

Quant à la consommation, forte en décembre-janvier (pour profiter de la décelération des prix), elle ne progresse plus que très lentement, maintenant que joue à plein le blocage du pouvoir

d'achat des salaires, élément principal du plan Barre. L'épargne, en se tassant, pourrait stimuler ; cela avait semblé se produire en fin d'année, la reconstitution des caisses de particuliers dans les banques se faisant plus lentement, puisque la hausse des prix était moins forte. Mais l'épargne de précaution paraît sur le point de reprendre, avec la fin de la pause des prix et l'aggravation du chômage.

C'est d'ailleurs sur ces deux derniers points que la situation française semble devoir se modifier le plus. La hausse des prix, ralentie de près de moitié pendant trois mois par le blocage puis par la baisse de la T.V.A., a retrouvé dès mars un rythme plus habituel, que l'INSEE évalue à quelque 0,7 % par mois (soit 8,7 % l'an). La hausse des prix agricoles (vague de la sécheresse et inclinaison de la politique européenne) va amplifier cette évolution, de même que l'envoie brutale de certains produits de base (café, thé, plomb, étain, cuivre...). Les conseillers de M. Barre hésitent sur la parti à prendre au sujet des tarifs publics : faut-il les majorer brutalement en avril, comme prévu, au risque de faire

monter l'indice de 0,4 à 0,7 point, ou bien convient-il de revenir aux « petits paquets » étalés dans le temps pour moins choquer le consommateur, quitte à verser quelques milliards de subventions supplémentaires (un par trimestre de retard) aux entreprises nationales auxquelles le premier ministre voulait précédemment payer moins ?

L'aggravation du chômage, atténuée en 1976 par le patronat à la demande du gouvernement, relancée en 1977 par le plan de relance de M. Chirac, se fait davantage sentir depuis que la croissance industrielle fléchit. Elle va continuer au moins jusqu'à l'automne, sans que l'on puisse savoir quelles seront la part des licenciements et celle des réductions d'horaires. « Le tigre contre l'infatigable » se le dispute, mais de lutter contre le chômage, répète depuis six mois le premier ministre. A terme, c'est vrai, les deux étant liés (encore que cela dépende beaucoup de la façon dont est combattue l'inflation). Mais, dans l'immédiat, l'austérité anti-inflationniste aggrave le sous-emploi. Les chiffres confirment ici le raisonnement : même faible, la productivité permet de produire autant en moins d'heures de travail.

Les difficultés de la consolidation

M. Barre savait en septembre qu'après le « pain blanc » de la décelération des prix, les premiers mois, il lui faudrait faire face à une situation plus redoutable. L'heure en est arrivée.

Le développement de son plan prévoit une consolidation en profondeur des résultats acquis grâce à des mesures conjoncturelles exceptionnelles. Plusieurs réformes sont en préparation à cet effet : (1) redressement financier de la Sécurité sociale à l'aide de taxes et de cotisations nouvelles, ainsi que d'une réduction des dépenses d'hospitalisation ; réduction du gaspillage des matières premières ; lutte — que l'on espère enfin sérieuse — contre les « ententes » ; meilleure répartition sur le territoire des crédits publics d'aménagement ; moyens financiers nouveaux pour la formation professionnelle.

Hormis la première, toutes ces mesures — utiles — seront d'un effet assez lent, tout comme les projets, annoncés pour plus tard, sur la distribution ou sur la restructuration de certaines industries. Quant aux autres dispositions envisagées, elles pourraient soit freiner la lutte contre l'inflation (financements nouveaux aux P.M.I., par exemple), soit ralentir l'activité de certaines branches (des entreprises d'équipement pétrolier de l'étranger, par exemple) ; soit encore accélérer l'augmentation du chômage : les concours financiers de la puissance publique à la sidérurgie ou au papier-carton s'accompagneront d'importantes suppressions d'emplois pour accroître la compétitivité de ces secteurs.

On ne saurait donc attendre de résultats très spectaculaires — ni très rapides — de la phase de consolidation qui va commencer. D'autant que le gouvernement est encore loin de s'attaquer à toutes les causes du mal : la cherté de l'argent, qui alourdit les coûts, si elle attire les devises étrangères ; les inégalités, génératrices d'inflation par les consommations ostentatoires et les dépenses d'imitation qu'elles suscitent ; l'obsolescence exagérée de nombreux produits.

M. Barre obtiendrait des résultats plus rapides — sur l'emploi au moins — s'il se résignait à

indulger son cap pour relancer plus globalement telle ou telle consommation, ou ramener des branches en péril (le bâtiment, par exemple). La pression patronale — et, semble-t-il, celle de la majorité — va dans ce sens. Mais, pour l'instant, le premier ministre n'entend pas changer de ligne ; la défense du franc et, par voie de conséquence, le redressement du commerce extérieur demeurent ses priorités. L'activité économique doit-elle en pâtir davantage et le chômage s'aggraver ?

La preuve en est que ses directives budgétaires pour 1978 prévoient tout à la fois une forte baisse de l'embauche et une réduction sensible des investissements publics non compris dans les PAF (programmes d'action publique). Peut-être se montrera-t-il plus conciliant à l'automne et consentira-t-il des gestes autres, que symboliques, en faveur des salariés du secteur public, des personnes âgées ou de certains équipements collectifs.

L'avenir est de toute façon loin de dépendre uniquement de Paris. Les choix du président Carter et du chancelier Schmidt résoudront inévitablement sur la situation française. La relance américaine stimulera les exportations françaises, mais aussi l'inflation. Une forte expansion allemande aiderait M. Barre ; mais elle n'est pas prévisible actuellement. Boni tenait à un extrême prudent.

La conjoncture politique et sociale en France pesera bien davantage sur la suite du plan Barre. Les résultats des élections vont certainement conduire les syndicats à intensifier leur lutte contre le « verrou » gouvernemental du blocage du pouvoir d'achat ; leur succès risquerait la consommation. À l'inverse, les résultats du 20 mars et l'attente des législatives « gèleront » probablement nombre d'investissements privés. Lequel de ces deux facteurs aura le plus d'influence ?

M. Barre n'est certainement pas le dernier à souhaiter le savoir. Le succès de son entreprise dépend, pour l'essentiel, de cette réponse.

GILBERT MATHIEU.

(2) Le Monde du 22 mars.

Opel Ascona



"Familles je vous aime."

23.620 F*. Conçue pour la famille, l'Opel Ascona à 5 places, un grand coffre, elle est agréable à conduire même chargée — son moteur (7-9 ou 11 CV) est d'une fiabilité mécanique renommée.

Pour la famille encore, tous les éléments de sécurité : dégivrage arrière, double circuit de freinage, freins assistés à disque à l'avant, pare-brise feuilleté, ceintures à enrouleurs. Garantie un an pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

*Modèle L 7 CV, à portes, prix TTC + frais de transport et de préparation : 964 F TTC. Tarif au 10.02.77. Prix garantis 12 mois à partir de la date de commande pour les modèles figurant au programme normal d'importation.



Avec Opel, partez tranquille.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SONIPEC - 100, rue de Tripoli - M. DEY

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation d'une étude technico-économique concernant la faisabilité d'un projet destiné à produire des vêtements en cuir, civils et professionnels.

Les organismes intéressés sont invités à retirer le cahier des charges à SONIPEC, Direction des Etudes, 100, rue de Tripoli, Hussein-Dey (ALGER), contre paiement de la somme de 50 DA.

La date limite de remise des offres est fixée à 45 jours à partir de la parution du présent avis.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double pli cacheté portant la mention « Soumission pour la réalisation d'une étude technico-économique projet vêtements en cuir. Ne pas ouvrir ».

هكمان النحل

Le « sommet » des grandes puissances industrialisées

Des prévisions disparates pour 1977

UN MAUVAIS CAS

La France s'est mise dans une situation difficile en interdisant à la Commission européenne de participer au « sommet » des grandes puissances industrialisées les 8 et 9 mai à Londres.

Maintiendra-t-elle jusqu'à bout son refus ? Beaucoup en doutent, même à Paris, et au sein du gouvernement, l'unité de vues n'est pas parfaite. La France est en train d'échouer aux yeux de ses partenaires la « mauvaise conduite européenne » britannique et d'attirer sur elle tous les blâmes. Les « petits » de la Communauté — dont plusieurs ne la sont nullement par la puissance économique et financière — sont furieux, les Néerlandais surtout, dont la presse dénonce avec véhémence « l'arrogance » française et dont le gouvernement, encouragé par un parlement unanimement mené de faire payer cher son « veto » à la France et d'éventuels alliés devant faire un jour appel à la solidarité communautaire. Certes, le général de Gaulle ne s'en laissait pas imposer et se moquait de « l'isolement diplomatique ». Mais l'intransigence n'a de sens que pour les bonnes causes. Celle-ci en est-elle une ?

L'idée première des « sommets » industrialisés, lancée en juillet 1975 par MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, tendait à réunir les dirigeants suprêmes des plus grandes puissances économiques pour les placer face à leurs responsabilités dans la grande crise qui secouait et secouait encore l'Occident. Le président des États-Unis, principal responsable du désordre mondial, était plus spécialement visé. Pour que ces « sommets » atteignent leur but, la discussion devait être franche et directe, il ne s'agissait pas de prendre des décisions ni de se faire des politesses mais de se persuader mutuellement de quelques vérités fondamentales. Il fallait donc s'en tenir à un débat secret et restreint. Ses promoteurs envisageaient d'abord de n'y convier que les États-Unis, le Japon et, outre la France et l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne. Il apparut vite, cependant, qu'il serait difficile de tenir l'Italie à l'écart, d'autant qu'à l'époque elle était présidée par le Conseil de la Communauté. Puis, on s'est aperçu que sans elle, les chefs d'État ou de gouvernement, qui étaient censés se réunir, ne pouvaient pas se réunir.

Des problèmes spécifiques

Si souhaitable que fut cette confrontation d'idées entre les plus grands responsables des économies occidentales, elle n'allait pas sans risque politique. N'allait-on pas « glorifier », sous la houlette américaine, tous les problèmes de l'Occident, faire des États-Unis les arbitres des affaires européennes, les intermédiaires obligés des relations euro-japonaises et consolider leur fameux « leadership » atlantique ? N'offrait-on pas à Washington tout ce qu'exigeait M. Kissinger dans sa « nouvelle charte atlantique » et contre quoi M. Jobert s'était tant battu ?

Pour échapper à ce risque et à ce débat, Paris précisa que cet exercice de réflexion en commun devait se limiter à des problèmes spécifiques (le désordre mondial et la conjonction économique), que cette réunion exceptionnelle par nature ne devait comporter aucun « cas à être » institutionnalisés.

Pourtant, quand, au printemps 1976, M. Ford, avec des arrière-pensées électoralement évidentes, voulut convoquer un nouveau « sommet » du même type, Paris accepta, et comme les États-Unis, puissance invitante, insistent à la participation de leur partenaire économique privilégié, le Canada, le France s'incline. Ainsi, se fit de Porto-Rico (juin 1976). Du raisonnement à l'action, pour quoi ne pas convoquer tout simplement un « sommet » des vingt-quatre membres de l'O.C.D.E. ? Certains y pensent. Ça ne serait pas la première fois qu'une conférence internationale se réunirait pour rien.

Les cinq « petits » de la Communauté, qui avaient fort mal pris leur bain de Porto-Rico (bien que la participation italienne leur eût fort utilement évité de Porto-Rico. A tel point que les « Grands » n'ont pas cédé : d'accord — ils l'ont — la Communauté serait représentée à Porto-Rico en tant que telle — par le président de son conseil (alors M. Thorn, Luxembourg) — le président de la Commission ; mais la seraient de simples observateurs. Plusieurs des « petits »,oya-Bas en tête, refusèrent ce statut mineur, et, en fin de compte, la Communauté n'alla pas à Porto-Rico. Du moins, les Neuf étaient-ils convenus d'arrêter une fois pour toutes une procédure pour la participation aux futures conférences où ensemble des Neuf ne seraient pas omis. Bonne résolution qui, comme l'assommoir, reste lettre morte. D'ailleurs, du côté français, on ne

cachait pas que, en raison des risques d'implémentation américain dans les affaires européennes, des complications intracommunautaires et de l'insignifiance des résultats économiques (les engagements de rigueur monétaire de Rambouillet volaient en éclats à la première vague spéculative et Porto-Rico n'aboutit à rien), la France ne se prêterait plus au petit jeu des « sommets » industrialisés. Porto-Rico, dirent les porte-parole français, aura été le dernier.

Et pourtant, le 3 décembre dernier, un mois après l'élection de M. Carter, M. Giscard d'Estaing, qui venait de rencontrer à Pisa M. Andreotti, chef du gouvernement, prit l'initiative d'en relancer l'idée. Il proposait, en même temps, qu'un Conseil européen (c'est-à-dire un « sommet » des Neuf) prépare le renouveau. En dépit de cette précaution, la question de la participation communautaire, faite d'avoir été résolue à froid, se posait de nouveau à chaud. Depuis Porto-Rico, les Néerlandais ont, semble-t-il, quelque peu modéré leur position : apparemment, une invitation au président du Conseil des Neuf (qui, de toute façon, sera à Londres puisqu'il s'agit maintenant du premier ministre britannique et de celui de la Commission, sans trop précéder leur rôle, leur convient. Mais la France a durci la ligne. « La Communauté », dit M. de Giscard d'Estaing, n'a pas à être représentée à ce genre de réunion où les chefs de gouvernement procèdent à des échanges de vues, mais où l'on a pas de décisions à prendre » (le Monde du 11 mars). MM. Schmidt et Callaghan ne pensent sans doute pas différemment. Mais ils se gardent de le dire, tant paraissent logiques les arguments des « petits ».

De quel parlerait-on à Londres ? D'affaires économiques, et la France tient à ce que l'on en reste là. Or

celles-ci appartiennent indubitablement au domaine communautaire. Plus précisément, les négociations du GATT et surtout la conférence Nord-Sud, qui seront au cœur de la discussion, relèvent uniquement de la compétence communautaire. La France a été la première à imposer à la Grande-Bretagne que, dans le dialogue Nord-Sud, la Communauté « parle d'une seule voix », celle de ses institutions. Un minimum de cohérence voudrait donc que la Communauté « en tant que telle » présente au « sommet » de Londres.

Bien sûr, un compromis (où la crédibilité de la France laissera faiblement quelques plumes) reste possible. Il tiendra (comme tout ce qui se fait aujourd'hui dans la Communauté) dans quelque formule ambiguë. Mais l'empirisme repose sur la confiance mutuelle des partenaires, et celle-ci sortira fort ébranlée de cette péripétie. La plus regrettable est certainement que le président de la République ait lancé son initiative de Pisa juste deux jours après le Conseil européen de La Haye. Les Neuf avaient alors tous souhaité une rapide prise de contact avec M. Carter, mais M. Giscard d'Estaing n'avait nullement fait connaître la proposition formelle qu'il s'appuyait à faire, en tout cas pas assez clairement pour être comprise. Les « petits » de la Communauté se sont sentis dupés.

Le 25 mars, au Conseil européen de Rome, il faudra bien trancher. Mais les neuf chefs de gouvernement risquent une fois de plus d'être absorbés dans une algèbre que celle de la procédure au lieu de se consacrer à la préparation du « sommet » de Londres sur la fond.

MAURICE DELARUE.

La guérison est sans doute en bonne voie, mais le complet rétablissement n'est pas pour demain. Voilà en substance ce qu'indiquent les prévisions concernant les quatre grands pays de la Communauté européenne. Le baromètre accuse des écarts considérables dans tous les pays, montrant combien l'incertitude est grande dès qu'il s'agit de l'avenir.

Le taux de croissance de cette année est, par exemple, estimé de façon très diverse. Pour ne prendre qu'un exemple, l'accroissement du P.N.B. en République fédérale d'Allemagne fait l'objet de prévisions qui varient du simple au double : de 3 à 6 %.

Par comparaison avec les mois précédents, les dernières prévisions sont légèrement plus pes-

mistes. La Commission de Bruxelles en a tenu compte : elle a ramené de 4 à 3,5 % le taux de croissance économique qu'elle doit lui servir de référence. Cela ne suffit pas pour engager la Communauté sur le chemin du plein emploi.

C'est pourquoi ces pronostics, en particulier lorsqu'ils émanent de services gouvernementaux, sont assortis plus fréquemment que par le passé, de prescriptions thérapeutiques, de propositions pour relancer la croissance. Depuis que le président Carter a lancé son appel aux pays riches et qu'il a exhorté l'Allemagne fédérale et le Japon à contribuer davantage au redressement de l'économie mondiale, c'est au gouvernement de Bonn qu'on

adresse, du moins en Europe, les recommandations les plus nombreuses et les plus diverses.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE

Le gouvernement, en dépit de la persistance d'un chômage important, n'envisage pas de recourir à des mesures conjoncturelles et cela bien que de nombreux experts estiment qu'il ne parviendra pas à ramener le nombre des chômeurs à 800.000, comme il se l'est fixé pour objectif.

Les récentes augmentations de salaires, dont les taux élevés seront préjudiciables à la productivité des entreprises, n'empêchent pas le gouvernement fédéral de continuer à prévoir un taux de croissance de 5 %. Des mesures supplémentaires seront envisagées qu'au cas où, dans le cours de l'année, l'on constaterait sensiblement en dessous de ce chiffre.

GRANDE-BRETAGNE

An premier rang de ceux qui voudraient que Bonn accède dès maintenant à un accord, les hommes politiques de Londres. Car pour assurer l'expansion d'une économie qui est pourtant loin de tourner à plein régime, le gouvernement britannique a les mains liées, ne serait-ce que du fait des obligations de son pays envers le Fonds monétaire international. D'où une estimation du taux de croissance qui serait normalement synonyme de stagnation. On place ses espoirs dans le pétrole de la mer du Nord et dans l'exportation. Du fait de la dévaluation et en dépit d'une hausse des prix toujours importante, les produits britanniques sont devenus concurrentiels. Mais tant qu'il n'y a pas de demande étrangère, l'expansion des exportations ne peut être que très limitée.

FRANCE

À Paris, on n'exerce pas de pressions officielles sur le gouvernement de Bonn. Mais le gouvernement français, lui aussi, verrait d'un bon œil que son plus gros client fasse davantage en faveur des produits français. Le gouvernement a récemment ramené ses prévisions du taux de croissance de 4,8 à 3,5 ou 3,5 %. Contrairement à ce que prévoit l'O.C.D.E., il espère même réduire la hausse des prix à 7,5 %. La production industrielle ne devrait recommencer à augmenter qu'au second semestre.

ITALIE

L'évolution de l'économie italienne est meilleure qu'on ne s'y attendait, meilleure même que ce que voulait le gouvernement. Au lieu d'une croissance nulle, certains pronostics envisagent pour cette année une augmentation de 2 % du P.N.B. Le patronat tient pour vraisemblable une augmentation de 3 % de la production industrielle au deuxième trimestre. Ce n'est pourtant pas là qu'il faut chercher la cause de la modération des demandes adressées par Rome au gouvernement allemand. C'est que, au cours des dernières années, l'Italie a pu constater les conséquences qu'avait en matière d'emploi un taux d'inflation élevé.

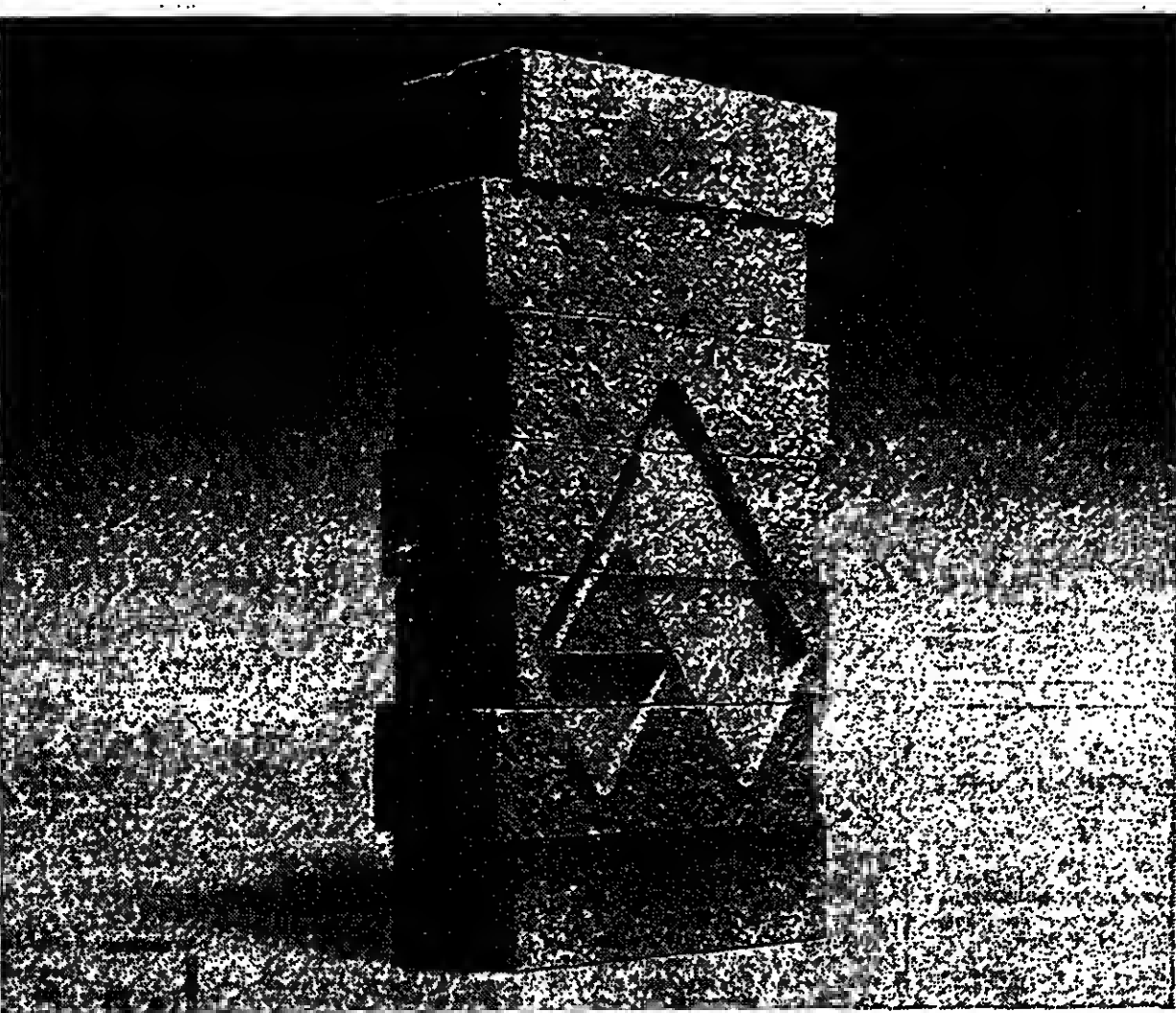
HANS-JUERGEN MAHNKE.

PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES POUR CETTE ANNÉE (en % par rapport à 1976)

	Allemagne fédérale (1)	France (2)	Grande-Bretagne (3)	Italie (4)	Japon (5)	États-Unis (6)
Produit national brut	+4,5	+3	+0,9	0	+6,7	+4,3
Consommation des ménages	+4,5	+3	+0,6	+1,5	+12,7	+10,5
Investissements	+5	+1,5	-2,5	-1	+12,2	+19,4
Exportations	+9	+7,25	+5,4	+8	+11,9	*
Importations	+9	+6	+3,2	-1	+16,1	*
Hausse des prix de détail	+4	+2,75	+14,2	+20	+7,7	+5,8
Salaires	+3	*	+12	+21 à 22	*	*
Chômage (en milliers)	950	*	1500	*	1200 à 1300	7,5 % de la population active

* Chiffres non indiqués.

Sources : (1) IFO-Institut für Wirtschaftsforschung, Munich (février) ; (2) O.C.D.E. (mars) ; (3) National Institute of Economic and Social Research (mars) ; (4) Gouvernement ; (5) Economic Planning Agency of the Government (janvier) pour l'année fiscale (du 30 mars au 1^{er} avril) ; (6) Manufacturers Hanover Trust (mars), taux en valeurs nominales.



Abecor: sept grandes banques ont construit en Europe un important service bancaire, pour vous aider à mener des affaires encore plus importantes.

Abecor (Associated Banks of Europe Corporation) est une association de 7 grandes banques européennes qui totalisent des actifs de plus de 200 milliards US \$ et une somme incalculable de connaissances et d'expérience. La BNP est la Banque Abecor en France.

Un service complet Grâce à des postes d'observation dans 118 pays sur 5 continents, Abecor possède un réseau d'information incomparable qui, en vous fournissant des renseignements de dernière minute, vous permettra de prendre des décisions rapides et efficaces.

Un service étendu Les banques membres d'Abecor possèdent des succursales, des filiales et des bureaux de représentation dans toutes les grandes places financières du monde et sur la

totalité des territoires nationaux. Partout où vous en aurez besoin, cette présence vous assurera un service rapide et d'accès aisé. Un service diversifié De crédit à court terme en crédit syndiqué international à long terme, les services financiers des banques membres qui sont pour la plupart actionnaires de la Banque de la Société Financière Européenne (Paris), de l'Europe-Latin American Bank (Londres), ainsi que d'autres établissements financiers importants.

Pour entrer en relation avec Abecor en France, il vous suffit de vous mettre en rapport avec la Division Internationale de la BNP, 20-22, bd des Italiens - Paris - Téléphone : 523.55.00, postes 495, 300 ou 157.

Dans les autres pays, adressez-vous à la Banque Abecor du pays.

Banques membres d'Abecor : Allgemeine Bank Nederland Banque Nazionale del Lavoro Banque Bruxelles Lambert Banque Nationale de Paris Barclays Bank Bayerische Hypotheken-und Wechsel Bank Dresdner Bank

Membres associés : Banque Internationale à Luxembourg Österreichische Länderbank

Membre associé spécial : Banque de la Société Financière Européenne

La B.N.P. est la banque Abecor en France.



Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départ de Paris
NEW YORK 1 450 F
DELHI 1 900 F
BOMBAY 2 050 F
LOS ANGELES 2 680 F

Départ de Bruxelles
LIMA 2 150 F

Départ de Luxembourg
MEXICO 2 400 F

Aller - Retour
à la carte, flexibilité

CIRCUITS ORGANISÉS

Decouverte du Nord
Yemen
du 15 mai au 30 mai
du 12 juin au 27 juin
3 350 F

Decouverte du Brésil
du 2 juin au 15 juin
du 16 juin au 30 juin
du 1^{er} juillet au 15 juillet
5 950 F

Renseignements et inscriptions à

NOUVELLES FRONTIÈRES
TOURAVENTURE
63, av. Denfert-Rochereau
75014 PARIS
Tél. : 329.12.14
34, rue Franklin, 69002 LYON
Tél. : 37.16.47
6, rue Billeroy - 38000 GRENOBLE
Tél. : 87.16.53
63, rue Sainte - 13007 MARSEILLE
Tél. : 54.18.48
LC 769 A

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. ASIE**
— CHINE : la lutte contre la sécheresse mobilise le pays.
- 3-5. EUROPE**
— Européennes du Sud (11), par Jean-Claude Gauthier.
— M. Brejnev a invité les syndicats à renforcer la discipline du travail.
- 6. PROCHE-ORIENT**
— LIBAN : la Haute Cour de justice est saisie de l'assassinat de Kamel Joumblatt.
- 7. AFRIQUE**
— TUNISIE : le gouvernement annonce l'arrestation de vingt-trois amis de M. Ben Salah.
- 8-10. POLITIQUE**
— Après les élections municipales.
- 10-11. RELIGION**
— POINT DE VUE : A propos de l'occupation de Saint-Nicolas-de-Chardonnet : « Un enjeu pour l'Eglise, un enjeu pour la société », par Jean Rogues.
- 12. EDUCATION**
— Une U.E.R. d'arts plastiques à Grenoble.
- 13-14. EQUIPEMENT**
— Quel avenir pour les entreprises publiques de transport ?
— URBANISME : le gouvernement a-t-il des nouvelles de grande hauteur.
- 16. L'ÉVÈNEMENT**
— Le permis de conduire.

**LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES**
Pages 17 et 18
— La pollution de l'eau par les nitrates.
— Les industries s'interrogent sur le coût énergétique du séchage artificiel.
— Quotient intellectuel et quotient familial.

- 19. L'ACTUALITÉ MÉDICALE**
— Combien coûtent les maladies de longue durée.
- 20. JUSTICE**
— Sept automobilistes bretons compareraient devant le Cour de révisé de l'Etat.
- 23. SPORTS**
- 23-25. ARTS ET SPECTACLES**
— CINÉMA : un point de vue sur le film inédit de Pasolini.
— VARIÉTÉS : musique dans le métro.
- 33. DÉFENSE**
— La France reste discrète sur le nombre des tirés au sort à Mururoo.
- 33-36. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**
— EUROPE : le « sommet » des grandes puissances industrielles.
— ÉNERGIE : en 1976, le déficit d'E.D.F. a été inférieur à 650 millions de francs.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (26 à 32)
Aujourd'hui (22) : Carrousel (23)
« Journal officiel » (22) : Méteorologie (22) : Mots croisés (23)
Bourse (37).

Le numéro du « Monde », daté 22 mars 1977 a été tiré à 825 779 exemplaires.

**COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE**
Vierge Extra « OLIVOLI »
produit naturel de l'olive fraîche
Garantie extraite par
PREMIÈRE PRESSE A FROID
et clarifiée par simple
décantation et filtration

SAVON A L'HUILE D'OLIVE
végétal, naturel, parfumé
aux senteurs de Provence

OLIVES DE PROVENCE
vertes ou noires en saumure
fabrication artisanale

France de part à part de 5 kg
Demandez docum. grat. n° 9 à la
SOCIÉTÉ PROVENÇALE OLÉICOLE
13300 SALON-DE-PROVENCE

A B C D E F G

APRÈS QUATORZE ANS D'ACTIVITÉ

Un réseau d'espionnage est démantelé par la D.S.T. : cinq arrestations

La direction générale de la police nationale a révélé, dans la soirée du 21 mars, que cinq personnes — quatre Français et un Italien — appartenant à un important réseau d'espionnage venaient d'être arrêtées par les policiers de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.). La première arrestation a eu lieu, le 15 mars, les quatre premiers suspects, MM. Serge Fablew, Giovanni Ferraro, Roger Laval et Marc Lafabvre, ont été défilés, le 21 mars, à la Cour de sûreté de l'Etat où ils ont été inculpés d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère par M. Christian Gallut, juge d'instruction, avant d'être écroués. M. Raymond Dissard, appréhendé le même jour, était toujours en garde à vue dans les locaux de la D.S.T.

Le réseau qui venait d'être démantelé était, selon les enquêteurs, dirigé par M. Serge Fablew, cinquante-trois ans, né en Yougoslavie, Français par naturalisation, président-directeur général d'une société dont le nom n'a pas été révélé. Les autres suspects sont : MM. Giovanni Ferraro, cinquante-trois ans, de nationalité italienne, rédacteur à la société Fiat-France, Roger Laval, soixante-quatre ans, retraité, ancien contrôleur de la navigation aérienne au sein du service de l'aviation civile, Marc Lafabvre, cinquante ans, ingénieur, et Raymond Dissard, quarante-quatre ans, chef de fabrication.

Il semblerait que M. Fablew disposait de moyens de liaisons perfectionnés pour transmettre ses informations, particulièrement des émetteurs-récepteurs radio, d'un type très moderne.

Le réseau aurait bénéficié, d'autre part, d'un système « boîtes aux lettres » pour communiquer des documents dont certains pouvaient être codés ou « maquillés ».

Selon la direction de la police nationale, la quantité de renseignements transmis depuis près de quinze ans serait « considérable ». Le travail des membres du réseau aurait notamment porté sur les travaux de plusieurs organismes de l'industrie

Au ministère de l'Intérieur, on l'on indique que cette affaire se trouve désormais placée sous le secret de l'instruction, on ne fournirait guère de précisions si ce n'est que ce réseau était formé depuis 1963 et travaillait au profit d'une « puissance étrangère » que l'on ne désigne pas. Il semble cependant que cette indication vise les pays de l'Est et notamment l'Union soviétique. A la direction générale de la police nationale, on a toutefois souligné que les renseignements recueillis par le réseau avaient trait à la construction aéronautique, à l'infrastructure et au système de protection des bases militaires ou civiles et des centres d'essais français, ainsi qu'à des informations sur le système de défense de l'OTAN.

Le réseau qui venait d'être démantelé était, selon les enquêteurs, dirigé par M. Serge Fablew, cinquante-trois ans, né en Yougoslavie, Français par naturalisation, président-directeur général d'une société dont le nom n'a pas été révélé. Les autres suspects sont : MM. Giovanni Ferraro, cinquante-trois ans, de nationalité italienne, rédacteur à la société Fiat-France, Roger Laval, soixante-quatre ans, retraité, ancien contrôleur de la navigation aérienne au sein du service de l'aviation civile, Marc Lafabvre, cinquante ans, ingénieur, et Raymond Dissard, quarante-quatre ans, chef de fabrication.

Il semblerait que M. Fablew disposait de moyens de liaisons perfectionnés pour transmettre ses informations, particulièrement des émetteurs-récepteurs radio, d'un type très moderne.

Le réseau aurait bénéficié, d'autre part, d'un système « boîtes aux lettres » pour communiquer des documents dont certains pouvaient être codés ou « maquillés ».

Selon la direction de la police nationale, la quantité de renseignements transmis depuis près de quinze ans serait « considérable ». Le travail des membres du réseau aurait notamment porté sur les travaux de plusieurs organismes de l'industrie

Au ministère de l'Intérieur, on l'on indique que cette affaire se trouve désormais placée sous le secret de l'instruction, on ne fournirait guère de précisions si ce n'est que ce réseau était formé depuis 1963 et travaillait au profit d'une « puissance étrangère » que l'on ne désigne pas. Il semble cependant que cette indication vise les pays de l'Est et notamment l'Union soviétique. A la direction générale de la police nationale, on a toutefois souligné que les renseignements recueillis par le réseau avaient trait à la construction aéronautique, à l'infrastructure et au système de protection des bases militaires ou civiles et des centres d'essais français, ainsi qu'à des informations sur le système de défense de l'OTAN.

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT A DÉJEUNER LES ARTISANS FRANÇAIS DU TRAITÉ DE ROME

A l'occasion du vingtième anniversaire de la signature du traité de Rome, M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, mardi 22 mars, en compagnie de M. Raymond Barre, premier ministre, les représentants français du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, MM. Antoine Pinay, Edgar Faure, Maurice Bourges-Mauray, anciens présidents du conseil, M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement de Guy Mollet au moment de la signature, et les hauts fonctionnaires qui composent la délégation française : MM. Robert Marjolin, Pierre Uri, Georges Vedel, Pierre Guillaumat, Jacques Donnedieu de Vabres, Pierre July, Emile Noël, Alain Peyrache, Jean-Paul Foccart, actuel secrétaire général de la présidence de la République.

MM. Christian Fauriol, ministre des affaires étrangères de l'époque, et Roger Carasso ont été aussi présents.

Le plus petit républicain de la plus petite république...
Avec la garantie d'un maître tailleur

**COSTUMES
MESURE**
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 681 F
Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (10)

Mort du grand rabbin Ernest Gugenheim

Le grand rabbin Ernest Gugenheim est décédé, ce mardi 22 mars, à son domicile parisien, 9, rue Vauquelin (57).

Fils du grand rabbin Max Gugenheim et descendant d'une longue lignée de rabbins alsaciens, il était né à Westhofen (Bas-Rhin) le 22 janvier 1918.

Élué du séminaire israélite de France de janvier 1933 à 1937, il complétait sa formation talmudique par des études à la Yeshiva de Jérusalem. Mobilisé en 1939, il fut prisonnier en 1940, passa cinq années de captivité en Allemagne. Il est le rabbin du synagoge de la rue de la République à Paris.

Nommé vice-président du tribunal rabbinique de Paris, il était un des « décisionnaires » les plus réputés.

L'annonce de son décès a été faite dans la presse juive.

Stimé en Iran : une vingtaine de morts et de nombreux blessés. Deux villages situés dans la région de Bandar-Abbas, dans le sud de l'Iran, ont été détruits par un séisme survenu le 21 mars. La magnitude de la première secousse était de 7,5. Selon les premières constatations, il y aurait une vingtaine de morts et de nombreux blessés.

**SÈVRES
"33"**
PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX
33, rue de Sévres, Paris
tél. : 548.66.73

Baisse générale et importante lundi à la Bourse de Paris

Un très vif mouvement de baisse s'est produit lundi à la Bourse de Paris après les résultats des élections municipales. Les valeurs françaises ont perdu 4 % en moyenne, enregistrant leur plus important recul depuis les élections municipales de l'automne 1974, qui anticipaient la crise économique de 1975. Certains titres ont perdu jusqu'à près de 5 %. Parmi les valeurs les plus touchées ont figuré les assurances, les banques, les sociétés nationales, en cas de victoire de la gauche : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Thomson-Brandt et Thomson-CSF.

Pratiquement aucune des cent valeurs du C.A.C. 40 n'a été gagnée. Parmi les valeurs les plus touchées, on peut citer les assurances, les banques, les sociétés nationales, en cas de victoire de la gauche : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Thomson-Brandt et Thomson-CSF.

Le franc s'est effondré mardi matin sur les marchés des changes, notamment à l'égard du dollar dont le cours est retombé de 4,875 F à 4,80 F et vis à vis du deutschemark (DM) de 16,35 F à 16,10 F. Ce mouvement a entraîné une baisse de 1 % du C.A.C. 40.

Le franc s'est effondré mardi matin sur les marchés des changes, notamment à l'égard du dollar dont le cours est retombé de 4,875 F à 4,80 F et vis à vis du deutschemark (DM) de 16,35 F à 16,10 F. Ce mouvement a entraîné une baisse de 1 % du C.A.C. 40.

A l'usine Renault de Douai
UNE GRÈVE
PERTURBE LA PRODUCTION
APRÈS LE DÉCÈS
D'UN JEUNE OUVRIER
(De notre correspondant.)

Lille. — Les syndicats C.G.T. et F.O. de l'usine Renault de Douai ont appelé l'ensemble du personnel à une grève de vingt-quatre heures ce mardi 22 mars. Au poste du matin, qui concerne environ deux mille sept cents travailleurs, on notait quelques centistes, mais la situation de la production était freinée mais se poursuivait. Le conflit a débuté le lundi 17 mars par des arrêts de travail pour réclamer une augmentation des salaires, avec un salaire minimum de 3 700 francs, une cinquième semaine de congé et le remplacement du coefficient supérieur. Les travailleurs demandaient aussi l'amélioration de leurs conditions de travail et une réduction des cadences. Jeudi, vendredi et samedi, le mouvement d'avait finalement touché que quelques centaines de travailleurs (300 au maximum).

Le conflit n'est pas étranger à l'annonce du décès d'un jeune O.S. M. Christian Bar, vingt-trois ans, survenu il y a deux semaines. Cet ouvrier, embauché depuis six mois, venait de sortir d'un arrêt de travail pour maladie. Selon un responsable de la section C.G.T. de l'entreprise, la direction avait refusé d'affecter le jeune homme à un poste de travail « hors danger » ainsi que l'avait prescrit le médecin traitant. M. Bar, atteint de dépression nerveuse, est tombé d'épuisement à son travail. Il est décédé le lendemain dans un centre hospitalier.

Une manifestation devant le siège social de la B.N.P., boulevard des Italiens, est organisée ce mardi après-midi à 16 heures, à l'heure où les deux syndicalistes sanctionnés — qui ont commencé une grève de la faim — devaient passer devant le conseil de discipline. (Le Monde du 22 mars).

la demande se montrait fort réticente.

M. Flornoy, syndic de la compagnie des agents de change, a exprimé au micro d'Europe 1, son inquiétude devant les résultats des élections municipales. Il a parlé du « délabrement intellectuel des opérateurs », qu'il explicite en ces termes :

« Dans une période où l'on ne voit pas clairement l'horizon économique, où il y a une tendance à se replier sur soi-même, se refuse à prendre des initiatives et à procéder à de nouveaux investissements. En conséquence, tant que la marée ne sera pas au-dessus de l'appréhension économique, on ne pourra être fier de sa sécurité. L'opérateur de 1975, il se sentira dans cette position d'attente ».

M. Flornoy estime que, « dans la mesure où cette attitude économique est défavorable pour le marché boursier », il serait souhaitable que cette période soit écourtée dans la mesure du possible.

M. GINGEMBRE (P.M.E.) : rien ne serait pire que de prolonger l'incertitude actuelle.

« Rien ne pourrait être plus mauvais que de rester dans cette situation d'incertitude où nous nous trouvons actuellement », a déclaré M. Léon Gingembre, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, à l'occasion d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, le 22 mars. M. Gingembre a ajouté : « Je ne vois pas comment nous pourrions indéfiniment attendre les résultats de nouvelles élections politiques ou de nouveaux combats politiques. Ce n'est pas mon métier de savoir s'il faut faire des élections maintenant, ou quand il faut faire les élections. Tout ce que je sais, c'est que je ne vois pas comment on pourra développer le plan Barre, qui nécessite la confiance : car on peut se demander actuellement quelle va être la situation, non seulement des chefs d'entreprise, mais aussi des programmes d'investissements qu'ils ont pu mettre au point, mais même la situation des pouvoirs publics. Car les pouvoirs publics me paraissent dangereusement pris entre, d'une part, la poussée de la gauche, et, d'autre part, les ennemis de la majorité. On ne peut pas dire que cela ne crée pas d'inquiétudes. (...) Je ne vois pas comment on peut faire une relance de l'économie dans l'incertitude. Il appartient aux pouvoirs publics de savoir ce qu'ils doivent faire, car, quand on travaille dans l'incertitude, on ne fait rien de bon ».

LATREILLE
LE SPÉCIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
POUR HOMMES
COSTUMES SUR MESURE 75 F
POUR DAMES
TAILLEURS SUR MESURE
75 F
CATALOGUE SUR DEMANDE
62, St-André-des-Arts, 6^e
PARKING RESERVE

**LUNETTES
DEMI-LUNES**
UNE COLLECTION
UNIQUE
DE MODELES
EXCLUSIFS
J.P. Coffignon
OPTICIEN
81, Bd. Malesherbes 75008 PARIS

A LA SEIGNEURIE

74-78, avenue de Paris VERSAILLES

Bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h. Tél. 931.12.67

220V-230V, 50 Hz, 1500 W

A LA REGLE A CALCUL : INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus arides.

HP 97 : version avec imprimante 5586 FTL. HP 97 : format de poche 3351, 80 FTL. HP 25 : 940, 80 FTL.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : la « Règle à Calcul », une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

la Règle à Calcul
HEWLETT-PACKARD

Les distributeurs agréés en France des calculateurs électroniques HP :
65-67, bd Saint-Germain 75005 Paris.
Tél. : 033 02.63 / 033 34.51

